

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU

DROIT DE PÊCHE

EN EAU DOUCE

PAR

G. GRÉMILLON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Décembre 1934, à 14 heures

Président : M. A. MESTRE, Professeur.

Suffragants { MM. JOSEPH BARTHÉLEMY, *Professeur.*
G. SCELLE, *Professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

—
1934

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MESTRE

*Qui a bien voulu accepter la
présidence de ma thèse et me
guider de ses conseils.*

La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

DU

DROIT DE PÊCHE

EN EAU DOUCE

PAR

G. GRÉMILLON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Décembre 1934, à 14 heures

Président : M. A. MESTRE, Professeur.

Suffragants { MM. JOSEPH BARTHÉLEMY, *Professeur.*
G. SCELLE, *Professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

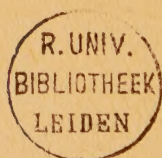
LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5°)

1934

ABRÉVIATIONS

Gazette des Tribunaux	: Gaz. Trib.
Gazette du Palais	: Gaz. Pal.
DALLOZ périodique	: D. P.
SIREY	: S.
Article	: Art.
Cour de Cassation	: Cass.
Cassation criminelle	: Crim.
Code civil	: C. C.
Ouvrage cité	: Op. cit.
Page	: p.
Précité	: pr.
Suivants	: sq.
Tome	: T.



PRÉFACE

La législation régissant la pêche en eau douce est ancienne. Le développement pris depuis la fin du siècle dernier par la pisciculture et les Sociétés de pêcheurs à la ligne a nécessité des modifications importantes à la loi du 15 avril 1829, qui pose les principes essentiels en matière de pêche fluviale.

Nous nous sommes attaché, dans le courant de cette étude, à préciser le caractère des eaux et du poisson dans les cas normaux et exceptionnels, afin de bien déterminer les directives de l'attribution et de la réglementation du droit de pêche.

Nous avons cru devoir particulièrement développer les questions douteuses ou celles qui ne sont pas tranchées par la loi et la jurisprudence.

A la vérité, un décret est en préparation, qui modifiera sur un certain nombre de points la réglementation du droit de pêche telle qu'elle est prévue par le décret du 5 septembre 1897.

L'étude de ces modifications a été confiée à une Commission instituée par les Ministres de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Les nouvelles dispositions projetées nous étaient, pour la plupart, inconnues lors de la confection de notre travail. Le texte provisoire du projet n'a été porté à la connaissance du public qu'en juillet. (Bulletin Officiel du Syndicat central et

fédéral des pêcheurs à la ligne et riverains de France.)

Dans ces conditions, il ne nous a pas été possible de tenir compte, autant que nous l'aurions désiré, des propositions qu'il renferme, et qui n'ont pas, d'ailleurs, un caractère définitif.

DU DROIT DE PÊCHE

EN EAU DOUCE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET PRÉLIMINAIRES

1. — DÉFINITION DU DROIT DE PÊCHE : *Le droit de pêche est le droit d'acquérir, par sa capture, la propriété du poisson.*

2. — QUESTIONS QUE POSE L'ÉTUDE DE CE DROIT :

Elles se résument en deux questions principales :

1° *A qui appartient la jouissance du droit de pêche ;*

2° *Comment ce droit peut-il être exercé ?*

3. — La première question concerne l'*attribution* du droit de pêche ; la seconde, la *réglementation* de son exercice.

Le titre premier de cette étude sera consacré à l'examen de l'*attribution* du droit de pêche ; le titre second à l'examen de sa *réglementation*.

4. — CARACTÈRE PARTICULIER DE LA LÉGISLATION CONCERNANT LE DROIT DE PÊCHE.

Il importe de remarquer que le Code civil prévoyait une réglementation particulière du droit de pêche (art. 715).

L'*attribution* du droit de pêche est déterminée par la loi du 15 avril 1829.

Quant à sa *réglementation*, elle est notamment contenue dans la loi du 15 avril 1829 substituée à une ordonnance de 1669, dans une loi du 31 mai 1865, dans un décret du

5 septembre 1897, dans une loi du 20 janvier 1902 sur les sociétés de pêcheurs à la ligne, dans une loi du 18 juin 1923 créant les « enclos », dans un décret du 13 mai 1927 tendant à favoriser la reproduction.

Toute cette législation est annexée au *Code forestier* ou *Code rural*.

Enfin une commission a été créée au début de 1934 pour la révision du décret de 1897. On trouvera en annexe le texte de son projet modificatif, texte qui n'est pas encore complet, ni définitif et que nous ajoutons à titre purement documentaire.

5. — Une législation particulière est en effet rendue nécessaire par les conditions naturelles dans lesquelles le droit de pêche doit être exercé.

Ces conditions naturelles sont :

1° *Le milieu spécial* où l'on trouve le poisson, milieu présentant des caractères variables qui nécessitent eux-mêmes une législation particulière ;

2° *Le caractère propre* du poisson qui, à l'analogie du gibier, lui assure une indépendance naturelle à l'égard du milieu dans lequel il vit.

Nous étudierons donc les conséquences juridiques qui découlent de ces caractéristiques essentielles que présente notre sujet.

TITRE PREMIER

DE L'ATTRIBUTION DU DROIT DE PÊCHE EN EAU DOUCE

Considérations préliminaires : De l'influence du milieu sur l'attribution du droit de pêche.

6. — L'attribution du droit de pêche dépend, en premier lieu, du milieu où vit le poisson, milieu où il est enfermé, et où il faut pénétrer pour l'atteindre.

Dans ce milieu, considéré comme composé de deux éléments : la masse d'eau d'une part, et le lit qui la contient d'autre part, c'est le premier de ces éléments — l'eau — qui, à l'égard du poisson, joue le rôle prépondérant.

C'est là une différence essentielle — comme le fait remarquer M. le professeur Roule¹, — avec le milieu terrestre où nous vivons, double également : car il comprend l'air et le sol. Mais, dans le milieu terrestre, le sol, support nécessaire de l'être vivant, possède sur l'air une prépondérance relative.

« Par contre, dans le milieu aquatique, l'eau garde le principal : elle ne laisse au fond, au sol, qu'un rôle secondaire. Elle transmet comme l'air les radiations lumineuses et caloriques qu'elle reçoit. Comme l'air encore, elle procure à ses habitants l'oxygène de leur respiration... Mais, de plus, elle leur fournit avec continuité le support nécessaire

1. Les poissons et le monde vivant des eaux, t. I^{er}, p. 12.

à leurs mouvements. Beaucoup d'entre eux nagent, flottent, restent suspendus pendant leur vie entière et demeurent ainsi sans rien demander au fond lui-même, sans jamais entrer en contact avec lui. »

On peut ajouter à cet argument en faveur de la supériorité relative de l'eau, que le poisson y trouve en majeure partie sa nourriture sous forme de particules animales ou végétales (plankton) qu'elle contient en suspension ; au lieu que l'air, la Sagesse des Nations nous l'atteste, n'a jamais nourri son homme.

Nous sommes donc amenés, par la logique des faits, à l'examen préalable du statut juridique des Eaux, qui du reste influe sur les caractères et l'attribution du droit de pêche.

Distinction des différentes eaux.

7. — Ces eaux présentent entre elles des différences naturelles auxquelles correspondent des caractéristiques juridiques particulières.

D'une façon générale, on peut dire que le législateur a distingué :

1° Des eaux closes ou privées ;

2° Des eaux courantes ou communes.

8. — Les premières présentent généralement le caractère d'eaux *dormantes*. Leur masse, qui peut passer pour immobile, sera naturellement contenue dans des limites stables, naturelles ou artificielles.

Les secondes auront au contraire principalement le caractère d'eaux *courantes*. Leur masse, sans cesse renouvelée, s'écoule dans une direction donnée, et va, tôt ou tard, se confondre elle-même avec d'autres eaux. Elles sont libres, mobiles, et intercommunicantes.

Première partie.

De l'attribution du droit de pêche dans les eaux closes.

I. — Détermination de ces eaux.

9. — Ces eaux, englobées sous la dénomination générale d'étangs, sont des amas d'eau dont le volume est limité soit naturellement soit artificiellement, et dont le poisson ne peut (sauf accident) s'échapper.

C'est pourquoi nous les appelons *eaux closes*.

Que disait de ces eaux la loi du 15 avril 1829?

Uniquement ceci : « Sont considérés comme étangs ou réservoirs les fossés, canaux, appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières. » (Art. 30.)

Ainsi l'étang est considéré comme le type des eaux appropriées. Rechercher quelle masse d'eau doit être regardée juridiquement comme étang est l'une des questions les plus complexes de l'attribution du droit de pêche.

10. — S'il est légitime, pour cette recherche, de s'inspirer de l'art. 30 (Cass. 29 nov. 1893, D. P. 96. 1. 40), il faut bien remarquer que le but de cet article n'est pas de donner une définition générale de l'étang.

D'ailleurs, il semble que le législateur de 1829 ait négligé volontairement cette définition, ne voulant viser que les amas d'eau isolés, c'est-à-dire sans communication en temps normal avec un cours d'eau. Or, dans la pratique, de tels réservoirs d'eau sont extrêmement rares; beaucoup

d'étangs sont alimentés par un cours d'eau et leur trop plein s'écoule dans une rivière. Il s'ensuit que la jurisprudence a dû différencier et classer les divers réservoirs d'eau englobés sous la dénomination générale « d'étangs » ; elle fut amenée à faire les distinctions suivantes : (Cass. 5 déc. 1884, S. 1885. 1. 139).

A. — AMAS D'EAUX QUI NE SONT PAS DÉPENDANCES
D'UN COURS D'EAU

11. — 1° Étangs alimentés au moyen d'eaux ayant le caractère de propriété privée : eaux de pluie tombées ou eaux de sources nées sur le fonds même où s'est formé l'amas d'eau. Ces étangs appartiennent aux propriétaires des fonds sur lesquels ils se trouvent. (Cass. 19 avril 1865, D. P. 65. 1. 168.) Encore devraient-ils, pour être considérés comme étangs au point de vue de la réglementation de la pêche, être munis, à la sortie du fonds, d'une grille dormante.

12. — Il faut assimiler à ces amas d'eaux ceux qui proviennent de débordements des cours d'eau et restent à stagner soit dans les fossés et canaux appartenant à des particuliers (art. 30 de la loi de 1829), canaux établis non dans un but de pêche, mais dans un but agricole ; soit par extension dans des creux naturels (Bourges, 24 fév. 1853, D. P. 53. 2. 138).

En effet, l'eau qui reste dans ces creux devient appropriée par accession lorsqu'elle ne peut plus retourner au cours d'eau. Aussi n'est-ce que lorsqu'il cesse de communiquer complètement avec le cours d'eau que l'amas d'eau devient un étang.

13. — 2° Étangs alimentés par un cours d'eau, mais qui n'en sont pas des dépendances :

Ce sont, à notre avis, les amas d'eau contenus dans les

canaux et fossés creusés dans des propriétés particulières et entretenus aux frais des propriétaires, que l'art. 1 de la loi du 15 avr. 1829 exclut des dépendances des rivières navigables.

La même exclusion est admise dans les eaux non navigables, par la jurisprudence. (Cass. 3 mai 1830. D. P. 30.1.180). — Pour que la loi de 1829 ne les régit pas, il est nécessaire que ces étangs ou réservoirs ne communiquent pas avec le dit cours d'eau. (Cass. 6 mars 1867. D. P. 67.1.430).

14. — *Caractères de la communication.* — La communication qui est envisagée, concerne non le passage des eaux, mais celui du poisson (Cass. 5 déc. 1884, S. 85. 1. 139) : « La loi de 1829 ayant en vue non le régime des eaux, mais la conservation du poisson » (Cr. 14 nov. 1930, S. 32.1.154).

L'obstacle au passage du poisson peut être constitué par une chute d'eau de plusieurs mètres de hauteur (Cr. 14 nov. 1930 pr.) ; par un grillage en fil de fer ou des barreaux très serrés scellés à demeure. Le grillage ne devrait même pas laisser passer les petits poissons (Lyon, 19 nov. 1884, Martin n° 89).

15. — Des arrêts précités, il résulte que l'absence de communication doit être *permanente*.

Seraient donc considérées comme insuffisantes des portes ou vannes mobiles (Cass. 10 janv. 1874, D. P. 74.1.449) ; une grille tombant de vétusté (Cass. 14 juil. 1865, D. P. 65.1.168).

16. — *Conditions à remplir pour transformer un canal ou fossé en étang.*

1° *Autorisation administrative.* — Tout propriétaire dont l'héritage est traversé ou simplement bordé par un cours d'eau non navigable peut pratiquer une prise d'eau, dans un but agricole ou même d'agrément (Raux, p. 25). Il peut

donc le faire dans un but piscicole. Cependant, il doit, pour établir la grille dormante ou scellée à demeure nécessaire, demander l'autorisation à l'Administration (loi du 8 avril 1898, art. 11).

Le propriétaire riverain d'un cours d'eau navigable doit, de même, demander l'autorisation pour faire une prise d'eau ; à plus forte raison, pour établir une grille dormante (loi 8 avril 1898, art. 40).

La suppression ou modification de ces autorisations peut être prononcée avec certaines garanties (art. 14 et 45, loi 8 avril 1898).

2° Consentement de tous les intéressés. — Si le fossé ou canal alimente plusieurs pièces d'eau ou va se perdre dans les terres après avoir traversé plusieurs héritages appartenant à des propriétaires différents, ceux-ci peuvent demander la suppression d'un grillage établi sans leur consentement sur un fonds intermédiaire et qui empêche le passage du poisson (Cass. 3 août 1864. D. P. 64.1.430).

3° Grille dormante. — Cette grille doit être scellée à demeure par le haut et par le bas et empêcher le passage des poissons de toute taille (pratiquement on ne saurait exiger que cette grille rendit impossible le passage des alevins). Rien n'empêche de placer des vannes mobiles derrière ces grilles.

4° Empoisonnement. — Le poisson ne doit pas provenir directement des cours d'eau. La grille sera posée le canal étant à sec, sans quoi elle constituerait un appareil ayant pour objet de rassembler le poisson dans un fossé dont il ne pourrait plus sortir (prohibé par l'art. 14 du Décr. du 5 septembre 1897).

B. — AMAS D'EAUX TRAVERSÉS PAR UN COURS D'EAU OU QUI EN CONSTITUENT DES DÉPENDANCES

17. — Il n'y a pas lieu de distinguer entre les amas d'eau qui ne constituent qu'un épanouissement du cours d'eau,

épanouissement naturel ou artificiel (Cass. 3 avril 1908, Gaz. Pal. 03.4.154) et ceux qui en constituent une simple dépendance.

18. — Mais qu'est-ce qu'une dépendance ?

Est dépendance tout bras, noue, boire, fossé qui tire ses eaux de la rivière envisagée, navigable ou non navigable.

Seraient exceptés les canaux et fossés creusés dans des propriétés particulières et entretenus aux frais des propriétaires (par analogie avec le paragraphe 2 de l'art. 1, loi du 15 avril 1829).

La question de savoir si les eaux sur lesquelles un droit de pêche est réclamé sont une dépendance de la rivière navigable qui les alimente ou forment un canal particulier étant une question de propriété, rentre dans la compétence de l'autorité judiciaire (Cass. 9 nov. 1836, D. P. 37.1.28).

a) Régime juridique antérieur à la loi du 18 juin 1923.

19. — Tous les amas d'eaux traversés par une rivière ou qui en constituent des dépendances sont des portions de cours d'eau, et comme tels étaient soumis à la loi du 15 avril 1829, quelle que soit leur dénomination (Angers 30 nov. 1899, S. 00.2.126).

En conséquence, le droit de pêche (comme du reste le lit de la rivière) y appartiendront soit à l'État dans les eaux navigables, soit aux riverains dans les eaux non navigables (art. 1 et 2, loi 8 avril 1829) (Cass. 29 nov. 1895, D. P. 96.1.109 — contra. Rennes 25 avril 1906. — Raux p. 18, note 6).

D'autre part le droit de pêche ne s'y exercera pas comme une modalité du droit de propriété sur le poisson (voir n° 66).

Ces conséquences persisteraient si l'on séparait de la rivière, au moyen de grilles dormantes, les amas d'eaux considérés. La pose de ces grilles serait d'ailleurs interdite par la loi de 1829 (art. 24).

Si de telles grilles étaient posées, elles devraient être détruites (Cass. 3 avril 1908).

L'Administration n'aurait pas eu compétence pour autoriser la pose de telles grilles par dérogation à l'art. 24 de la loi de 1829.

C'était là, en somme, la différence essentielle entre ces amas d'eau traversés par une rivière ou constituant des dépendances de rivière, et les amas d'eau alimentés par une rivière, mais qui n'en formaient pas des dépendances. Ces derniers pouvaient être transformés en étangs moyennant une autorisation administrative, tandis qu'aucune autorisation ne pouvait permettre la même transformation pour les premiers.

b) Régime juridique institué par la loi du 18 juin 1923.

20. — Pour résoudre les difficultés soulevées par cette situation, une loi de 1923 permet à l'Administration d'autoriser sous le nom d'*enclos* une certaine catégorie d'étangs artificiels qui, sans cette loi, n'auraient pu échapper au régime de la loi du 13 avril 1829 (voir Cass. 14 mars 1930, S. 32. 1. 154 et note).

Loi du 18 juin 1923 (modifiant l'art. 23 de la loi de 1829) :

ART. 23. — « Nul ne pourra exercer le droit de pêche dans les
« fleuves et rivières navigables ou flottables, les canaux, ruisseaux
« ou cours d'eau quelconques, qu'en se conformant aux disposi-
« tions du présent titre.

« Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux enclos
« aménagés sur les fonds d'eau susvisés, pendant le temps qu'est
« réalisé l'état de clôture, c'est-à-dire que la circulation du poisson
« entre les eaux closes et les eaux libres est efficacement inter-
« ceptée au moyen de dispositifs appropriés. »

« Pourront seuls maintenir ou créer semblables enclos :

« 1° Les détenteurs d'un droit fondé sur titre ;

« 2° Les propriétaires des fonds submergés par la retenue d'un
« barrage établi en vue de la pisciculture, avant le 15 avril 1829,

« en travers d'une rivière non navigable ni flottable n'ayant pas
 « fait l'objet du classement prévu par l'art. 1^{er}, § 2, de la loi du
 « 31 mai 1868 ;

« 3^o Ceux qui, sur les autres fonds d'eau susvisés, auront obtenu
 « soit une concession comprenant le droit de pêche, là où ce droit
 « est exercé au profit de l'Etat, soit une autorisation administra-
 « tive, là où il appartient à des particuliers.

« Ces concessions ou autorisations ne pourront être accordées,
 « après avis du Conseil Général du département intéressé, qu'en
 « vue de l'amélioration du rendement des fonds d'eaux closes et si
 « aucun inconvénient ne paraît devoir en résulter pour le peuple-
 « ment.

« Leur durée n'excédera pas trente ans, mais elles pourront être
 « renouvelées.

« Les formes et les conditions des concessions et autorisations
 « sont fixées par le décret du 24 octobre 1925 portant règlement
 « d'administration publique.

« Les poissons, grenouilles et écrevisses des enclos licitement
 « aménagés sont assimilés aux poissons des étangs. »

21. — Cette loi appelle quelques remarques intéressantes.

Elle confirme la jurisprudence antérieure relative à la circulation (voir n^o). La circulation envisagée est bien celle du poisson. D'ailleurs la loi a traité essentiellement à des enclos traversés par un cours d'eau et il faut bien laisser à l'eau la possibilité de s'écouler.

Cette circulation doit être efficacement interceptée au moyen de dispositifs appropriés. Ici la loi est moins nette, et l'on ne saurait affirmer qu'elle regarde comme insuffisantes des portes mobiles, sans grilles dormantes. Mais ce genre de dispositif qui permettrait, par suite de manœuvres faites à certaines époques, de laisser entrer et de retenir le poisson du cours d'eau, est prohibé par l'art. 44 du décret du 5 septembre 1897.

22. — Que faut-il entendre d'autre part, par enclos *licitement aménagés* ?

En ce qui concerne les détenteurs d'enclos aménagés

existant au moment de la promulgation de la loi, seuls ont été autorisés à les maintenir :

1° Les détenteurs d'un droit fondé sur titre. L'on sait que les riverains, qui auraient voulu établir un étang au moyen d'une prise d'eau, devaient demander l'autorisation à l'Administration (loi du 8 avril 1898). Cette autorisation est un titre nécessaire.

2° Les propriétaires des fonds submergés par la retenue d'un barrage établi en travers d'une rivière. C'est le cas essentiel. Il diffère du précédent en ce que ces propriétaires n'avaient forcément pas de titre. L'Administration ne pouvait, en effet, les autoriser à barrer un cours d'eau dans un but de pisciculture, puisque l'article 24 de la loi du 15 avril 1829 l'interdisait, sous peine de destruction de l'ouvrage.

C'est pourquoi la première condition du maintien de ces barrages est qu'ils aient été établis avant la loi de 1829.

Deuxième condition : Le cours d'eau barré ne doit être ni navigable ni flottable.

Troisième condition : Le cours d'eau ne doit pas avoir été classé parmi ceux où pourra être établi, après enquête, un passage appelé échelle, destiné à assurer la libre circulation du poisson. Les rivières dont il s'agit sont principalement celles où les salmonidés remontent pour frayer; ce seraient d'ailleurs les plus aptes à l'élevage de la truite.

Ce paragraphe tranche, pour ces étangs traversés par un cours d'eau, la question de l'attribution du droit de pêche, que la jurisprudence résolvait tantôt en faveur des propriétaires du lit, tantôt en faveur des riverains (voir n° 19). Il l'attribue avec équité au propriétaire du fonds sur lequel et dont vit le poisson.

23. — Quant à l'avenir, les conditions ci-après, suivant qu'il s'agit *d'eau non navigables ni flottables* ou *de cours d'eau navigables et de canaux de navigation*, ont été posées par le décret du 24 octobre 1925 pour les concessions et

autorisations des futurs enclos. (J. O. 30 octobre 1925.)

1° *Eaux non navigables ni flottables*. La demande d'autorisation devra être présentée au Préfet par le détenteur du droit de pêche (c'est-à-dire le riverain ou le cessionnaire de ce dernier, valablement muni du titre de cession). Elle doit en outre donner toutes précisions utiles tant sur les dispositifs envisagés pour l'aménagement du futur enclos que sur la nature de l'élevage auquel il sera destiné.

En aucun cas l'autorisation ne saurait être accordée si l'enclos est susceptible d'intercepter, dans les cours d'eau fréquentés par les poissons migrateurs, la circulation de ces derniers.

Le Préfet consulte le Conservateur des Eaux et Forêts sur l'intérêt que présente au point de vue piscicole, la création de l'enclos envisagé. En cas d'avis favorable de ce dernier, la décision préfectorale d'acceptation, rendue le Conseil général entendu et après enquête préalable, est affichée dans la ou les communes intéressées. Elle indique l'emplacement et les limites de l'enclos, les dispositifs de clôture et les moyens prévus pour assurer la continuation de la circulation d'amont en aval.

Un délai d'un mois est donné aux intéressés pour introduire un recours contre cette décision devant le Ministre de l'Agriculture.

En cas de rejet de sa demande par le Préfet, — notamment lorsque le Conservateur des Eaux et Forêts a déclaré sans intérêt l'établissement du futur enclos — le demandeur possède également la faculté de recourir au Ministre.

Enfin l'autorisation peut être retirée à toute époque :

Si les travaux ou dispositifs prévus viennent à être modifiés sans autorisation préalable du Préfet.

Si les résultats exemptés au point de vue piscicole ne se sont pas réalisés.

S'il est constaté que l'existence de l'enclos engendre des inconvénients pour les eaux libres.

Le retrait n'est effectif qu'après mise en demeure du Concessionnaire de l'enclos, qui peut être obligé à en modifier l'aménagement, ou à remettre les choses en état, le tout sans indemnité.

2^e Cours d'eau non navigables et canaux de navigation.

— La demande d'autorisation est adressée à l'Ingénieur en Chef de la Navigation et doit fournir toutes précisions sur les dispositifs envisagés pour l'aménagement de l'enclos, le but poursuivi par sa création et la durée de l'autorisation.

Elle fait l'effet de deux examens successifs : le premier au sujet de la compatibilité de l'enclos avec la navigation ; le deuxième au sujet de son intérêt au point de vue piscicole.

L'autorisation définitive, qui n'est accordée qu'après enquête, statue tant sur la durée des travaux envisagés pour l'établissement de l'enclos que sur le montant de la redevance imposée à l'intéressé.

A l'achèvement de la concession, le concessionnaire est tenu de remettre, sans indemnité, les lieux en état. Il peut en être de même en cours de concession, ou, tout au moins, être addonnée une modification aux dispositifs existants, s'il est constaté que l'enclos présente des inconvénients pour la navigation ou le régime des eaux, ou si les résultats attendus de la pisciculture se révèlent insuffisants. Dans ce cas, le concessionnaire ne bénéficiera d'aucune indemnité, mais il peut lui être fait remise de tout ou partie de sa redevance.

On remarquera que dans tous les cas, le législateur de 1925 exige pour la création d'un enclos une autorisation administrative subordonnée au but d'élevage du poisson.

24. — Conséquences juridiques de l'établissement d'un enclos.

— La création d'un enclos licitement aménagé sur une position déterminée de cours d'eau modifie le caractère juridique du poisson, qui devient approprié, et le caractère du droit de pêche (voir n^o 25 et 33).

Mais la création d'un tel enclos ne saurait modifier l'attribution même du droit de pêche, qui demeurera au précédent titulaire.

Si, par exemple, un riverain d'une eau non navigable fait un enclos qui dépasse les limites de son droit de pêche, c'est-à-dire le milieu du cours d'eau (voir n° 86), l'autorisation de l'Administration n'enlèverait pas au riverain opposé, privé d'une partie de son droit de pêche, la possibilité d'agir devant les tribunaux judiciaires pour faire respecter son droit.

Dans un enclos illicite, la loi de 1829, tant au point de vue de l'attribution que de l'exercice du droit de pêche, conserve, bien entendu, ses entières prérogatives.

II. — Caractère juridique du poisson dans les eaux closes ou réputées telles.

25. — Dans tous ces étangs en enclos, le caractère juridique essentiel du poisson est d'être approprié¹.

Ceci résulte tant des articles 524 et 564 du Code civil pour les étangs que de la loi du 18 juin 1923 pour les enclos.

Pour bien comprendre cette décision du législateur, il est indispensable d'examiner préalablement les principaux caractères que présentent d'une part les eaux dites closes, et, d'autre part, le poisson lui-même.

26. — Le caractère essentiel des eaux closes est d'avoir, nous l'avons vu dans la section précédente, un volume matériellement délimité.

1. A la vérité, l'article 524 ne dispose qu'à l'égard des poissons *placés* dans un étang par le propriétaire pour son exploitation, visant en cela le cas normal de cette exploitation qui est son ensemencement par alevins, une fois l'étang rempli d'eau après sa dernière pêche. Mais il résulte de l'article 564 que le poisson venu d'un étang dans un autre reste propriété du possesseur du deuxième étang. On doit conclure *a fortiori* qu'il en est de même lorsque le poisson vient d'un cours d'eau où il n'appartient à personne.

D'autre part, la caractéristique naturelle du poisson, être sauvage et doué de mobilité propre, est la liberté. Mais lorsqu'il est retenu prisonnier d'une masse d'eau elle-même contenue dans les limites fixes d'une cuvette naturelle ou artificielle, il ne peut échapper au propriétaire du fonds qui retient l'élément liquide où il vit.

Il est donc parfaitement logique et conforme à la nature des choses que le poisson soit dans ce cas assimilé aux objets que le propriétaire du fonds y a placé pour le service ou l'exploitation de ce fonds et devienne *immeuble par destination* (art. 524, C. civil).

27. — En effet, les étangs sont en général des propriétés consacrées avant tout à *l'élevage* du poisson. Ils sont pour ainsi dire ensémençés en alevins, et le poisson qu'ils nourrissent est recueilli périodiquement par l'assèchement complet de l'étang. Il arrive même que le lit de l'étang subisse un assolement qui suppose l'absence temporaire de l'eau qu'il est apte à contenir. En Sologne, notamment, certains étangs sont, après leur pêche, conservés pendant trois ans en prés avant d'être à nouveau remplis.

Il s'agit donc bien d'une propriété affectée à *l'élevage* du poisson comme des prés sont consacrés à celui des bestiaux.

28. — Cette affectation normale de l'étang naturel ou artificiel a été prise en considération non seulement par le législateur du Code, mais encore par celui de 1923. On a vu que l'une des conditions préalables posées à la constitution d'un « enclos » est justement le but d'élevage et de reproduction du poisson que doit obligatoirement poursuivre le concessionnaire (voir n° 23).

Tenant compte d'autre part du caractère libre et sauvage du poisson, qui diffère à ce point de vue du bétail, la jurisprudence, comme le législateur de 1923, se sont à juste

titre préoccupés des limites matérielles apportées par le propriétaire de l'étang communiquant ou de l'enclos à la liberté du poisson (voir nos 11 et sq.). Aussi Dalloz (Rep. Prat. Biens n° 86) fait-il remarquer que les poissons que la loi immobilise sont ceux qui, conservant leur liberté naturelle, se trouvent en la possession du fonds plutôt que du propriétaire¹.

Il doit s'ensuivre logiquement que lorsque le poisson parvient à franchir les limites des eaux closes qui l'ont jusqu'ici renfermé, il perd effectivement sa qualité d'immeuble par destination et doit par là même cesser d'être approprié.

29. — Cette solution semblerait d'autant plus s'imposer que le poisson se rattache principalement aux eaux qui le contiennent (voir n° 6) et non au lit de ces eaux.

Or les eaux qui viennent à s'échapper de l'étang cessent évidemment d'être appropriées et ne donnent aucun droit au propriétaire de l'étang sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir. Il ne conserve la propriété que d'une masse d'eau dont le cubage est idéalement déterminé à la hauteur de la décharge de l'étang (art. 558 C. civil), propriété qu'il conserve d'ailleurs même si son étang est normalement traversé par un cours d'eau (Cass. 19 avril 1865, D. P. 65. 1. 68 et 21 février 1893, S. 94. 1. 74).

30. — Malheureusement, une difficulté surgit en ce qui concerne la propriété du poisson évadé et ce par la faute d'une disposition du Code.

Ce dernier, dans l'art. 654, dispose en effet que : « Les... poissons qui passent dans un autre... étang appartiennent au propriétaire de ce dernier, pourvu qu'ils n'y aient pas été attirés par fraude et artifice. »

Dès l'instant que, dans ce cas spécial, le propriétaire du

1. On doit en déduire que le poisson contenu dans un récipient dont on peut le retirer à volonté est meuble.

premier étang perd la propriété du poisson qui l'a quitté, on peut se demander si, dans tous les autres cas, il peut en revendiquer la possession, suivant l'art. 2279 du Code civil.

La question ne présente d'intérêt pratique qu'en matière de crues et d'inondations *périodiques* ou *inopinées*. Nous la traiterons donc plus complètement dans la troisième partie du présent titre (attribution du droit de pêche en terrain inondé).

Dès à présent, cependant, nous retiendrons les principes suivants, à savoir que si le poisson est à juste titre considéré par le législateur comme *immeuble par destination*, au même titre que le volume d'eau où il est enfermé dans les étangs ou enclos assimilés, il devient *meuble* dès l'instant qu'il s'échappe de ces derniers avec l'eau qui le contient.

31. — Cette qualité de *meuble* lui était reconnue d'ailleurs par les coutumes d'Orléans et de Melun : « Dès l'instant que la bonde de l'étang est levée pour le mettre en pêche. »

Ce principe nous semble à conserver tant pour le poisson qui s'échapperait avec l'eau devenue mobile que pour celui restant à sec, qui peut être assimilé à une récolte coupée (Dalloz, Rép. Prat. n° 86).

32. — Quant au *droit de suite* prévu par l'art. 564, il nous semble devoir être restreint au seul cas où le poisson d'un étang est attiré dans un autre par « fraude et artifice », quand il y a, en somme, « abus du droit » — par exemple au cas de travaux clandestins ayant pour but de mettre en communication anormale les étangs, d'appâtage intensif ayant pour but d'attirer le poisson.

Ce droit de suite se résoudra généralement en dommages intérêts à accorder au propriétaire frustré. La revendication directe semble difficile par suite de la distinction préalable à établir entre les poissons nouveaux venus et ceux qui se trouvaient déjà dans l'étang où les premiers ont été attirés.

Elle ne pourrait avoir lieu, semble-t-il, qu'au cas où cet étang ne contiendrait de notoriété aucun poisson.

Il est à considérer que le fait d'attirer le poisson est seul abusif. Il serait donc parfaitement licite pour le propriétaire d'un étang de retenir au moyen de grillages ou autrement le poisson d'un autre étang qui y est entré spontanément.

III. — Caractères du droit de pêche dans les eaux closes.

33. — Le poisson renfermé dans les étangs ou enclos ayant un propriétaire (n° 25), c'est évidemment à celui-ci que la jouissance de la pêche appartient. Cette jouissance n'apparaît pas comme un droit ayant une existence propre. Elle n'est qu'une façon d'exercer le droit de propriété. La conséquence la plus intéressante en est l'absence de réglementation puisque le droit de propriété est en principe absolu, comportant la faculté d'user et d'abuser (n° 241).

34. — Autre conséquence : si la pêche est exercée par un tiers, sans autorisation, la sanction est la même que pour une atteinte à la propriété. Le délit commis est un vol ou une tentative de vol punis par l'art. 388 du Code pénal.

On peut encore rattacher à cette idée un jugement du Tribunal de Bressuire exemptant la location d'un étang de la taxe annuelle d'enregistrement de 10 p. 100, à laquelle une loi du 31 juillet 1920 soumet les locations de droits de pêche ou de chasse. Le motif invoqué est le suivant : « La location d'un étang, dont le poisson est approprié et qui peut à volonté être mis à sec pour le ramassage du poison que l'exploitant y a placé, n'a rien de commun avec la location de droit de pêche de 1921, la pêche consistant dans la recherche et l'occupation de « poissons libres » (Trib. civ. Bressuire 8 juin 1932, Gaz. Pal. p. 476).

IV. — Disposition du droit de pêche dans les eaux closes
par ses différents titulaires.

A. — DES DIFFÉRENTS TITULAIRES DU DROIT DE PÊCHE
DANS LES EAUX CLOSES

35. — Peuvent être propriétaires d'étangs : l'Etat, une commune, un particulier.

36. — *Etat*. — Les étangs appartenant à l'Etat font partie du domaine privé et les individus n'y ont aucun droit de pêche, même à la ligne flottante, à l'inverse de ce qui se passe dans le domaine public (n° 179¹). Seuls certains grands lacs navigables sont classés dans le domaine public (n° 118) : lacs Léman (partie française), d'Annecy, du Bourget, de Nantua. Font partie aussi du domaine public les étangs ou réservoirs d'alimentation des canaux navigables (loi du 13 juillet 1925).

37. — *Commune*. — Le domaine privé communal comprend d'assez nombreux étangs. Une ordonnance de 1669 obligeait toute commune riveraine d'un cours d'eau non navigable à affermer le droit de pêche. Mais la loi de 1829 a abrogé l'ordonnance. L'on doit, semble-t-il, appliquer au droit de pêche la disposition suivante de la loi municipale du 5 avril 1884 : « le Conseil municipal règle par ses délibérations : ... les affaires de la commune (art. 61).

Il en résulte, qu'à défaut de délibération les habitants de la commune n'ont pas le droit de pêcher (Cass, 5 mars 1829, D. P. 29. 1, 171), mais qu'une délibération peut leur accorder ce droit, même à titre gratuit.

1. Pour ces étangs l'Etat peut faire les mêmes actes de disposition qu'un particulier.

38. — Particulier. — Généralement la propriété de l'étang appartient à un particulier qui exerce seul le droit de pêche, à l'exclusion notamment des riverains.

Mais si l'étang est indivis, quel sera le droit de chaque propriétaire? La question se pose notamment à propos des fossés ou canaux lorsque leurs eaux cessent de communiquer avec les rivières (loi de 1829, art. 30). Ces fossés sont très généralement mitoyens. On admet que le droit de pêche est exercé librement par chacun des copropriétaires, comme étant un droit de jouissance. (Planiol et Ripert, Droit civil, t. III, n° 289). La jurisprudence reconnaît aussi que chacun d'eux peut céder son droit pourvu qu'il s'en dépouille entièrement et ne le cède qu'à une seule personne. (Crim. 14 novembre 1913. D. P. 1914. 1. 254. Contra Crim. 19 juin 1875. D. P. 77. 1. 137.)

Par contre un acte d'administration, comme un bail, ou de disposition, comme la suppression d'une grille qui permet au poisson de s'échapper, nécessitent le consentement unanime des indivisaires.

B. — ACTES DE DISPOSITION DU DROIT DE PÊCHE

Revenons au cas normal d'un propriétaire ordinaire. Peut-il céder son droit de pêche? Nous envisagerons successivement la location, l'aliénation et la cession à titre de servitude.

39. — Location. — Le propriétaire peut certainement louer ce droit de pêche en totalité ou en partie, avec les restrictions qu'il lui plaît, indépendamment de la location de l'étang même.

Souvent, la location englobe l'étang et d'autres immeubles. Si une location de ce dernier genre est faite sans mentionner le droit de pêche, à qui appartiendra-t-il?

Dans chaque cas il faut décider conformément à l'intention probable des parties (de Cardaillac, n° 167).

La jurisprudence distingue suivant le caractère voluptuaire ou pécuniaire du droit de pêche (D. P. 80. 2. 75. note). Si ce droit présente un caractère voluptuaire, il reste au bailleur, sauf clause contraire. Il n'y aurait exception à ce principe que si la propriété louée était elle-même de pur agrément, comme un parc. Si au contraire le droit de pêche est une source de revenus, comme il arrive en général pour les étangs, il doit être reconnu au profit du fermier, sauf réserve expresse.

La jurisprudence admet aussi la cession du droit de pêche à titre d'usage, ou même à titre de jouissance dans le cas où elle est faite à des particuliers, pour eux et leurs descendants, sur un ensemble de biens communaux, tant que ceux-ci ne seront pas aliénés ou partagés. (Req. 13 déc. 1869. D. P. 71. 1. 49.)

40. — Aliénation. — Pourrait-on aliéner le droit de pêche, à titre gratuit ou onéreux, indépendamment de l'aliénation de l'étang même ? Il ne semble pas que la jurisprudence soit disposée à l'admettre (J. G. Pêche fluv. n° 240). Elle ne permet pas, pour les eaux non navigables, l'aliénation du droit de pêche indépendamment de la rive et se base sur un avis du Conseil d'État du 19 octobre 1811 qui déclare, à propos d'un étang, le droit de pêche indivisible de la propriété des terrains contigus (n° 102). Cette opinion s'appuie sur « la nature des choses ». Il est certain que le poisson est partiellement un accessoire du fonds, d'abord parce qu'il vit dans l'eau en suspension sur ce sol, ensuite parce qu'il y trouve en partie sa nourriture, et qu'enfin il en est le principal produit. D'autre part la pêche est elle-même un usage et de l'eau et du sol où prennent appui les engins.

La nature des choses rend donc bien ce droit dépendant de la propriété du fonds.

Au surplus il est probable que la crainte de voir naître

des droits analogues aux privilèges féodaux de chasse et pêche, abolis le 4 août 1789, n'a pas été étrangère à l'avis du Conseil d'État de 1811.

50. — Servitude. — Cette crainte a certainement influencé aussi la jurisprudence en matière de constitution, à titre de servitude, des droits de pêche et de chasse. On sait qu'après la Révolution le terme même de servitude était vu avec méfiance et le Code civil interdit la servitude en faveur de la personne (art. 636). Les auteurs s'accordent pour reconnaître que la jurisprudence, et ils l'approuvent, n'admet pas les servitudes de chasse et pêche ; ils citent en ce sens deux arrêts de Cassation du 9 janvier 1891 (S. 91. 1. 489) et du 5 janvier 1907 (S. 1912. 1. 149.) Toutefois ces arrêts n'émanent que de la chambre criminelle. En outre ils ont trait au droit de chasse, mais on les étend par analogie au droit de pêche.

Remarquons qu'une constitution de servitude n'équivaut pas à une aliénation de propriété, car elle laisse au propriétaire du fonds servant son droit de pêche : il doit simplement subir un droit concurrent ; d'un autre côté, le mode d'exercice de la servitude est généralement restreint, par exemple en matière de pêche, à certains engins ou à la ligne flottante. Aussi ne pourrait-on lui appliquer l'avis du Conseil d'État du 18 octobre 1811 qui interdit l'aliénation séparée de notre droit.

Quel est donc le motif de cette jurisprudence restrictive ? C'est que ces droits de pêche et chasse constituent un plaisir personnel, et non un avantage pour le fonds. (Planiol Tr. Elém. n° 2934.) Une constitution de ces droits à titre de servitude ne pouvant avoir lieu qu'en faveur de la personne tombe sous l'interdiction de l'art. 686 du Code civil.

Nous ferons la critique de ce motif après avoir indiqué certaines contradictions de la jurisprudence.

A propos du bail, en effet, la jurisprudence considère le droit de pêche en étang comme n'étant pas voluptuaire et l'accorde, sauf réserve, au fermier (n° 39).

Par contre, dans les rivières non navigables, où elle reconnaît que ce droit est voluptuaire et reste au bailleur en cas de silence, elle admet qu'il est attaché à la rive à titre de servitude et cela de façon indivisible. C'est d'ailleurs, dit-elle, par application de la loi de 1829 (art. 2). Soit : cela prouve que la loi ne répugne pas à l'idée de servitude en matière de pêche.

Evidemment, il s'agit d'une servitude établie par la loi. Elle pourrait, à la rigueur, être en contradiction avec les principes posés par le Code civil en matière de servitudes du fait de l'homme, dont il est ici question.

Ces principes s'opposent-ils vraiment à la constitution du droit de pêche à titre de servitude ? Il ne suffit pas de constater le caractère voluptuaire de ce droit. Outre que la pêche en étang n'est pas toujours affectée de ce caractère, il est admis par les auteurs *qu'une servitude peut être de pur agrément*. (Planiol, Tr. Elém. n° 2884).

La véritable objection serait-elle que cette servitude ne profite pas au fonds (art. 686 C. c.), que toute personne peut en effet l'exercer sans être propriétaire d'un fonds dominant et que *ce fonds n'en retire, par suite, aucun avantage* (en ce sens, Aubry et Rau, t. III : 247), ce qui est contraire au caractère réel de service foncier que doit présenter dans notre droit la servitude.

Mais une servitude de chasse au profit d'une plantation de choux établie sur un bois voisin, qui ne pourrait être admise d'après les auteurs, ajouterait pourtant à la propriété cultivée une valeur certaine, en permettant la destruction du gibier susceptible de saccager la récolte. Laurent (tome VII, n° 146), dans le même ordre d'idées, fait remarquer qu'on pourrait concevoir un droit de chasse créé pour *l'usage et l'utilité* d'un héritage, selon la formule de

l'art. 637 du Code civil, si le fonds dominant était un rendez-vous de chasse isolé dans le bois.

Laurent, dans son exemple, entend montrer que tel pourrait être le but d'une servitude de chasse. Ce rendez-vous de chasse est facile à transposer en rendez-vous de pêche. Peut-être pourrait-on discuter cet exemple.

En tous cas, Laurent a le mérite d'exprimer qu'on ne peut faire d'objection de *principe* à une servitude de chasse ou de pêche. Les deux arrêts précités de la Chambre Criminelle (n° 50) ont certainement fait une juste application des principes du Code dans les cas à elle soumis. Mais ce sont des arrêts d'espèce. Il est du reste difficile, non impossible, de trouver des exemples favorables à notre opinion. Nous en avons cité un précédemment en matière de chasse. Mais, à vrai dire, l'analogie que l'on fait toujours entre la pêche et la chasse n'existe pas dans leur exercice; en ce qui concerne la pêche en étang, par exemple, une servitude de pêche rattachée à un héritage riverain servirait incontestablement à son usage, si ce dernier n'avait, par lui-même, que peu de valeur intrinsèque au point de vue cultural.

En effet, cette servitude permettrait d'utiliser la propriété riveraine pour accéder à l'étang, attacher le bateau et le réservoir à poissons, déposer les engins, tirer et faire sécher les filets. Restreindrait-on la servitude au droit de pêche à la ligne, l'héritage servirait à la station sur le bord, à planter des piquets et faire un siège pour créer un « coup », à prendre de la glaise et des vers pour appâter. Sont-ce là des usages qu'on ferait de ce fonds s'il ne lui était pas rattaché une servitude de pêche? Non : ce sont bien des usages supplémentaires du fonds, permis par la servitude, qui accroîtraient son utilité, spécialement dans le cas où cet héritage serait, comme il arrive souvent en bordure d'étang, constitué par des landes ou marécages incultes. Une jurisprudence qui n'admettrait pas une servitude de ce genre, résul-

tant d'un titre, serait, semble-t-il, en opposition avec les principes généraux du Code (art. 690 C.c.).

Si l'on admet, conformément aux coutumes d'Orléans et de Melun, que, lorsque la bonde de l'étang est levée, le poisson devient meuble, ainsi que l'eau (n° 34), la servitude cesse tout naturellement à ce moment de pouvoir être exercée, puisqu'elle ne peut porter que sur un immeuble.

En restreignant, de façon précise, cette servitude de pêche dans son exercice, spécialement à l'emploi de la ligne, il est certain que beaucoup de propriétaires d'étangs accepteraient de la constituer.

Par contre, cette *servitude ne saurait être acquise par prescription*. On ne peut prescrire qu'une servitude apparente et continue. Un jugement (D. P. 1827. 1.142) a décidé qu'un bateau, attaché à un poteau sur le bord d'un étang, n'est pas un ouvrage apparent capable de faire acquérir le droit de pêche. — A vrai dire ce jugement n'invoque pas une impossibilité de principe de la servitude. Il se base sur son caractère non apparent, en l'espèce. Or on pourrait imaginer une servitude de pêche apparente. Mais cette servitude serait forcément discontinuë, c'est-à-dire qu'elle aurait besoin du fait de l'homme pour être exercée; la discontinuité est un obstacle péremptoire à l'acquisition de toute servitude par prescription (C.c. art. 690).

Deuxième partie.

Chapitre premier.

Des eaux courantes et généralement non susceptibles d'être appropriées en général.

I. — Caractéristiques générales et préliminaires.

Les eaux dont nous avons traité dans notre première partie avaient pour caractère commun d'être contenues dans les limites fixes, naturelles ou artificielles. La loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale ne s'y appliquait pas.

Au contraire, cette loi s'applique à tous les cours d'eau quelconques (art. 25). Ces termes « cours d'eau quelconques » englobent toute eau qui court à partir de sa source, quelque faible que soit son volume, pourvu que cette eau ne stationne pas sur le fond d'émergence, ou, si elle s'en échappe qu'elle ne se perde pas au milieu des terres ou dans une cavité : bref, qu'on puisse la suivre jusqu'à ce qu'elle forme avec d'autres ruisseaux une rivière offrant le caractère d'eau courante et publique, pour employer l'expression du Code civil (art. 643). Le caractère essentiel de ces eaux est leur mobilité, qui, de leur source, les fait ruisseler jusqu'à la mer.

Cette mobilité, ce perpétuel renouvellement, font que traditionnellement la jurisprudence considère les eaux courantes prises *in globo* comme *res communis* c'est-à-dire non appropriées, mais soumises à l'usage de tous (Planiol, t. I.,

n° 2446). C'est pourquoi des lois de police règlent la manière d'en jouir (art. 714 C.c.) et notamment la loi de 1829 qui réglemente uniformément pour ces eaux l'exercice de la pêche.

52. — On assimile à ces eaux les boires, fossés, canaux qui en tirent leur élément, réserve faite des étangs et enclos licites (n° 43 et 59).

53. — Le fait que le lit des cours d'eau est approprié ne fait pas obstacle à ce caractère de chose commune. Le lit, en effet, fait partie du Domaine Public pour les rivières navigables. Pour les rivières non navigables, le lit, considéré comme *res nullius* jusqu'à la loi du 8 avril 1898, appartient depuis lors aux propriétaires de la rive ; mais cette loi n'a pas changé le caractère commun des eaux. (Besançon, 13 décembre 1905, Gaz. Trib. 28 janv. 1906.)

De ce caractère de chose commune des eaux courantes, on a déduit la possibilité pour toute personne d'y circuler en bateau (n° 54 sq.).

II. — Circulation en bateau dans les eaux courantes.

54. — Toute personne a-t-elle le droit, fort utile en matière de pêche, de circuler en bateau sur les eaux courantes ?

Il semble que oui, puisque ce genre de flottage n'est qu'un mode d'utilisation de l'eau qui, en tant que *res communis*, est laissée à l'usage de tous.

La question est tranchée depuis longtemps en ce sens pour les eaux navigables. (Liège, 28 déc. 1853, J. G. 92, voir n° 487.)

55. — Pour les eaux non navigables, la question est actuellement controversée. Jusqu'à la loi du 8 avril 1898,

la jurisprudence faisait de la circulation en barque un droit pour toute personne. Un arrêt de Cassation (8 mars 1865, D. P. 65.1.130) déclare qu'aucun texte n'accorde aux riverains le droit d'établir des chaînes en travers du cours d'eau pour empêcher le passage en bateau.

56. — Depuis la loi du 8 avril 1898, si quelques décisions sont encore en ce sens (Paris, 26 juillet 1901, *Pêche illustrée*, juin 1932), les plus récentes permettent aux riverains de mettre obstacle à la circulation au moyen de clôtures. (Étampes, 20 nov. 1930, S. 31.2.66 ; Paris, 26 fév. 1934, *Gaz. Pal.*, juin 34.5.95.) Elles déclarent que la loi de 1898 reconnaissant la propriété du lit aux riverains, ceux-ci peuvent clôturer leur héritage, se clore étant un droit imprescriptible du propriétaire d'un fonds. (C. c. art. 647.)

Cette jurisprudence nouvelle ne conteste pas le caractère de *res communis* de l'eau. En conséquence, toute personne a bien la faculté d'y circuler en barque ; mais cette faculté ne saurait prévaloir contre le droit de clôture des riverains lorsqu'il plaît à ceux-ci de le mettre en œuvre.

La loi de 1898 réserve seulement « les droits acquis par les riverains ou autres intéressés sur les parties des cours d'eau qui servent de voie d'exploitation pour la desserte de leurs fonds (art. 3, § 4).

57. — Cette jurisprudence encoure une très forte objection ; tout propriétaire a parfaitement le droit de clore son héritage, mais non d'enclorre en même temps un bien commun sur lequel sa jouissance ne doit pas être exclusive, notamment une voie publique ; en vertu d'un principe de plus en plus prépondérant, les droits privés doivent céder, en cas de conflit, devant des droits collectifs.

Or, un cours d'eau, même non navigable, est une sorte de voie publique ; voie qui peut servir non seulement aux riverains pour l'exploitation de leurs fonds, mais encore

aux habitants des moulins et hameaux situés au bord pour leurs transports, qui peut servir à l'Administration pour exercer la police générale dont elle est chargée (loi du 8 avril 1898, art. 8), spécialement en matière de pêche (loi du 15 avril 1829, art. 36) ; qui peut servir enfin aux joies de la promenade et à l'entraînement des sportifs sans aucune gêne pour les riverains.

D'un autre côté, les droits concédés par la loi de 1898 aux riverains ont un caractère limitatif (de Cardaillac, n° 334). Tout barrage, tout ouvrage destiné à une prise d'eau a besoin d'être autorisé (art. 11) et ne l'est jamais qu'à titre révocable (art. 14). La propriété même du lit, que la loi attribue aux riverains faute de motif d'agir autrement (n° 88) ne peut avoir, par la nature des choses, que des effets limités, tant qu'un cours d'eau l'emprunte, comme il ressort nettement de l'art. 5 : « Lorsque le lit d'un cours d'eau est abandonné... chaque riverain en reprend la libre disposition. »

Il ne semble pas que la propriété limitée des riverains sur le lit du cours d'eau les autorise, à défaut de texte précis, à mettre obstacle à la circulation en barque sur cette sorte de voie publique qu'est l'eau courante laissée à l'usage de la communauté.

58. — La jurisprudence le reconnaît implicitement, puisqu'elle se réfère au texte du § 4 de l'art. 3 :

« Sont et demeurent réservés les droits acquis par les riverains
« ou autres intéressés sur les parties des cours d'eau qui servent
« de voie d'exploitation pour la desserte de leurs fonds. »

Ce texte signifierait, pour la jurisprudence, que seules, les personnes ayant un droit acquis, pourraient s'opposer à ce que les riverains les empêchent de passer en bateau.

Mais telle ne paraît pas être la signification de ce texte. Pour saisir la portée exacte de ce paragraphe 4, il ne faut

pas le séparer des trois premiers paragraphes du même article avec lesquels il doit présenter un lien logique.

Or, tous ces paragraphes visent uniquement le lit du cours d'eau. Le paragraphe 4 ne doit concerner que la circulation, notamment en charrettes et à pied, qui emprunte le lit même, souvent à sec une partie de l'année dans les petites rivières (en ce sens : Planiol, Tr. élém. n^{os} 2189 et 2387).

Son but devient clair lorsqu'on fait un résumé de l'art. 3. Cet article, après avoir attribué la propriété du lit du cours d'eau aux riverains, leur permet spécialement d'en extraire de la vase, du sable et des pierres dans son § 3. Le § 4 dénote principalement l'intention d'interdire cette extraction, qui aurait pu rendre dangereuse sinon impossible le passage, sur les parties du lit des cours d'eau qui servent de voie d'exploitation.

La loi de 1898 n'ayant ni aboli le caractère commun des eaux ni permis, par un texte précis, aux riverains, d'empêcher la circulation en bateau, il est probable que la Cour de Cassation, lorsque la question lui sera soumise, maintiendra sa jurisprudence antérieure à la loi du 8 avril 1898, permettant cette circulation qui est un mode d'utilisation de l'eau courante laissée à l'usage de tous.

Remarque. — La propulsion d'une barque au moyen d'une perche ou d'une gaffe serait interdite car elle utilise le lit du cours d'eau où s'appuient forcément ces instruments.

III. — Caractères du poisson dans les eaux courantes.

59. — Le poisson, être mobile et fugitif est traditionnellement assimilé au gibier et reconnu comme « bien sans maître » ou « res nullius » (Planiol, t. I, n^o 2188).

60. — Cette classification est aujourd'hui critiquée par les représentants autorisés des sociétés de pêche. Ceux-ci voudraient lui voir reconnaître, comme à l'eau courante qu'il

habite, la qualité de « res communis ». Cette prétention s'appuie sur une double raison, d'ordre juridique, et d'ordre pratique.

Au point de vue juridique, on fait valoir que le poisson étant par sa nature un accessoire de l'eau, « res communis », devrait être traité de même. Comme l'eau des rivières, le poisson est « meuble », il est impossible de le rattacher au sol, au fond au-dessus duquel il vit. Comme elle, il ne cesse de passer d'un héritage sur l'autre.

Au point de vue pratique, on fait remarquer que cette assimilation permettrait de prendre toutes les mesures légales nécessaires à la conservation de cette ressource du patrimoine collectif, en application de l'art. 714 du Code civil, qui soumet les choses dont l'usage est commun à tous à la réglementation des lois de police. (En ce sens, M^e de Brun, *Pêche Moderne*.)

61. — Avant de prendre position, il convient de se reporter aux définitions respectives de la « res communis » et de la « res nullius » et pour les bien comprendre, de faire auparavant une rapide analyse des caractères réels de ces choses, qui ont déterminé leur statut juridique.

D'après l'art. 714 précité, les « choses communes » sont d'un « usage commun » à tous, et ne sont pas susceptibles d'être appropriées, de faire l'objet d'un droit actuel de propriété.

Si l'on se représente ces choses dont les types principaux sont l'air et l'eau courante, on est frappé par le fait que leur caractère d'utilité générale se double d'une possibilité de renouvellement quasi indéfinie qui pourrait leur rendre applicable ce vers que le poète applique à l'amour maternel :

« Chacun en a sa part, et tous l'ont en entier ».

62. — Si nous passons aux « res nullius » qui ne sont pas appropriées *actuellement*, faute de maître, il n'en reste

pas moins qu'elles sont susceptibles de l'être. Bien plus, si l'on considère leur nature véritable, on doit prévoir cette appropriation individuelle sous peine de voir disparaître leur utilité.

Cette utilisation résulte de ce qu'au contraire de la « res communis » qui peut être considérée dans son ensemble, « in globo », par suite de son renouvellement indéfini, la « res nullius » possède une individualité propre qui la rend consommable dès l'usage.

63. — Il y a donc, comme on le voit après ce rapide examen, des différences essentielles entre la « res communis » et la « res nullius », qui dans notre espèce, s'appliquent également au poisson et à l'eau courante.

64. — L'impossibilité d'assimilation juridique du poisson « res nullius » à une « res communis », n'a nullement empêché d'ailleurs le législateur de pourvoir, par des lois de police, à la conservation de l'espèce. Considérés au point de vue de leur « reproduction », le poisson et le gibier peuvent prétendre plus justement à une certaine ressemblance avec la chose commune, sous l'aspect essentiel de cette dernière, c'est-à-dire son renouvellement. Les mesures de conservation qui font l'objet du titre IV de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale sont exposées dans le titre II de notre ouvrage.

65. — Il est à noter d'ailleurs que ses qualités naturelles assurent au poisson une indépendance propre à l'égard du milieu où il se déplace suivant les impulsions de son instinct et de son caprice. Cette indépendance disparaît, il est vrai, lorsque la masse d'eau où il est renfermé est elle-même enclose ou qu'il y est retenu légalement par des barrières, cas que nous avons précédemment examinés dans la 1^{re} partie. Mais, dans une eau libre et courante qu'il descend ou remonte

à son gré, on conçoit que cette mobilité consciente, non matériellement limitée, lui assure juridiquement, du moins dans son état naturel et sauvage, un statut propre qui correspond à celui de « *res nullius* ».

66. — En résumé, le poisson ne peut, dans une eau courante et mobile, être assimilé à un fruit du fond. Par contre, son utilisation par l'homme exige son appropriation. Il va de soi que les moyens d'acquérir cette dernière exigeront une réglementation spéciale. Jusqu'à sa prise, ainsi réglementée, le poisson est libre; il n'appartient à personne, n'est serf d'aucun fond, il est en deux mots « *res nullius* » et ne peut être que cela.

IV. — Conséquences résultant du caractère du poisson dans les eaux courantes.

Le caractère de *res nullius* du poisson entraîne certaines conséquences, notamment l'application de ce mode d'acquérir qu'est l'occupation.

67. — *Occupation.* — L'appropriation du poisson se fait au moyen de la pêche. La pêche, dit très bien le tribunal de Bressuire (8 juin 1932 pr.) « consiste dans la recherche et l'occupation de poissons libres ».

L'occupation est le mode spécial d'acquisition de la propriété des *res nullius*. Elle consiste essentiellement dans une prise de possession.

68. — A partir de quel moment le poisson est-il occupé?

Il y a très peu de jurisprudence sur la question. La préhension manuelle n'est pas nécessaire : ainsi juge-t-on en matière de chasse (Planiol, Tr. élém., n° 2571). De même la Cour de Nancy (8 décembre 1887. S. 87. 2. 236), à propos de pêche à la ligne, déclare qu'au moment où le pêcheur a

« recours à l'épuisette, l'acte de pêche tendant à arrêter et à retenir le poisson est déjà consommé ».

Les auteurs du Répertoire de législation et de jurisprudence forestières font remarquer, à juste titre dit Raux (p. 258) qu'« Au moment où le poisson est enfermé, l'occupation de la *res nullius* est si peu réalisée que l'opération qui consiste à tirer le poisson sur la rive est fort délicate lorsque l'animal est vigoureux; c'est alors qu'il déploie toute son énergie pour résister à la traction. Très souvent le fil se casse, et le gibier s'enfuit avec son hameçon. Donc l'appropriation n'est pas complète ».

Et Raux de conclure que l'emploi de l'épuisette ne peut être admis, autrement dit que l'appropriation n'a lieu, que « lorsque le poisson est complètement sorti de l'eau » (p. 259). Pourquoi donc? La ligne peut aussi bien casser à sa sortie de l'eau, le poisson, détaché, glisser des mains du pêcheur ou sauter du pré dans l'eau, l'anguille se glisser hors du sac. Bref, tant qu'il vit, le poisson cherche à retourner dans son élément et risque d'y parvenir : les raisons seraient les mêmes pour conclure que l'appropriation n'est pas complète.

Le poisson ne sera-t-il donc approprié qu'une fois mort? S'il en était ainsi, le premier larron venu pourrait licitement faire main basse sur le poisson que tire sur le pré un brave pêcheur. D'autre part, très souvent on capture le poisson avec l'intention de le garder vivant : dans la boucherie, dans la boutique où on le conserve, il est manifestement approprié.

Concluons donc que l'arrêt de Nancy a exprimé la seule idée complète et juste. L'occupation consiste essentiellement à « arrêter et retenir le poisson ». En effet, le poisson est occupé au moment où il perd son caractère de *res nullius*. Qu'est-ce qui lui confère ce caractère? Nous l'avons dit : c'est sa liberté d'aller et venir. Donc l'occupation du poisson a lieu au moment où cesse cette liberté,

69. — Le principe est applicable quel que soit l'engin de pêche employé : que le poisson se maille dans un filet, pénètre dans une nasse, ou s'enferme à la ligne. Certes dans tous ces cas le poisson cherche et souvent réussit à s'échapper. Son appropriation est donc précaire parce qu'il vit et tant qu'il vit. A la lutte matérielle et psychologique constante, se superpose une lutte juridique, oh ! bien négligée des antagonistes ! Mais *si l'appropriation est précaire, elle n'en existe pas moins dès que cesse et tant que cesse la liberté du poisson.*

Cette propriété, dont la disparition est soumise à l'événement futur et incertain qu'est la fuite du poisson, a un nom en droit : c'est la *propriété conditionnelle*.

70. — Examinons certains cas où l'occupation prête à discussion : Voici un pêcheur à la ligne qui ferre un beau poisson ; la ligne casse, le poisson fuit et retrouve son indépendance à peu près complète. Le bout de la ligne, qui reste accrochée dans la gueule de l'animal, quelle que soit sa longueur, n'est plus qu'un instrument de pêche tronqué, insuffisant. Dans la lutte aléatoire à laquelle s'est volontairement livré le pêcheur, ce n'est pas sa ligne qui l'a emporté, c'est le poisson. La ligne devient, selon l'équité naturelle, l'accessoire du poisson (C. c. art. 565.), donc *res nullius* comme lui. Tous deux appartiendront au premier occupant.

Prenons un cas différent : un gros poisson est ferré, la ligne est solide, mais volontairement ou non, le pêcheur laisse emporter ligne et gaule par le poisson. Ici le poisson ne retrouve pas une grande liberté. Il ne peut entraîner bien loin la gaule, ni la faire plonger longuement sous l'eau ; on peut le suivre facilement dans sa fuite. D'un autre côté l'instrument de pêche est complet, suffisant pour capturer le poisson, lorsque, en barque ou à la nage, le pêcheur aura réussi à récupérer son engin. En équité, le

poisson reste ici l'accessoire de la gaule et de la ligne, donc approprié, car le pêcheur n'est certes pas disposé à abandonner la lutte. Si un autre pêcheur achève la capture, il devra rendre instrument et animal au propriétaire de la gaule, sans laquelle il n'aurait ni arrêté ni retiré le poisson. La solution serait la même pour un trimmer, ou tout autre instrument de pêche, dont l'usage consiste à le laisser flotter librement sur l'eau.

L'exemple ci-dessus montre qu'il n'est pas nécessaire que le pêcheur tienne la gaule en main pour qu'il y ait occupation. Cette manière d'acquérir requiert évidemment l'intention de devenir propriétaire, mais cette intention résulte suffisamment du fait que la gaule a été mise par lui en position de pêche. Peu importe que le poisson se ferre seul, pendant le sommeil ou l'absence du pêcheur. Il en est de même quant aux filets et autres engins dans l'action desquels le pêcheur n'intervient généralement pas pour « arrêter et retenir le poisson ».

Répétons le principe ainsi rectifié : *Le poisson est approprié dès que cesse et tant que cesse sa liberté, le pêcheur fût-il absent.*

Ce principe nous semble logique, précis, sans exceptions. Mais sa valeur essentielle vient, à nos yeux, de ce qu'il est conforme à l'équité, au droit naturel représenté en la matière par l'opinion commune des pêcheurs.

71. — Cette équité apparaît dans les conséquences qu'il convient de déduire du principe.

Cette appropriation conditionnelle, tant qu'elle existe, emporte tous les effets juridiques d'une propriété pure et simple.

Le principal effet est celui-ci : dès qu'a lieu l'occupation, un tiers n'a plus le droit de s'emparer du poisson, sans quoi il commet un vol. Peu importe que le tiers ait en ces mêmes lieux droit de pêche, le poisson n'est plus susceptible d'occupation. Si l'on admettait le contraire, il serait

loisible à tout larron, pendant votre absence ou votre sommeil, de retirer vos lignes ou engins et de s'emparer du poisson. Pas un pêcheur, pas un braconnier même, qui ne s'en indignerait et ne considérerait cette soustraction comme aussi illégitime que celle de l'engin même.

Ainsi le tiers, qui dans ce cas appréhende le poisson, est passible des peines qui punissent le vol. D'un autre côté, le poisson peut être revendiqué, comme tout meuble volé, pendant trente ans, contre le voleur ou les sous-acquéreurs de mauvaise foi; pendant trois ans, contre les sous-acquéreurs de bonne foi, moyennant remboursement de prix s'il a été acquis à la foire ou au marché, à une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles. (C. c. 2279, 2280). Il est probable que le poisson, à la fin de ces délais, aura perdu de sa fraîcheur; mais la revendication pourrait être intéressante à brefs délais, s'il s'agissait de poissons gardés vivants par le voleur, ou d'une pièce exceptionnelle, l'eût-on depuis naturalisée.

Une autre conséquence de l'occupation est celle-ci : si tant qu'elle dure le poisson se prend à un autre engin, il n'en reste pas moins la propriété entière du premier occupant. En voici des exemples pratiques : le poisson déjà ferré mord à une seconde ligne, ou se maille dans un filet; ou bien enfermé dans un engin, nasse, tambour, dont il ne trouve pas la sortie, il mord au passage à une ligne dont l'esché a pénétré dans l'engin.

Dernières conséquences de l'occupation :

Un tiers n'aurait pas le droit, sous peine de dommages-intérêts, d'enlever un poisson pris à une ligne ou dans un engin pour lui rendre la liberté.

Le pêcheur ne sera pas en délit si son poisson, une fois ferré, en se débattant, se réfugie dans une eau où le droit de pêche n'appartient pas à ce pêcheur (n° 111).

Le pêcheur à la ligne peut se servir d'une épuisette ou de la main pour tirer de l'eau un poisson déjà ferré (n° 321).

Enfin, en ce qui concerne la pêche à la ligne, l'état de pêche cesse au moment de l'occupation (n° 361).

72. — *Remarque.* — Tous ces exemples d'occupation ont un intérêt pratique. Pourtant il n'y a pas de jurisprudence sur ces questions alors qu'elle est très abondante en matière de chasse. C'est que les pêcheurs sont beaucoup plus pacifiques que les chasseurs : l'absence de procès le prouve. En pratique, ils appliquent, dans leur bon sens équitable, les principes ci-dessus. Cette étude de l'occupation donne à ces principes une base et une sanction juridiques.

73. — *Absence de revendication du poisson pris sans la permission de l'attributaire du droit de pêche.* — Du caractère de *res nullius* des poissons, découlerait naturellement cette conséquence que tout individu pourrait pêcher n'importe où. Mais la loi de 1829 détermine, selon la nature du cours d'eau, qui jouira du droit de pêche (art. 1 et 2). C'est insuffisant. Admettons qu'une personne n'ayant pas ce droit, pêche quand même, sans la permission de celui à qui le droit appartient. Ce dernier pourrait-il poursuivre le braconnier comme coupable de vol ? Non, il n'est pas propriétaire du poisson pêché. Pourrait-il revendiquer le poisson ou en réclamer le prix ? Non, pour la même raison.

74. — Mais la loi de 1829 pare à ces conséquences qui auraient rendu l'attribution du droit de pêche illusoire. D'une part, elle crée un délit de pêche spécial ; d'autre part elle prévoit des dommages-intérêts :

Loi du 15 avril 1829 :

ART. 5. — « Tout individu qui se livrera à la pêche sur les
« fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux
« ou cours d'eau quelconques, sans la permission de celui à qui
« le droit de pêche appartient, sera condamné à une amende de
« 20 francs au moins et de 100 francs au plus, indépendamment
« des dommages-intérêts. »

« Il y aura lieu en outre à, la restitution du prix du poisson
« qui aura été pêché en délit, et la confiscation des filets et engins
« de pêche pourra être prononcée. »

75. — Remarquons que la loi n'accorde pas la revendication à l'attributaire du droit de pêche. A défaut de texte, cette revendication ne serait pas admissible, le poisson étant devenu propriété du braconnier par occupation. Evidemment la loi prévoit la restitution du prix du poisson, mais c'est plutôt pour fixer un minimum aux dommages-intérêts. Cette évaluation du préjudice présente un autre intérêt, car « si le préjudice causé n'excède pas 25 francs », l'amende peut être réduite (loi de 1829, art. 72). Le taux lui-même de l'amende réagit sur les dommages-intérêts, qui, lorsqu'il y aura lieu d'en adjuger, « ne pourront être inférieurs à l'amende simple » (loi de 1829, art. 71). Cette restitution du prix du poisson apparaît donc comme une base équitable de l'évaluation du préjudice, base que les tribunaux, à défaut de texte, auraient pu négliger, puisque le poisson n'appartient pas à l'attributaire du droit de pêche qui ne l'a pas capturé.

Bref si le garde ne saisit pas, comme l'art. 39 l'y autorise, le poisson pris en délit, celui-ci reste la propriété du braconnier qui l'a recherché et pris.

Déjà le droit romain décidait que, si après avoir pénétré dans une propriété malgré la volonté du maître, le pêcheur y capturait un poisson, ce dernier lui appartenait comme *res nullius* (de Cardaillac, n° 431).

Actuellement on juge dans le même sens en matière de chasse (Planiol, Tr. élém., n° 2.569).

Cependant la Cour de Lyon (8 janvier 1864, D. P. 64. 2. 462) a décidé que :

« Le riverain d'un cours d'eau ni navigable ni flottable qui a
« placé des nasses ou paniers dans les eaux d'un autre riverain,
« ne peut être réputé propriétaire du poisson qui y est pris : il

« doit être assimilé à un braconnier qui aurait placé clandestinement des pièges ou lacets dans la propriété d'autrui, et qui ne pourrait pas venir enlever le gibier malgré le propriétaire du terrain. »

Cet arrêt confond à notre avis l'appropriation du gibier, qui est reconnu au profit du braconnier en matière de chasse et le droit de passage que le propriétaire du terrain peut toujours interdire à un tiers. De même l'attributaire du droit de pêche peut interdire l'accès du terrain au braconnier si celui-ci a besoin d'y passer pour retirer ses engins, mais il n'a pas le droit de l'empêcher de circuler en barque, ce qui sera très souvent le cas (n° 57).

76. — Poisson mort. — Deux arrêts de la Cour de Bordeaux, du 26 septembre 1860 et du 13 décembre 1865 (D. P. 66. 2. 53.) ont décidé que la prohibition de pêcher sans permission de l'attributaire du droit de pêche s'applique à la pêche du poisson mort, comme à celle du poisson vivant. Ce sont là des arrêts empreints de facilité. Le plus simple, dans ce cas imprévu, était assurément d'appliquer la loi de 1829. Qui oserait soutenir que cette loi, en réglementant la pêche fluviale, a eu en vue le poisson mort? La pêche est la « recherche et l'occupation de poissons libres ». Un poisson mort n'a plus la liberté d'allure qui nécessite pour sa capture ce mode bien spécial d'occupation qu'est la pêche. Tous les pêcheurs sont de cet avis. Le poisson mort est assimilable à ces *res derelictæ* qu'on trouve sur la voie publique et qui appartiennent au premier venu.

Au surplus, la seule utilité du poisson mort dans l'eau réside en une appropriation rapide. La jurisprudence relative au droit de chasse, qui s'inspire très largement des réalités, juge qu'il n'y a pas délit à s'emparer d'un gibier mort ou même tué, si rien n'indique son appropriation (Rouen, 20 av. 1867, Sorel t. I. n° 54).

77. — *Destruction par manœuvres.* — Si des manœuvres militaires avaient eu pour effet la destruction de poissons dans certains cours d'eau, l'attributaire du droit de pêche ne pourrait réclamer aucune indemnité (*Sic* Chasse : Paris, 23 juin 1904, D. P. 05.2.9).

78. — *Oies et canards.* — Les attributaires du droit de pêche ne pourraient non plus réclamer aucune indemnité pour les destructions de poissons faites par les oies, canards et autres animaux aquatiques ou non. N'importe qui peut élever sur les eaux courantes ces animaux nuisibles à la gent aquatique. Un décret du 16 juin 1885 interdit cependant de les laisser vaguer sur les réserves à certaines époques (n° 269).

78 bis. — *Appâtage.* — Le titulaire d'un droit de pêche ne peut se plaindre et réclamer des dommages-intérêts, le poisson ne lui appartenant pas, si un pêcheur voisin cherche et réussit à attirer le poisson des fonds environnants sur sa propre zone de pêche au moyen d'un appâtage répété (voir n° 319).

Il en serait autrement, avons-nous remarqué, si le poisson était approprié (voir n° 32).

78 ter. — *Saisie.* — Les poissons des cours d'eau ne peuvent faire l'objet d'une saisie mobilière, qui pourrait être réalisée au moyen de pêches en grand. En effet elle toucherait des biens meubles dont ni la propriété ni même la possession n'appartiennent au titulaire du droit de pêche saisi.

V. — Classement des différentes eaux courantes.

79. — Les eaux courantes ont un caractère physique d'où leur vient leur définition : leur masse est animée d'un

mouvement tendant à les porter de l'amont vers l'aval, de la source vers le confluent ou l'embouchure. Ce mouvement provoque un courant plus ou moins apparent, suivant la déclivité du lit du cours d'eau.

Font partie également de ces eaux celles qui, animées d'un mouvement moins visible, constituent des bras, des noues, des boires, pouvant être considérées comme dépendances du cours d'eau qui les alimente.

A ces cours d'eau naturels sont légalement rattachés ceux créés par la main de l'homme, canaux, fossés et réservoirs d'alimentation des canaux.

80. — Il y a lieu de distinguer parmi les eaux courantes celles qui ne peuvent être utilisées pour porter des bateaux et celles qui, au contraire, sont navigables ou flottables.

Les eaux navigables ou flottables font partie du domaine public de l'État (C. c. art. 538).

Le législateur de 1829 s'est inspiré de la même distinction en ce qui concerne l'attribution du droit de pêche.

Chapitre II.

Des eaux courantes non navigables ni flottables.

I. — Définition et énumération.

80. — Ces eaux sont, par définition, celles qui ne peuvent servir au trafic par bateaux ou radeaux.

Elles comprennent les cours d'eau, ruisseaux, rivières et fleuves, à partir de leur source, jusqu'à l'endroit où ils deviennent navigables ou flottables ou bien se jettent dans un cours d'eau flottable ou navigable.

Tous ces cours d'eau ou parties de cours d'eau offrent normalement une masse d'eau moins importante mais animée d'un mouvement plus rapide que celle des rivières navigables ou flottables.

81. — *Rivières flottables à bûches perdues.* — La loi du 8 avril 1898, art. 30, rattache les rivières flottables à bûches perdues aux rivières non navigables ni flottables et précise les dispositions spéciales les concernant. Dans ces cours d'eau le flottage ne peut s'effectuer par trains ou radeaux. L'Etat ne pourrait donc y réclamer le droit de pêche que lui accorde l'art. 4 de la loi du 15 avr. 1829 sur les rivières navigables (n° 121) (Avis du Cons. d'État, 21 février 1822), sauf évidemment s'il déclarait vouloir rendre cette rivière navigable ou flottable, comme il en a le droit. (Crim. 28 juin 1891. D. P. 92. 1. 259). Il en serait d'ailleurs de même pour toute autre partie non flottable du cours d'eau (n° 127).

II. — Cas particuliers.

82. — Nous avons vu que dans les cours d'eau non navigables l'eau est « *res communis* », le poisson *res nullius*, ainsi que dans les bras, boires, fossés d'irrigation, et tous amas d'eau qui communiquent avec elles et ne sont pas assimilables à des étangs (n° 66).

83. — *Sources*. — Pourtant, il se présente une difficulté en ce qui concerne les sources : celles-ci sont considérées comme propriété de la personne sur l'héritage de laquelle elles naissent. Le propriétaire du fonds d'émergence d'une source pourrait l'empêcher de s'écouler au dehors ; sauf prescription au profit d'un propriétaire inférieur ou usage nécessaire au profit d'une commune (C. c. art. 642). Si l'eau d'une source est ainsi retenue sur l'héritage où elle jaillit, elle forme un réservoir et le poisson y est approprié comme dans les étangs (n° 44).

Mais il est des sources dont le propriétaire n'a pas le droit d'empêcher l'écoulement (C. c. art. 643). « Si dès la sortie du fonds où elles surgissent, les eaux de source forment un cours d'eau offrant le caractère d'eaux publiques et courantes, le propriétaire ne peut les détourner de leur cours naturel au préjudice des usagers inférieurs. » Le caractère de mobilité de ces eaux fait obstacle à un droit exclusif de propriété.

84. — Les poissons de ces dernières sources sont-ils *res nullius* ou appropriés ? Ils doivent être considérés comme *res nullius* ; l'appropriation des sources, en effet, est très imparfaite, on vient de le voir, lorsqu'elles forment, « dès la sortie du fonds, un cours d'eau offrant le caractère d'eaux publiques et courantes », c'est-à-dire ayant un certain débit. Elles sont assimilées pratiquement aux eaux courantes traversant un héritage (C. c. art. 644) : le pro-

priétaire de l'héritage peut user de ces eaux dans l'intervalle qu'elles y parcourent à charge de les rendre, à la sortie de ses fonds, à leur cours ordinaire. D'un autre côté, le poisson circule librement entre l'héritage où naît la source et les héritages inférieurs. Or c'est la liberté de circulation qui donne au poisson le caractère de *res nullius* (n° 59). Le poisson de ces sources doit donc être considéré comme non approprié.

Les dispositions de la loi du 15 avr. 1829, qui, spécialement en matière de réglementation, visent toutes les eaux courantes, sont applicables à ces sources (art. 23).

Il n'en serait autrement que si une grille dormante interceptait la communication du poisson entre l'héritage où naît l'une de ces sources et les héritages inférieurs. Il semble d'ailleurs que cette grille peut être posée librement, car elle ne gêne ni les riverains supérieurs, ni les poissons des eaux libres (n° 293).

85. — *Eaux souterraines*. — En remontant plus loin dans l'origine des rivières on trouve des *eaux souterraines*. Ces eaux ont parfois un volume suffisant pour qu'il y vive du poisson (Pertes du Doubs). Ce poisson est-il approprié ? Une réponse négative semble s'imposer, pour des raisons identiques à celles développées à propos des sources. Certes la propriété du dessous découle de la propriété du sol (C. c. art. 552) ; mais l'eau courante s'oppose, par son caractère, à une appropriation absolue : ainsi la jurisprudence a admis l'application de la théorie de l'abus du droit dans le cas où, pratiquant des fouilles, on coupe les veines alimentant une source voisine (Req. 16 juin 1913. D. P. 44. 5. 23). La jurisprudence pourrait appliquer aux eaux souterraines les articles 641, 642, 643, 644, du Code civil en envisageant qu'il s'agit de la source considérée dans ses origines.

En tout cas l'essentiel pour que le poisson soit approprié, c'est qu'il soit enclos dans des limites fixes. Il sera donc

res nullius dans les eaux souterraines à moins qu'une grille dormante ne lui barre la communication avec les eaux libres (n° 84).

D'autre part devront s'appliquer aux eaux souterraines les dispositions de la loi du 15 avril 1829, qui, spécialement en matière de réglementation, visent toutes les eaux courantes (art. 23), ainsi que toutes autres mesures relatives à la conservation du poisson.

III. — Attribution du droit de pêche.

86. — Cette attribution est actuellement réglée par l'article 2 de la loi du 15 avril 1829¹ au profit des propriétaires riverains.

A. — HISTORIQUE DE LA QUESTION. DÉLIMITATION DU DROIT ENTRE RIVERAINS OPPOSÉS

87. — Les motifs de cet article sont exprimés dans un avis du Conseil d'État du 28 Pluviose, an XIII, donné à la suite de difficultés nées entre propriétaires riverains et communautés d'habitants, quant à l'attribution du droit de pêche. Les communes réclamaient ce droit qui, avant l'abolition des droits féodaux, le 4 août 1789, était réservé aux seigneurs.

Le Conseil d'État a déclaré :

§ 2. — « Que l'abolition de la féodalité a été faite non au profit des communes, mais bien au profit des vassaux qui sont devenus libres dans leur personne et dans leurs propriétés. »

§ 3. — « Que les lois et arrêtés du Gouvernement assujettissent les propriétés riveraines à la dépense du curage et à l'entretien de ces rivières et que dans les principes d'équité naturelle celui qui supporte les charges doit aussi jouir des bénéfices. »

1. « Dans toutes les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés dans l'article précédent, les propriétaires riverains auront, chacun de son côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres. »

88. — Ce sont les mêmes considérations : proximité et obligation d'entretien, qui ont guidé le législateur en 1829.

A cette époque le lit des cours d'eau était regardé, le plus généralement comme *res nullius* (Dz. p. 672, n° 44). On ne pouvait donc lui rattacher le droit de pêche. Mais une loi du 8 avril 1898 fit cesser ce régime en décidant que « le lit des cours d'eau non navigables appartient aux propriétaires des deux rives ».

« Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire. »

« Chaque riverain a le droit de prendre, dans la partie du lit qui lui appartient, tous les produits naturels et d'en extraire de la vase, du sable et des pierres, à la condition de ne pas modifier le régime des eaux et d'en exécuter le curage conformément aux règles établies par le chapitre III du présent titre. »... (Loi du 8 avril 1898, art. 3.)

Là encore, l'appropriation du lit n'a pas d'autre motif que l'obligation d'entretien et le droit naturel, ainsi qu'il ressort de la discussion de la loi.

89. — Or cette loi attribue la propriété du lit à chaque riverain suivant une ligne supposée tracée *au milieu du cours d'eau*. La loi de 1829 étend le droit de pêche de chaque riverain jusqu'au *milieu du cours de l'eau*. Sans parler du débordement, que la loi n'a pas en vue (n° 215), le cours de l'eau varie sans cesse, s'élargit, se rétrécit ; le droit de pêche du riverain suit ces variations d'après la loi du 15 avril 1829. Doit-on encore l'admettre depuis la loi de 1898 ? Un arrêt de Besançon (13 décembre 1905, Gaz. Trib. 28 janvier 1906) déclare que la faculté de pêcher est un usage non du lit, mais de l'eau qui conserve son caractère de chose commune malgré la loi du 8 avril 1898. Il est inexact que la pêche ne soit un usage que de l'eau : tous les

engins ont besoin d'un appui pris sur le sol, sur le franc bord ou sur la rive ; la ligne elle-même traîne souvent à fond. En outre, si l'on pêche en bateau, l'on emploie fréquemment la perche et la gaffe qui s'enfoncent dans le sol. La pêche exercée par un riverain sur la moitié du lit qui ne lui appartient pas nécessite donc des actes de jouissance sur ce lit qui semblent incompatibles avec la propriété de l'autre riverain. Cette anomalie s'explique par le fait que le lit du cours d'eau était inapproprié en 1829.

Del Peré de Cardaillac estime que chaque riverain pourra pêcher jusqu'au milieu du cours de l'eau à condition qu'il ne se serve en rien de la portion du lit appartenant au riverain adverse. Il ne pourra donc sur cette portion pêcher qu'à la ligne flottante (n° 299).

Quoi qu'il en soit, la question est sans grande importance ; les deux lignes médianes imaginaires correspondent généralement, car les rétrécissements et élargissements du cours d'eau se font normalement de façon à peu près symétrique, sauf s'il se produit un déplacement durable ; mais dans ce cas, le lit se déplace aussi.

Le déplacement possible du lit est un fait dont la Cour de cassation a dû tenir compte en déclarant inadmissible l'action en bornage qui suppose une délimitation définitive (Cass. 11 décembre 1901. D. P. 1902. 4.353).

90. — Le milieu du cours de l'eau forme la limite entre les riverains opposés ; la loi ajoute : « Sans préjudice de droits contraires établis par *possession* ou *titres*. »

Le législateur prévoit donc des modifications à la règle posée. Les unes résulteront d'une entente entre les parties. Le droit de pêche peut faire entre propriétaires riverains l'objet de conventions. Rien ne s'oppose à ce que la pêche des deux côtés de la rivière devienne ainsi la propriété d'un seul (Dz. p. 674, n° 9) du moins de façon temporaire (n° 103 et sq).

Les autres résulteront d'une *prescription*. La prescription est admise au profit d'un seul des riverains, s'il a acquis de cette manière la rive opposée en exploitant les arbres qui la garnissent, en la réparant, en l'endiguant; s'il avait seul pêché ou fait des actes analogues, le droit de pêche appartiendrait exclusivement à ce riverain. (Dz. p. 675, n° 11. Martin n° 9). La prescription du droit de pêche serait liée à celle de la rive (Besançon, 13 décembre 1905. Gaz. Trib. 27 janvier 1906).

B. — DÉLIMITATION DU DROIT DE PÊCHE ENTRE RIVERAINS CONTIGUS

91. — Elle est faite de façon très nette dans le sommaire de l'arrêt suivant (Req. 25 février 1907. D. P. 1908. 1. 281).

Si le cours d'eau suit en cet endroit une direction en ligne droite, la limite de la propriété des deux riverains sur le lit se détermine en abaissant, du point séparatif des héritages, une perpendiculaire sur une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours de l'eau.

Si au contraire le cours d'eau change de direction en face de la ligne séparative de deux héritages et si ceux-ci sont situés du côté où la rivière forme un angle saillant pénétrant dans les terres de telle sorte que les deux propriétés se trouvent, l'une et l'autre, en face d'une même partie du lit, la limite des droits des riverains est la bissectrice qui divise par moitié l'angle formé à la limite des deux héritages, par leurs rives respectives.

Lorsque, à l'inverse les deux propriétés voisines sont situées du côté où le cours d'eau forme un angle rentrant, c'est-à-dire lorsque ce sont les terres qui font saillie dans la rivière au point séparatif des héritages, la limite de la propriété des deux riverains sur le lit n'est-elle pas la prolongation de la bissectrice des héritages ? (Non résolu.)

C. — CAS PARTICULIERS

92. — *Stagnation*. — En cas de stagnation d'un cours d'eau non navigable, les eaux et le poisson qu'elles renfer-

ment devraient-ils être considérés ipso facto comme appropriés?

Il n'y a pas lieu d'envisager l'origine naturelle ou artificielle de cette stagnation, mais seulement sa permanence. Si la stagnation d'un cours d'eau est artificielle, provenant de curage ou autres travaux, ou du chômage des usines et de la navigation, le décret du 5 septembre 1897. art. 17, interdit la pêche. Cela suffit à prouver que le poisson n'est pas approprié.

Si la stagnation était naturelle, due, par exemple, à une période de sécheresse exceptionnelle, elle ne suffirait pas davantage à enlever aux eaux leur caractère normal d'eaux courantes. Dans l'un et l'autre cas il en serait autrement si la stagnation s'avérait permanente, par exemple dans le cas où il y aurait changement de lit. La loi du 8 avril 1898 déclare :

ART. 4. — « Lorsque le lit d'un cours d'eau est abandonné, « soit naturellement, soit par suite de travaux légalement exé-
« cutés, chaque riverain en reprend la libre disposition suivant les
« limites déterminées par l'article précédent. » (Voir art. 3, § 2.)

Ces termes « reprend la libre disposition », indiquent que le riverain ne subit plus aucune entrave à son droit de propriété sur le lit. Les eaux qui pourraient y demeurer deviendraient un simple accessoire, assimilables à celles d'un fossé sans communication avec le cours d'eau, ou à celles d'un étang (Cass. 30 mai 1873, S. 73.1.431).

93. — *Canaux et fossés.* — Dans les canaux et fossés, tirant leurs eaux des cours d'eau ni navigables, ni flottables, le droit de pêche revient-il aussi aux riverains? La Cour de cassation a décidé que les riverains exclus de toute propriété du lit d'un canal ne pouvaient y pêcher sans le consentement du propriétaire (3 mai 1830. S. 30.1.180. Amiens 9 août 1898. Raux p. 119). Ainsi, le droit de pêche est attribué au propriétaire du lit pour les fossés d'irri-

gation, biefs de moulins et d'usines. Ces biefs sont d'ailleurs présumés, sauf preuve contraire, appartenir aux propriétaires des moulins et usines dont ils sont l'accessoire (Cass. 18 août 1863, D. P. 63.1.359).

Si ces biefs étaient établis, non sur une dérivation du cours d'eau, mais sur le cours d'eau même ou l'un de ses bras, la pêche continuerait à appartenir aux riverains (Cass. 26 mars 1869, D.P. 69.1.320) sauf titre contraire.

IV. — Titulaires du droit de pêche.

Toute personne, particulier, ou personne morale peut être attributaire d'un droit de pêche sur un cours d'eau non navigable ni flottable.

94. — Les particuliers. — Le droit de pêche dans les rivières non navigables, appartient surtout à des particuliers propriétaires des rives.

95. — L'État. — L'État peut être riverain lorsque son domaine privé est longé ou traversé par un cours d'eau. Dans ce cas, le droit de pêche appartient à l'État; mais ce droit est prescriptible et aliénable (art. 2 de la loi du 15 avril 1829). D'autre part, il n'est soumis à aucune restriction, car les individus ne peuvent y exercer la pêche à la ligne flottante, du moins sans permis spécial. D'ailleurs la rive pourrait faire partie du domaine privé de l'État et le cours d'eau de son domaine public, à la suite d'un décret de classement (n° 134). Dans ce cas, le droit de pêche rattaché au domaine public devient imprescriptible et inaliénable.

96. — Les Communes. — Enfin le droit de pêche appartient, dans beaucoup d'endroits, aux communes. Celles-ci peuvent, à la suite d'une délibération du conseil municipal, réserver le droit de pêche aux habitants. Souvent les muni-

cipalités octroient des permissions à titre onéreux, soit annuelles, soit journalières, aux étrangers à la commune. Ou bien elles louent ce droit, qui peut avoir une certaine valeur, notamment quand il s'agit de rivières à truites. Telle commune de l'Eure, qui possède les deux rives d'un cours d'eau sur deux kilomètres, loue son droit 16.800 francs par an. Encore le locataire doit-il payer les frais d'entretien de la rivière, assurer la garde du lot et laisser pêcher les habitants de la commune et leurs enfants (*Le Matin*, 16.1.34).

Le maire ne saurait de sa propre autorité modifier le prix et les conditions de l'affermage (Pau, 29 juin 1891. D. P. 92.2.64).

V. — Transfert du droit de pêche à un tiers.

97. — On peut concevoir ce transfert *accessoirement* à celui de la rive ou *indépendamment* de celui de la rive.

A. — TRANSFERT ACCESSOIRE A CELUI DE LA RIVE

98. — *Vente*. — La vente de la rive comprend celle du droit de pêche, sauf si un riverain, propriétaire des deux rives, vendait l'une en se réservant le droit de pêche des deux côtés. (Cass. 28 juill. 1903 D. P. 1905. 1.424). Un bail de pêche de plus de dix-huit ans transcrit, serait toutefois opposable à l'acquéreur.

99. — *Hypothèque*. — L'hypothèque de la rive, pouvant avoir pour conséquence la vente, s'étend par là même au droit de pêche.

100. — *Location de la rive*. — Si le bail est muet sur la question du droit de pêche, qui en jouira, le fermier ou le bailleur? La jurisprudence, partant de cette idée que le droit de pêche ne peut avoir ici, contrairement à ce qui a été admis pour les étangs, qu'un caractère voluptuaire;

l'attribue au bailleur. (Rouen, 7 déc. 1878 D. P. 80. 2. 74 et note). D'ailleurs cet arrêt paraît admettre que la concession du droit pourrait résulter implicitement de certaines clauses du bail. La jurisprudence reconnaît, d'autre part, que la réserve faite par le bailleur de l'exercice du droit de pêche, soit pour lui-même, soit pour certaines personnes expressément désignées, n'a pour objet que l'agrément procuré par la pêche, et ne peut, en l'absence de conventions formelles, être étendue au profit d'autres personnes, et notamment d'intermédiaires salariés pêchant pour le compte du bailleur (Paris, 25 juill. 1907, D. P. 07. 2. 320).

En somme, il faut se conformer à l'intention probable des parties. Dans le bail emphytéotique, le preneur a seul le droit de pêche (loi du 25 juin 1902, art. 12).

B. — TRANSFERT INDÉPENDANT DE CELUI DE LA RIVE

101. — Location. — Les propriétaires riverains se désintéressent en grande partie de la pêche. Faute d'union, la répression du braconnage, comme l'empoisonnement, n'ont guère lieu dans les rivières non navigables, là où elles appartiennent à de petits propriétaires particuliers. Une loi du 31 mars 1931, essaie d'y porter remède en groupant les riverains en association syndicale susceptible d'exploiter leur droit de pêche, soit directement, soit par voie de location.

ART. 107. — « Peuvent être l'objet d'une association syndicale, les travaux de mise en valeur piscicole des cours d'eau, ou sections de cours d'eau non navigables ni flottables, la surveillance et l'exploitation de la pêche en commun dans ces mêmes cours d'eau et toutes autres mesures d'ensemble à prendre pour y assurer la protection du poisson. »

« Le préfet de pourra autoriser l'association qu'au cas d'adhésion des trois quarts des propriétaires riverains intéressés représentant plus des deux tiers de la longueur additionnée des deux rives des cours d'eau compris dans le territoire d'action de l'association ou des deux tiers des intéressés représentant plus des trois quarts de la longueur des rives précitées. »

« Cette association pourra exercer ses droits soit directement, soit par voie de location, notamment à des sociétés de pêche ou de pisciculture. »

Il est peu probable que ces associations qui nécessitent l'adhésion des $\frac{2}{3}$ ou des $\frac{3}{4}$ des riverains prennent une grande extension. Là où elles se formeront, ce sera généralement dans le but de louer leur droit à une société de pêche. D'ailleurs, cette location a toujours été admise. (Dz. p. 672, n° 50).

De toute façon, rien ne paraît, au surplus, s'opposer à la location séparée du droit de pêche, par le propriétaire de la rive, le droit de pêche étant un attribut de la propriété et pouvant comme tel être concédé à titre temporaire ou viager. (Voir en ce sens M^e Brun, *Pêche Illustrée*, avril 1934, p. 131.)

102. — *Aliénation.* — La location est temporaire et par là même ne pousse pas à la conservation du poisson. Pour qu'une société de pêche ait vraiment intérêt à réprimer le braconnage et surtout à empoissonner, il faudrait qu'elle puisse compter sur un droit sûr et de longue durée. Seul un achat limité au droit de pêche remplirait parfaitement ces conditions.

Beaucoup de riverains consentiraient d'ailleurs facilement à l'aliénation de leur droit de pêche ; mais la jurisprudence n'a pas admis jusqu'à présent un tel contrat. (Cass. 30 mars 1885, S. 85. 1. 223). La Cour de cassation déclare que cette aliénation constituerait une servitude au profit de la personne ; elle se réfère à l'avis du Conseil d'État du 19 octobre 1811, d'après lequel « le droit de pêche ne peut être aliéné indépendamment des fonds contigus. » (En ce sens, M^e de Brun, voir n° 101.)

103. — On en conclut que le droit de pêche ne peut être aliéné indépendamment de la rive. Est-ce exact ? Cette

aliénation nous semble possible depuis la loi du 8 avril 1898, sous la forme suivante :

... Un riverain aliène la moitié du lit du cours d'eau qui lui appartient en vertu de cette loi et lui rattache les obligations et droits ayant trait à ce lit, notamment le droit de pêche.

Un riverain a-t-il le droit de faire un tel contrat ?

104. — La question se dédouble en droit d'aliéner le lit de la rivière et possibilité de rattacher le droit de pêche à ce lit.

a) *Le riverain peut-il aliéner le lit de la rivière seul ?*

105. — La loi de 1898, art. 3 énonce : « Le lit des cours d'eau non navigables et non flottables appartient aux propriétaires des deux rives. » La loi n'a pas eu pour but d'établir une présomption de propriété du lit en faveur des riverains ; elle a eu pour but d'attribuer la propriété du lit, auparavant « res nullius ».

Pourquoi l'a-t-elle attribuée aux riverains ? En somme parce que cela était conforme à la nature des choses.

Par exemple, lors de la discussion de la loi au Sénat, en 1898, voici ce que dit le sénateur Cuvinot :

« Y a-t-il une raison valable pour contester aux riverains la propriété de ce lit ? Y a-t-il pour la société un intérêt quelconque à en revendiquer la possession ? Votre commission pense qu'il est plus conforme au droit naturel de décider en faveur des riverains. »

Les riverains reçoivent donc la propriété du lit. Cette propriété n'est soumise à aucune restriction de disposition. Un arrêt d'Aix du 7 avril 1902, (D. P. 1903. 2. 149) s'exprime en ces termes :

« L'article 3 de la loi du 8 avril 1898, en reconnaissant les riverains propriétaires du lit des cours d'eau non navigables ni flottables, l'a fait en termes généraux et absolus qui ne comportent ni restriction ni réserve autres que celles résultant des lois et

réglements relatifs à la police des cours d'eau. En dehors des pouvoirs conférés par ceux-ci à l'Administration, cette propriété est identique à celle du droit commun. »

La loi ne s'oppose donc pas à la séparation de la propriété du lit de celle de la rive; la nature des choses non plus : cela résulte d'abord du fait que l'attribution aux riverains a été discutée dans l'élaboration de la loi, et aussi de ce que cette séparation est possible et existe dans les eaux navigables, comme dans les étangs.

b) *Le riverain peut-il rattacher le droit de pêche au lit aliéné ?*

106. — L'objection fondamentale à cette clause serait tirée du caractère reconnu au droit de pêche des riverains par la jurisprudence. Elle considère ce droit comme une servitude sur le cours d'eau incorporée par la *nature des choses* à la propriété riveraine et qui ne peut en être détachée. En ce sens : Avis du Cons. d'État du 19 octobre 1811 (J. G. Pêche fluv., n° 13 et sq. *Sic* Besançon, 13 décembre 1905, *Gaz. Trib.* 1906. 2.241).

Cherchons si vraiment la loi et la jurisprudence d'abord, la nature des choses ensuite, s'opposent à ce détachement du droit de pêche de la rive pour le rattacher au lit.

107. — Pour la loi, voici ce que dit Dalloz (J. G. Pêche fluv. n° 13) :

« On chercherait vainement, soit dans la loi de 1829, soit dans les discussions dont elle a été l'objet devant la Chambre, un argument à l'appui de ce système. »

Quel était le but de la loi ? Trancher définitivement le conflit d'attribution du droit de pêche, réclamé dans les eaux non navigables à la fois par les riverains et par les communes. Elle l'a tranché en faveur des riverains, conformément aux avis du Conseil d'État, pour rattacher le droit de

pêche à la propriété foncière contiguë, qui, d'ailleurs, supporte les charges d'entretien.

La loi réserve : *titre ou prescription contraire*, c'est-à-dire que le droit de pêche peut appartenir à un seul des riverains, ce qui prouve bien que le rattachement opéré par la loi n'est pas absolu, mais simplement basé sur la *contiguïté*, la *nature des choses*. Bref, l'art. 2 de la loi de 1829 est une reconnaissance du droit de pêche des riverains, une présomption même, mais non absolue.

108. — Quant à l'avis du Conseil d'État du 19 octobre 1811, il se borne à déclarer le droit de pêche indivisible des fonds contigus. On retrouve toujours le même motif : *nature des choses*.

La *nature des choses* s'oppose-t-elle au rattachement du droit de pêche au lit? « La faculté de pêcher est un usage, non du lit, mais de l'eau. » (Besançon, 13 décembre 1905. Gaz. Trib. 1906. 2. 241). Cette affirmation est très inexacte, nous l'avons dit (n° 89), car presque toujours, soit pour la pose des engins, soit pour la manœuvre ou le stationnement des bateaux, on doit s'appuyer sur le lit ou sur les francs-bords. Il semble donc que la dépendance soit encore plus étroite entre la pêche, usage de l'eau, et les lits et francs-bords du cours d'eau, qu'entre la pêche et le pré qui borde ce cours d'eau.

Cette idée est confirmée par le grand nombre de cas où le droit de pêche est rattaché au lit et non aux rives. En effet :

1° Dans les étangs, le droit de pêche est rattaché au lit, non aux rives (n° 25 et sq.). Justement le fameux avis du Conseil d'État de 1811 avait trait à un étang communal, aussi rattache-t-il le droit de pêche, non aux rives, mais aux terrains contigus ;

2° Dans les eaux navigables, le lit fait partie du domaine public, le droit de pêche aussi, moyennant certaines conditions (n° 121 et sq.). La rive n'en fait généralement pas partie ;

3° Dans les cours d'eaux non navigables, enfin, le droit de pêche est parfois rattaché au lit, c'est le cas des biefs d'usines et de moulins, et plus généralement des canaux et fossés creusés dans des propriétés particulières (n° 93).

Peut-être la Cour de cassation invoquerait-elle sa jurisprudence antérieure à 1898, qui lie le droit de pêche à la propriété riveraine. Or cette jurisprudence était bien conforme à la nature des choses, puisque la rive était le seul terrain contigu approprié, le lit étant considéré comme « *res nullius* », et elle admettait très bien l'attribution du droit de pêche au profit d'une seule rive. Mais la loi de 1898 est un fait nouveau dont elle aurait à tenir compte dans l'avenir.

Ajoutons un argument favorable à la validité du contrat rattachant le droit de pêche au lit aliéné.

La loi de 1829 établit presque toujours une corrélation entre l'obligation d'entretien et le droit de pêche. Or par hypothèse, nous avons rattaché l'obligation de curage au lit aliéné, il ne serait pas équitable d'en scinder le droit de pêche.

109. — En résumé, un contrat d'aliénation du lit de la rivière, avec rattachement du droit de pêche et de l'obligation d'entretien n'est interdit, ni par la loi de 1829 ni par celle de 1898 et s'avère parfaitement conforme à la nature des choses, sans cesse invoquée depuis l'avis du Conseil d'État de 1811, par la loi et la jurisprudence.

Ce contrat pourrait être utilisé pour acquérir un droit de pêche, non seulement par des particuliers sans propriété riveraine, mais aussi par des sociétés de pêcheurs à la ligne, fondées dans ce but. Les cours d'eau non navigables sont généralement coupés par des chaussées de moulins. La partie comprise entre deux chaussées est pratiquement close et le poisson n'en peut sortir facilement. Si une société acquérait semblable domaine, vu la perpétuité de son droit, elle

n'hésiterait pas à l'empoissonner et à entretenir un garde pêche.

La constitution de ces sociétés aurait une influence intéressante sur l'attribution du droit de pêche. Ce droit ne serait plus, dans les eaux non navigables, l'apanage des seuls propriétaires riverains qui, très souvent, s'en désintéressent.

C. — PERMISSION

110. — Les riverains, sans transférer leur droit de pêche, accordent souvent des permissions très différentes de la location de leur droit. En cas de location, le locataire acquiert le droit de pêche entier pour une durée déterminée, il peut pêcher comme il veut et faire pêcher qui il veut (sauf clauses contraires; v. cependant n° 100).

La permission présente des caractères différents.

Elle est strictement *personnelle* et ne peut faire l'objet d'une cession à un tiers.

Elle est généralement *restreinte* à une espèce de pêche déterminée, par exemple à l'emploi de la ligne et même d'une seule ligne.

Quand elle n'a pas de durée fixe, elle est *révocable* à volonté. Cette révocation doit d'ailleurs être non équivoque (*sic* Chasse Cr. r. 24 janvier 1908. D. P. 10. 1. 55).

Elle n'est *pas exclusive* : le riverain peut accorder autant de permissions qu'il lui plaît.

Elle ne fait pas obstacle à la location du droit de pêche et est au contraire révoquée par elle. Toutefois le permissionnaire, qui, ignorant cette location, continue à pêcher, ne commet pas de délit (Paris, 7 décembre 1869, D. P. 70.2.154).

D. — PÊCHE SANS AUTORISATION

111. — A défaut de permission du riverain, celui qui fait acte de pêche se rend coupable du délit prévu par l'art. 5

de la loi du 15 avril 1829. Ce tiers peut être un co-riverain qui pêche en dehors de sa zone attitrée, notamment en bateau ou même du bord, avec une ligne à lancer.

Si un pêcheur ferre dans la zone où il a droit de pêche un poisson qui, en se débattant, sort de cette zone, se trouve-t-il donc en délit? Non, car le poisson, même s'il a entraîné la gaule avec lui, a été « recherché et occupé » dans la partie permise (n° 69).

Le pêcheur pourra, sans commettre un délit de pêche, passer sur le terrain du co-riverain, si besoin est, pour retirer son poisson. Cependant le co-riverain a toujours le droit d'interdire l'accès de son héritage (*sic* Chasse. Cass. 29 avril 1862, S. 63. 1. 237). Mais si le passage par terre peut être défendu, le pêcheur est en droit selon nous de se servir d'un bateau (n° 58).

112. — En pratique, les propriétaires riverains laissent généralement pêcher librement de leurs rives. Cette tolérance tient surtout à l'ignorance où sont en général les riverains, du caractère exclusif de leur droit de pêche. Ils savent qu'ils ont droit d'interdire le passage sur leur terrain, mais ce n'est guère l'usage, du moins dans certaines régions, après l'enlèvement des récoltes. Dès lors que les riverains permettent de passer sur leur terrain, ils ne croient pas pouvoir interdire de pêcher; *a fortiori* lorsque la pêche est exercée en bateau.

Il n'est pas besoin d'ajouter que les non riverains souvent intéressés ont même croyance. Bref, très rares sont les personnes sachant de façon exacte à qui appartient le droit de pêche; cette ignorance n'est d'ailleurs pas une excuse au délit de pêche car la jurisprudence n'admet pas la bonne foi en cette matière (Nancy, 7 avril 1862; D. P. 62. 5. 240).

La tolérance est donc normale. Mais cette tolérance empêche-t-elle le délit d'exister? La jurisprudence, dit-on, ne reconnaît pas plus la tolérance que la bonne foi comme

excuse. (Cass. 3 octobre 1828. Bulletin Cass. Crim. n° 294. Rouen 13 juin 1844 S. 44. 2. 329.)

113. — Il faut bien distinguer tolérance et permission. Voici comment doit être résolue la question ; la permission de pêcher donnée par un riverain peut être tacite (*sic* Chasse : Crim. 24 janvier 1908, D. P. 1910. 1. 55.) L'autorisation tacite résulte, par exemple, de ce que vous pêchez au vu du riverain, sans protestation de sa part. Il ne suffirait d'ailleurs pas de pêcher au su du riverain ; le fait de lui avoir fait connaître votre intention d'aller pêcher chez lui ne peut évidemment être considéré comme une autorisation tacite.

Si, par contre, le riverain sait que tout le monde va pêcher chez lui et laisse agir de la sorte, conformément aux usages du pays, il y a certainement là permission tacite et générale. C'est pourquoi en pratique, lorsqu'un riverain, après avoir laissé libre la pêche sur sa rive, se propose de l'interdire, il ne manque pas de poser des poteaux portant l'indication : « pêche interdite », souvent même il fait une annonce par la voie de la presse. Quand il veut l'interdire à certains particuliers seulement, il le leur fait savoir. A défaut de révocation de la permission tacite générale le délit n'existe pas. Mais à partir de cette révocation, il y aurait tolérance, non plus permission, à supporter quelque acte de pêche. De même des actes de tolérance répétés, de la part des agents verbalisateurs, ne sauraient équivaloir à une permission qu'ils n'avaient pas qualité pour donner (Agen, 24 octobre 1902. S. 03. 2. 7).

Chapitre III.

Des eaux courantes navigables ou flottables.

1. — Délimitation des eaux navigables ou flottables.

114. — Les cours d'eau navigables ou flottables font partie du domaine public (C. c. art. 538).

La domanialité publique des cours d'eau ayant une importance capitale au point de vue de l'attribution du droit de pêche, il importe de déterminer la composition du domaine public fluvial.

115. — La loi du 8 avril 1898 précise « Les fleuves et les rivières navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux font partie du domaine public depuis le point où ils commencent à être navigables ou flottables jusqu'à leur embouchure (art. 34).

La loi fixe ici les limites en amont et en aval des cours d'eau navigables. Il résulte de cet article 34 que le domaine public doit être d'un seul tenant; si donc une rivière a des sections non navigables s'intercalant entre des sections navigables, la rivière est cependant navigable depuis le point où commence la navigabilité (Cons. d'Ét. S. 1925. 3. 37).

Du côté de l'aval, en ce qui concerne plus spécialement la pêche fluviale, les limites entre celle-ci et la pêche maritime sont fixées au point de cessation de la salure des eaux (loi du 15 avril 1829, art. 3). Des ordonnances devaient déterminer ces limites.

Quant aux limites en largeur, la loi du 8 avril 1898

(art. 36) décide que « Des arrêtés préfectoraux rendus après enquête, sous l'approbation du ministre des Travaux publics, fixeront les limites des fleuves et rivières navigables et flottables, ces limites étant déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords, avant de déborder ».

Le préfet doit prendre pour base un niveau déterminé préalablement reconnu pour être celui des hautes eaux avant tout débordement. Le préfet ne peut, sans excès de pouvoir déterminer ce niveau isolément pour chaque point de la berge, sans se préoccuper du régime général du cours d'eau (Cons. d'Ét. 24 juin 1890. S. 92. 3. 52).

116. — Une loi de 1908, ayant prévu un régime de concessions sur le domaine public fluvial, la loi budgétaire du 8 avril 1910 vint déterminer, pour mettre fin aux contestations qui avaient suivi, les parties des cours d'eau englobées dans ce domaine. Ce sont :

1° Les parties des cours d'eau qui figurent au tableau annexé à l'ordonnance du 10 juillet 1835 (n° 134) compte-tenu des modifications apportées à ce tableau;

2° Les parties des cours d'eau qui sont entrées dans le domaine public à la suite de l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique ou d'actes de rachat.

Une loi est nécessaire pour les déclasser.

117. — On trouve du reste dans le domaine public fluvial non seulement des cours d'eau naturels, mais aussi des canaux de navigation ainsi que leurs étangs et réservoirs d'alimentation (loi de 1829, art. 1^{er}, § 1).

118. — Certains lacs sont aussi navigables : lacs Léman, d'Annecy, du Bourget, de Grandlieu (du confluent de la Boulogne à l'Acheneau).

119. — Font également partie du domaine public (loi du 8 avril 1898, art. 34) :

1° Les bras même non navigables et non flottables lorsqu'ils prennent naissance au-dessous du point où les fleuves et rivières commencent à être navigables ou flottables;

2° Les noues et boires qui tirent leurs eaux des mêmes fleuves et rivières.

Ce sont en somme toutes les dépendances naturelles des portions de cours d'eau navigables.

120. — En sont exclus au contraire :

1° Les dérivations artificielles non pratiquées par l'État (art. 35);

2° Les affluents non navigables des cours d'eau navigables (Cons. d'Ét. 28 janvier 1901. D. P. 1901).

II. — Historique de l'attribution du droit de pêche.

121. — La loi du 22 novembre 1790, dont le texte est devenu l'art. 538 du Code civil, attribuait à la Nation la propriété des cours d'eau navigables et flottables, ce qui impliquait l'exploitation de la pêche au profit de l'État. Cependant, un arrêté du 28 messidor an VI admettait pour tous les citoyens la faculté d'y pêcher librement. Mais la loi du 14 floréal an X, relative aux contributions indirectes, déclara que nul ne pourrait pêcher dans les cours d'eau navigables s'il n'était adjudicataire ou muni d'une licence. Elle laissa subsister cependant, pour tout individu la permission de pêcher à la ligne flottante et à la main.

La loi du 15 avril 1829 a maintenu le principe de l'attribution au profit de l'État (art. 1) et l'exception en faveur du pêcheur à la ligne flottante (art. 5).

122. — Exceptionnellement, il existe sur ces cours d'eau certains autres titulaires du droit de pêche, communes ou particuliers.

Il y a donc lieu d'étudier le droit de pêche de l'État, le

droit de pêche des communes, et le droit de pêche des particuliers.

III. — Droit de pêche de l'État.

A. CORRÉLATION ENTRE LE DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT ET LA DOMANIALITÉ PUBLIQUE

123. — L'attribution du droit de pêche à l'État dans les cours d'eau navigables et flottables semble une conséquence logique du caractère de domanialité publique de ces cours d'eau. Cependant, la corrélation est loin d'être absolue entre les portions de cours d'eau qui font partie du domaine public et celles où le droit de pêche appartient à l'État en vertu de la loi de 1829.

124. — D'une part en effet il existe certaines eaux qui font partie du domaine public et où le droit de pêche de l'État découle de ce caractère domanial et non de la loi du 15 avr. 1829, qui n'en parle pas. Tels sont les fossés entourant les fortifications (C. c. art. 540).

En conséquence le droit de pêche de l'État n'y est nullement régi par les dispositions de la loi du 15 avr. 1829 (n^{os} 184-85).

D'autre part l'État n'a pas le droit de pêche sur toutes les eaux du domaine public. Sur les eaux visées par l'article 1 de la loi du 15 avr. 1829, l'attribution du droit de pêche à l'État est subordonnée à certaines conditions.

B. — CONDITIONS DE L'ATTRIBUTION DU DROIT DE PÊCHE A L'ÉTAT

125. — Ces conditions sont déterminées par les articles 1 et 3 de la loi du 15 avril 1829.

ART. 1^{er}. — « Le droit de pêche sera exercé au profit de l'Etat :
« 1^o Dans tous les fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navi-

« gables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux et dont
« l'entretien est à la charge de l'Etat ou de ses ayants cause. »

Nota. — L'art. 87 de la loi du 13 juillet 1925 a ajouté,
entre « canaux » et « contre-fossés » : « étangs ou réservoirs
d'alimentation des dits canaux ».

« 2° Dans les bras, noues, boires et fossés qui tirent leurs eaux
« des fleuves et rivières navigables ou flottables dans lesquels on
« peut en tout temps passer ou pénétrer librement en bateau de
« pêcheur et dont l'entretien est également à la charge de l'Etat. »

.

ART. 3. — « Des ordonnances royales, insérées au Bulletin des
« lois, détermineront, après une enquête de commodo et incom-
« modo, quelles sont les parties des fleuves et rivières et quels
« sont les canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de
« l'art. 1^{er} où le droit de pêche sera exercé au profit de l'Etat.

« De semblables ordonnances fixeront les limites entre la pêche
« fluviale et la pêche maritime dans les fleuves et rivières affluent
« à la mer. Ces limites seront les mêmes que celles de l'Inscription
« maritime mais la pêche qui se fera au-dessus du point où les
« eaux cesseront d'être salées sera soumise aux règles de police et
« de conservation établies pour la pêche fluviale.

« Dans le cas où des cours d'eau seraient rendus ou déclarés
« navigables et flottables, les propriétaires qui seront privés du
« droit de pêche auront droit à une indemnité préalable, qui sera
« réglée selon les articles 16, 17 et 18 de la loi du 8 mars 1810,
« (actuellement loi du 3 mai 1841) compensation faite des avan-
« tages qu'ils pourraient retirer de la disposition prescrite par le
« Gouvernement. »

126. — En résumé, les conditions de l'attribution du
droit de pêche à l'État seraient au nombre de cinq :

1° Navigabilité ou flottabilité pour les eaux visées par le
paragraphe premier de l'art. 1^{er} de la loi de 1829;

2° Possibilité de pénétrer en bateau de pêcheur, pour les
eaux visées par le deuxième paragraphe de l'art. précité;

3° Entretien à la charge de l'État (art. 1^{er}, loi de 1829
§ 1^{er});

4° Décret fixant les parties des eaux dans lesquelles le droit de pêche sera exercé par l'État (art. 3, d°);

5° Règlement de l'indemnité due aux riverains (art. 3, d°).

Nous allons étudier en détail chacune de ces conditions :

1° Navigabilité ou flottabilité.

127. — La flottabilité par trains ou radeaux étant assimilée à la navigation (art. 538 du C. c. et art. 34 de la loi de 1898) pour la simplification de l'exposé nous n'emploierons que le terme « navigabilité ».

Pour M. Journé (*Pêche fluviale*, p. 48), la navigabilité de fait des eaux visées par l'art. 1, § 1 de la loi du 15 avr. 1829 serait une condition de l'attribution du droit de pêche à l'État. « La déclaration de navigabilité doit être conforme à l'état véritable des lieux. Les riverains lésés pourraient exercer un recours fondé sur la violation de la loi et des droits acquis. »

C'est une opinion isolée. Mersey et Tisserant (n° 56) pensent que la question de savoir si telle ou telle rivière est réellement navigable ne se pose pas. Raux (p. 43) estime que l'absence de navigabilité réelle ne saurait servir de motif à un recours pour excès de pouvoir : « l'article 3, § 3 parlant de cours d'eau « *déclarés* navigables » sans rien préjuger de leur état réel de navigabilité, le classement est valable dans tous les cas. » Ajoutons que l'opportunité d'un acte administratif échappe à l'appréciation du Conseil d'Etat (A. Mestre : *Cours de contentieux administratif*, 1929-30, p. 74).

Enfin la Cour de cassation déclare : « Il résulte de la discussion qui a précédé le vote du § 3 de l'art. 3 à la Chambre des Pairs que le législateur a voulu... consacrer le droit pour le pouvoir exécutif de rendre des décrets de navigabilité non seulement pour des cours d'eau qui auraient été rendus préalablement navigables, mais encore pour des cours d'eau qui ne deviendraient effectivement

navigables que par l'exécution de certains travaux. » (Cass. 28 juin 1891, D. P. 92.1.269).

2° *Possibilité de pénétrer en bateau de pêcheur.*

128. — Une condition spéciale, la possibilité de pénétrer en tout temps en bateau de pêcheur est nécessaire « pour les bras, noues, boires et fossés » (art. 1, 2°).

Ce sont là, en somme, les dépendances naturelles des cours d'eau navigables, qui font partie du domaine public (n° 119).

Par contre, l'État ne peut revendiquer le droit de pêche sur les « canaux et fossés existants ou qui seraient creusés dans des propriétés particulières, et entretenus aux frais des propriétaires » (art. 1, § 4) qui, eux, ne sont pas englobés dans le domaine public.

129. — Il y a lieu de faire une distinction pour les bras qui communiquent avec la rivière par deux points. Dans le cas où le point supérieur de jonction à la rivière se trouve en amont de la limite de navigabilité, ces bras, ne « tirant » pas leurs eaux de la partie navigable, ne peuvent être compris dans ceux visés au paragraphe 2 et doivent être considérés dans leur totalité comme non navigables. Ces bras ne font du reste pas partie du domaine public (art. 34, loi du 8 avr. 1898).

130. — En ce qui concerne le *bateau de pêcheur*, le législateur ne donne aucune précision quant à sa forme et à ses dimensions. Ce peut donc être un bateau à fond plat, modèle ayant le plus faible tirant d'eau.

131 — Le passage doit être possible en tout temps, même pendant les plus basses eaux. (Cass. 16 fév. 1850, Martin n° 3.)

Un accident ou le jeu normal des écluses peuvent faire

baisser momentanément le niveau des eaux et rendre impossible le passage d'un bateau de pêcheur, mais il est admis que ces faits ne changent pas le caractère des eaux. (Paris, 4 août 1866, Martin n° 3.)

Peu importe encore que ces amas d'eau ne soient pas exclusivement alimentés par la rivière et qu'un bateau de pêcheur ne puisse pas naviguer et circuler sur toute leur étendue. (Bordeaux, 16 juin 1849. D. P. 50.2.119.)

L'état d'une rivière étant très variable, il arrive qu'une boire dans laquelle on pouvait, en tout temps, pénétrer en bateau, voit son entrée réduite naturellement de telle sorte que ce passage soit rendu impossible. La boire perd légalement son caractère ; mais elle le reprend si, au cours des années suivantes, le passage en bateau redevient possible naturellement. (J. G. Pêche fluviale 19.)

Dans le cas où il s'agit non plus d'une modification naturelle interdisant le passage en bateau de pêcheur, mais d'un obstacle artificiel, tel qu'un barrage établi pour les besoins de la navigation, Raux (p. 51) soutient que la boire conserve son caractère de navigabilité. Cette solution ne nous paraît pas conforme à l'esprit de la loi. Le passage en bateau de pêcheur dans la boire étant devenu impossible, dans ce cas, comme dans le précédent tant que l'obstacle subsiste, le droit de pêche ne pourrait y être exercé par les adjudicataires qu'en traversant à pied les propriétés riveraines. C'est ce qu'a voulu éviter le législateur en posant comme condition au droit de l'État la possibilité de pénétration en bateau.

3° *Entretien à la charge de l'État.*

132. — Pour que le droit de pêche soit exercé au profit de l'État, sur les eaux visées aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 1^{er} de la loi de 1829, il faut, en sus des conditions de navigabilité ou de pénétration, que l'*entretien* de ces eaux soit à la *charge de l'État*.

Cette condition d'entretien exigée par la loi doit être entendue en ce sens que la jouissance du droit de pêche est corrélatrice de l'obligation d'entretenir le cours d'eau et non du fait même de l'entretien. (J. G. Pêche fluviale, 15.) Le droit de pêche apparaît comme un dédommagement des charges imposées. (Amiens, 11 février 1904, Raux, p. 35.)

Peu importe d'ailleurs que cet entretien soit réellement effectué.

Les auteurs s'accordent pour reconnaître qu'il ne saurait être question d'exiger que l'Administration consacrait chaque année une somme déterminée à l'entretien d'un cours d'eau. Il suffit, en cas de contestation, que l'État justifie que c'est à lui qu'incombe cet entretien.

L'interruption dans les travaux d'entretien, si longue soit-elle, n'enlève aucun droit à l'État. (Dz. art. 1, § 79.)

133. — D'ailleurs c'est au riverain, qui revendique le droit de pêche, qu'il appartient de prouver que l'obligation d'entretien de la rivière est à sa charge exclusive. (J. G., 41.)

Le fait que des particuliers ou une collectivité versent volontairement des subsides à l'Administration pour contribuer à l'entretien d'un cours d'eau navigable, le fait même que, de façon volontaire, ils se substituent entièrement à l'État pour assurer cet entretien, ne privent pas l'État de son droit de pêche. (Cass. 15 janvier 1861, D. P. 611.174.)

Un riverain ne pourrait donc, de sa propre autorité, se substituer aux obligations et aux droits de l'État ; il ne le pourrait qu'en vertu d'un traité administratif conclu entre lui et les représentants de l'Intérêt domanial. (Dz. art. 1, § 80.) Tel est le cas d'une concession de canal à temps ou à perpétuité.

4° Décret fixant les parties des eaux dans lesquelles le droit de pêche sera exercé par l'État.

134. — L'art. 3 de la loi de 1829 prévoit que des Ordonnances royales (actuellement des décrets), insérées au

Bulletin des lois¹ détermineront, après une enquête de commodo et incommodo, quelles sont les parties des fleuves et rivières navigables et quels sont les canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de l'art. 1^{er} où le droit de pêche sera exercé par l'État.

La première ordonnance rendue en vertu de cet article 3, fut celle du 10 juillet 1835, modifiée plusieurs fois depuis lors, qui présente le tableau, par département, des eaux dans lesquelles le droit de pêche est réservé à l'État.

135. — Il y a lieu de remarquer que le même décret — c'est le cas de l'ordonnance de 1835 — détermine généralement la navigabilité d'un cours d'eau et les limites dans lesquelles la pêche sera exercée au profit de l'État. Mais il peut arriver que la déclaration de navigabilité fasse l'objet d'un premier décret ou même d'une loi; il restera nécessaire qu'un décret subséquent vienne fixer les zones où la pêche sera réservée à l'État. (J. G. Supp. 40, Cass. 3 fév. 1933, et Angers 13 juil. 1933.) Cependant la jurisprudence a décidé que, même en l'absence de ce dernier décret, le droit de pêche appartenait à l'État, lorsque celui-ci l'exerçait de façon paisible et publique sur des cours d'eau reconnus navigables avant la loi de 1829. (Cass. 3 mai, 1834, J. G. Pêche fluviale. 25.)

Sauf ce cas, un décret est toujours nécessaire. Cependant le paragraphe 3 de l'art. 3 de la loi de 1829 prévoit le cas où des cours d'eau seraient *rendus ou déclarés* navigables. On a essayé de soutenir, en se basant sur cette alternative, que la navigabilité de fait, était suffisante pour transférer le droit de pêche à l'État. Cette prétention a été repoussée par la jurisprudence (Cass. 28 juin 1891, D. P. 92. 1. 269).

1. Le Bulletin des lois a été supprimé par une loi du 19 avril 1930, qui a substitué l'insertion au Journal Officiel aux insertions prescrites dans ce Bulletin.

136. — Le législateur a voulu empêcher l'État de prendre une décision arbitraire : aussi prescrit-il une enquête de commodo et incommodo dont il ne fixe d'ailleurs ni la durée ni les formes.

D'autre part il ménage l'avenir puisqu'il prévoit que des cours d'eau peuvent être, ultérieurement, rendus navigables (art. 3, § 3). L'état de chose actuel peut toujours être modifié selon les besoins de l'intérêt général pourvu que l'on suive la procédure imposée par l'article 3 de la loi de 1829.

Il a été jugé que l'ordonnance de 1835, rendue en application de l'art. 3 de la loi de 1829 — il en serait de même des actes similaires subséquents — était inattaquable au contentieux (Cons. d'Ét. 19 juin 1838, S. 39. 2. 171), mais susceptible d'être déférée au Conseil d'État pour excès de pouvoir (Cons. d'Ét. 1^{er} juil. 1839, S. 40. 2. 233). Par exemple, un recours pourrait être motivé par un vice de forme si l'enquête prescrite au paragraphe 3 de l'article 3 avait été omise (n° 136) ; ou par la violation de la loi si l'ordonnance ou décret attribuait le droit de pêche à l'État dans une boire où l'on ne peut passer en tout temps en bateau de pêcheur (n° 128).

5° Règlement de l'indemnité due aux riverains.

137. — Dans quels cas les riverains dépossédés du droit de pêche ont-ils droit à une indemnité?

Avant la loi de 1829 il était admis que si les riverains jouissaient du droit de pêche dans les rivières non navigables, ils ne pouvaient plus le conserver quand une rivière était déclarée ou rendue navigable. (Av. Cons. d'Ét. 27 et 30 pluviôse, an XIII, J. G. Pêche fluviale 31.

De là il résulte que l'art. 3 de la loi de 1829 ayant créé et non déclaré le droit des riverains à une indemnité, celle-ci ne pourrait être réclamée, dans le cas d'un cours d'eau qui, en fait, aurait été navigable ou flottable avant 1829, mais

qui n'aurait pas été déclaré tel par un décret postérieur. (J. G. Pêche fluviale 31.)

Par contre une indemnité est due aux riverains, possesseurs antérieurs du droit de pêche sur la partie d'un cours d'eau navigable, où un décret attribue ce droit de pêche à l'État.

138. — Cette indemnité *doit-elle être préalable*? Autrement dit, le transfert du droit de pêche du riverain à l'État n'a-t-il lieu qu'après le versement de l'indemnité?

La réponse ne semble pas douteuse. L'art. 3 de la loi de 1829 parle « d'indemnité préalable ». D'autre part, il renvoie à la loi du 8 mars 1810 qui réglait alors l'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette loi et celle du 3 mai 1841 qui l'a remplacée exigent, conformément à l'art. 545 du Code civil, une indemnité préalable.

Pourtant les auteurs rapportent presque tous le sommaire d'un arrêt qui serait en sens contraire (Crim. 26 juin 1891. D. P. 92. 1. 251).

Mais ce sommaire est inexact.

L'arrêt de la Cour d'Angers, que la Cour de cassation examinait, avait décidé que le droit de pêche en litige n'appartenait pas à l'État, parce qu'il n'avait pas payé l'indemnité aux riverains.

Mais le droit à l'indemnité n'est ouvert que par le décret d'attribution du droit de pêche à l'État.

Or la Cour de cassation a constaté qu'en l'espèce le décret de classement n'existait pas. Ce défaut de décret suffisait pour décider que l'État n'avait jamais eu le droit de pêche. Par conséquent, comme le déclare la Chambre criminelle, il n'y avait pas lieu de s'arrêter au motif de la Cour d'Angers. Ce motif n'aurait donné lieu à examen que s'il y avait eu en l'espèce, décret de classement.

En résumé, les textes exigent une indemnité préalable. C'est ce qu'a reconnu la Cour d'Angers dans un attendu

qui n'a nullement critiqué l'arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1891, puisqu'il n'avait pas à l'examiner.

C. — CARACTÉRISTIQUES DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT

Imprescriptibilité et inaliénabilité.

139. — Nous avons vu précédemment que l'attribution du droit de pêche à l'État est rattaché au principe de la domanialité publique (voir n° 123).

Il en résulte que ce droit est *inaliénable* et *imprescriptible* au même titre que la rivière où il peut s'exercer. (Besançon, 14 mars 1888. D. P. 90. 2. 29.) Avant 1910, un décret, dit de déclassement, pouvait rayer un cours d'eau de la nomenclature de l'Ordonnance du 10 juillet 1835. Ce n'est que dans ce cas que les riverains pouvaient rentrer en possession du droit de pêche.

La loi de finances du 8 avril 1910, art. 128, prescrit qu'un cours d'eau figurant au tableau annexé à l'Ordonnance du 10 juillet 1835, modifié par les décrets postérieurs de classement et de déclassement, ne peut être désormais distrait du domaine public qu'en vertu d'une loi.

Il en résulte que à partir de 1910, un *décret* de déclassement peut intervenir sans que pour cela le cours d'eau cesse de faire partie du domaine public; de ce fait, l'État demeure propriétaire du droit de pêche. On en a l'exemple dans des décrets du 8 novembre et du 28 décembre 1926.

D'autre part, un cours d'eau peut faire encore partie du domaine public, si antérieurement à 1910, il avait cessé d'être navigable en fait, mais n'avait pas été déclassé par décret. (Cons. d'État, 8 décembre 1922.)

La loi du 8 avril 1910, en précisant le caractère de domanialité publique des cours d'eau classés navigables, n'a donc fait que renforcer le caractère du droit de pêche de l'État.

140. — Enfin, du fait que le droit de pêche étant un accessoire des rivières navigables et flottables qui font partie du domaine public, est imprescriptible et inaliénable comme ces rivières elles-mêmes, il résulte que la vente domaniale d'un terrain bordant une rivière navigable ne comprend pas le droit de pêche sur cette rivière. (Arrêt du Cons. d'État du 12 fév. 1823.)

Toute concession du droit de pêche faite par l'État ne pourrait avoir qu'un caractère absolument temporaire, et ne serait jamais considérée comme une aliénation, eût-on observé toutes les formes correspondant à cette nature de contrat, y eût-il eu même rétrocession aux tiers. (Mersey et Tisserand, n° 22).

D. — DISPOSITION DU DROIT DE PÊCHE PAR L'ÉTAT DÉTENTEUR

141. — Le droit de pêche restant aux mains de l'État inaliénable et imprescriptible et ce dernier, en principe, ne l'exploitant pas lui-même, il ne peut qu'être l'objet de locations ou de concessions temporaires à des particuliers, à des syndicats professionnels de pêcheurs, ou encore à des sociétés de pêcheurs à la ligne.

Loi du 15 avril 1829. Titre III. *Des adjudications des cantonnements de pêche.*

D'après l'art. 10 (loi du 6 juin 1840) « La pêche au profit de
« l'Etat sera exploitée, soit par voie d'adjudication publique, soit
« par concession de licences à prix d'argent... lorsque l'adjudica-
« tion aura été tentée sans succès. » (Voir décret du 12 mai 1924.)

142. — Diverses dérogations légales au principe de l'adjudication sont intervenues :

1° En faveur des sociétés de pêcheurs à la ligne (loi du 20 janvier 1902) ;

2° A l'égard des emplacements à aménager en enclos (art. 23, loi du 18 juin 1923) ;

3° En faveur des syndicats professionnels de pêcheurs aux engins ou des membres de ces syndicats, en ce qui concerne le droit de pêche dans les lacs navigables (loi du 7 août 1926) ;

4° En ce qui concerne le droit de pêche sur les parties de cours d'eau affluant à la mer, situées en amont du point de cessation de salure des eaux, et qui se trouvaient comprises dans les limites de l'Inscription maritime antérieurement aux décrets du 8 novembre et du 28 décembre 1926 (loi du 30 décembre 1928, art. 151, n° 157).

143. — *Des adjudicataires.* — La loi de 1829, ainsi que le cahier des charges type sont suffisamment explicites sur les droits et obligations des adjudicataires et ne nécessitent guère de commentaires ; en cas de litige, c'est aux tribunaux de l'ordre judiciaire qu'il appartient de trancher (art. 4 de la loi de 1829).

144. — *Chemins de halage.* — Les adjudicataires ou concessionnaires du droit de pêche de l'État ne peuvent user que du chemin de halage ou du marchepied qui bordent les eaux navigables et flottables (loi de 1829, art. 35). Le législateur voulant faire respecter les héritages riverains prévoit que les adjudicataires devront s'entendre de gré à gré avec les propriétaires intéressés en ce qui concerne l'usage des terrains dont ils auront besoin pour retirer et assécher leurs filets (art. 35).

La faculté de se servir du chemin de halage doit se restreindre à l'usage même pour lequel ce chemin est établi. L'article 28 du cahier des charges de 1924 indique d'ailleurs les précautions à prendre par les adjudicataires pour n'entraver ni la navigation, ni la circulation sur le chemin de halage. En particulier, ils ne doivent pas échapper aux dispositions d'un décret de 1914, modifié en 1919, interdisant le passage des automobiles, motocycles et motocyclettes sur ces chemins de halage.

L'existence du chemin de halage est concomitante du fait de la navigabilité (n° 194).

145. — Il est intéressant de faire remarquer que l'art. 30 du cahier des charges de 1924 prévoit que l'adjudicataire devra subir sans indemnité tous les inconvénients et dommages, notamment dégradations aux filets et engins qui proviendraient pour lui, soit de cas de force majeure, soit du service de la navigation, soit des travaux d'entretien.

146. — Du fait de son contrat, l'adjudicataire doit, en principe, exploiter lui-même la pêche sur son lot.

L'article 21 du cahier des charges prévoit que le fermier peut cependant, si une clause spéciale lui réserve ce droit, s'adjoindre un co-fermier agréé par l'Administration, jouissant en commun avec l'adjudicataire de l'exercice de la pêche sur toute l'étendue du lot.

147. — Tout adjudicataire a la faculté d'accorder des permissions de quatre catégories différentes :

1° De grande pêche, donnant le droit de pratiquer toutes les sortes de pêches, sauf exceptions figurant aux clauses spéciales de l'adjudication;

2° De petite pêche, donnant droit seulement aux engins manœuvrés à la main par un seul homme;

3° De pêche aux lignes, autres que la ligne flottante tenue à la main;

4° De pêche avec deux lignes plombées ordinaires ou flottantes, exigeant la présence continue du pêcheur.

Le nombre des permissionnaires de chaque catégorie est fixé par les clauses spéciales de l'adjudication. Ce nombre peut varier (cahier des charges, art. 24).

L'adjudicataire, le co-fermier et les permissionnaires des trois premières catégories ont le droit de s'adjoindre des compagnons qui ne peuvent exercer la pêche qu'en aidant

ou accompagnant la personne à laquelle ils sont attachés (cahier des charges, art. 26).

148. — La location du droit de pêche étant un louage de chose n'est pas résolue par la mort du preneur (C. c., art. 1742).

IV. — Titulaires du droit de pêche autres que l'État.

A. — DROIT DE PÊCHE DE LA COMMUNE

149. — S'il n'y a pas de fleuves navigables relevant du domaine communal puisqu'ils sont tous rangée par le code civil dans le domaine public national, par contre certains canaux dépendent des communes.

Il est rare qu'une commune possède dans son domaine public un canal navigable, créé à l'aide de ses propres deniers et dont l'entretien est assuré par elle ou ses ayants cause. Citons la ville de Paris qui possède le canal de l'Ourcq.

Dans un domaine public de ce genre, le droit de pêche appartient à la commune. Il n'est nullement régi par la loi du 15 avril 1829 qui ne concerne que les cours d'eau navigables faisant partie du domaine public de l'État. En particulier l'usage de la ligne flottante tenue à la main est interdit sans autorisation spéciale.

Il est des canaux, dits de *petite navigation* qui, aux termes de la loi du 16 septembre 1807, sont entretenus à moitié frais par l'État et par les communes; dans ces canaux le droit de pêche se partage entre les communes et l'État, en proportion de leurs dépenses respectives, sauf titre contraire (Dz., p. 673, n° 101).

B. — DROIT DE PÊCHE DE CERTAINS PARTICULIERS DANS LES EAUX NAVIGABLES

150. — Le droit de pêche de l'État, sur les eaux visées à l'art. 1^{er} de la loi de 1829, apparaît, si l'on s'en tient

à la texture de l'article, comme formel et exclusif, lorsque sont remplies toutes les conditions précisées par la loi. Pourtant ce droit de pêche est soumis à certaines restrictions au profit de particuliers.

*1° Cours d'eau rendu navigable ou flottable
par un particulier.*

151. — Si un cours d'eau a été rendu pratiquement navigable ou flottable à la suite de travaux exécutés par un particulier avec l'autorisation de l'Administration, le droit de pêche continue à appartenir aux riverains (Cons. d'Etat, 13 juin 1860. D. P. 3.75-76). Il ne semble pas toutefois que cette situation puisse empêcher l'État de s'attribuer le droit de pêche par décret. Le riverain n'aurait alors droit qu'à l'indemnité préalable (v. n° 137 Mersez et Tisserand n° 69).

2° Canaux créés et entretenus par des particuliers.

152. — Le troisième paragraphe de l'art. 1^{er} de la loi de 1829 vise les canaux et fossés, tirant leurs eaux de rivières navigables ou flottables, creusés dans des propriétés particulières et entretenus aux frais des propriétaires de ces canaux ou fossés. La loi ayant réservé le droit exclusif de pêche aux propriétaires et aux constructeurs de ces canaux, il s'en suit que les riverains ne peuvent revendiquer ce droit (Req. 3 mai 1830 — J. G. Pêche fluviale, 45.) Ces canaux ne font du reste pas partie du domaine public (loi du 8 avr. 1898, art. 35.)

Si la loi parle de ces fossés, c'est pour qu'on ne les assimile pas à ceux visés au deuxième paragraphe de l'article précité, où l'on peut pénétrer, en tout temps, en bateau de pêcheur, mais dont l'entretien est à la charge de l'État (v. n° 128).

*3° Canaux navigables concédés à des particuliers
ou à des sociétés.*

a) Canaux concédés temporairement :

153. — La concession temporaire d'un canal ne confère aux concessionnaires qu'un simple droit de jouissance et l'État conserve son droit de pêche (Planiol, Tr. Elém. T. 1, n° 3095).

Rien n'empêche du reste l'État de joindre à la concession du canal celle du droit de pêche ; mais l'acte de concession doit contenir une clause que l'on puisse interpréter dans ce sens (Cons. d'État, 6 mars 1857, Leb. p. 184).

b) Canaux concédés à perpétuité :

154. — Au contraire des précédents ils constituent une propriété privée, sur laquelle le concessionnaire a tous les droits qui ne sont pas incompatibles avec la navigation (Cass., 7 novembre 1863 — D. P. 66, 1.254). En conséquence le droit de pêche y appartient de façon exclusive au concessionnaire.

4° Particuliers possédant des titres antérieurs à 1829.

155. — Des particuliers peuvent posséder de façon exclusive, à la manière des propriétaires riverains visés par l'art. 2 de la loi de 1829, le droit de pêche dans les eaux navigables entretenues par l'État :

a) Particuliers possédant des titres antérieurs à l'abolition des droits féodaux. Si des titres authentiques, légaux et réguliers en la forme, antérieurs à l'abolition des droits féodaux, attribuent un droit de pêche à des particuliers, ce droit subsiste à moins qu'il n'ait une origine féodale (Cass. 19 févr. 1896, D. P. 96. 1.120. — 16 mai 1933, Gaz Pal. 34. 1.462).

Si les titres sont antérieurs à l'Édit de Moulins de 1566, c'est à celui qui les conteste de prouver qu'ils sont entachés de féodalité. S'ils sont postérieurs à cet édit c'est au contraire à celui qui les invoque de prouver qu'ils ne sont pas entachés de féodalité. (Paris, 9 mai 1823, J. G. 35. — Mersey et Tisserant, n° 90).

b) Acquéreurs pendant la Révolution, dans les ventes nationales, de biens nationaux comportant le droit de pêche. Le principe de l'inaliénabilité du domaine public fléchit en effet devant le principe absolu de l'irrévocabilité des ventes nationales (Angers, 26 oct. 1933).

5° *Inscrits maritimes.*

156. — — La pêche fluviale, pour les fleuves et rivières, se jetant à la mer, est celle pratiquée au-dessus du point de cessation de la salure des eaux. Entre ce point et la limite de l'Inscription maritime, qui était fixé très en amont, une ordonnance de la Marine de 1681 déclarait la pêche libre au profit de la population des côtes. Dans cette zone les inscrits maritimes conservèrent, après 1829, le monopole de la pêche, sauf le droit pour tout individu de pêcher à la ligne flottante tenue à la main.

157. — Les décrets du 8 novembre et du 26 décembre 1926 ont diminué la zone de l'Inscription maritime sur les fleuves navigables, en reportant ses limites de l'amont vers l'aval, jusqu'à les confondre avec les points de cessation de salure des eaux, à partir desquels s'exerce la pêche maritime.

L'État peut donc louer ou concéder, en amont, de ces points, son droit de pêche. Toutefois, les inscrits maritimes ayant justifié de leur droit avant le 4^{er} janvier 1927 bénéficient gratuitement et à titre viager, du droit de pêche entre le point de cessation de la salure des eaux et l'ancienne limite de l'Inscription maritime.

C. — DROIT DE TOUT INDIVIDU DE PÊCHER A LA LIGNE DANS LES EAUX DU DOMAINE PUBLIC

a) *Historique.*

158. — Sous l'ancien régime, la pêche à la ligne pouvait être pratiquée par les particuliers dans les rivières navi-

gables dépendant du domaine royal, mais ce n'était qu'à titre de tolérance (Journé, p. 9).

160. — Sous la Révolution, un décret du 28 frimaire, an II, déclara la pêche libre à tous, non seulement dans les cours d'eau du domaine public, mais dans toutes les eaux. Cette attribution est un exemple de l'exagération des libertés nouvelles, faisant suite à l'abolition des droits et des principes féodaux.

Quoi qu'il en soit, c'est bien la Révolution qui conféra au droit de pêche un caractère de gratuité, d'universalité et d'imprescriptibilité. Dans le même sens le Code civil le considère comme une faculté (art. 715).

161. — Pour parer aux abus résultant de l'attribution de ce nouveau droit qui enlevaient toute valeur pécuniaire à celui de l'État, une loi du 14 floréal an X le restreignit dans son exercice à l'emploi de la ligne flottante dans les rivières et fleuves navigables (art. 14).

L'art. 5 de la loi de 1829 confirme ce droit dans son § 3. Ce paragraphe, modifié par la loi du 18 juin 1923, est conçu ainsi :

« Néanmoins, en dehors du temps de la fraie, il est permis à
« tout individu de pêcher à la ligne flottante tenue à la main, dans
« les fleuves, rivières ou canaux désignés dans les deux premiers
« paragraphes de l'article 1^{er} de la présente loi, sauf sur les empla-
« cements licitement aménagés en enclos. »

b) Des caractères du droit de pêche à la ligne.

162. — 1^o *Gratuité.* — La pêche, à la ligne flottante tenue à la main, dans les eaux du domaine public de l'État n'est soumise à aucune redevance.

163. — 2^o *Universalité.* — Le troisième paragraphe de l'art. 5 de la loi de 1829 attribue ce droit à « tout individu »,

c'est-à-dire à tout venant : français ou étranger, homme, femme ou enfant. En cette matière pas d'incapacité de jouissance ni d'exercice. C'est pourquoi on appelle ce droit droit de pêche banal. Il semblerait juste en ce qui concerne les étrangers qu'ils soient tenus de payer une redevance, surtout dans le cas où ils appartiennent à une nation n'accordant pas la réciprocité de ce droit.

164. — Cependant les préposés des Eaux et Forêts, les gardes-pêche des Ponts et Chaussées, ne peuvent pêcher à la ligne dans l'intérieur de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils sont assermentés.

165. — L'article 33 de la loi de 1829 prévoit également que « les contremaîtres, les employés au balisage et les mariniers... ne pourront avoir dans leurs bateaux aucun filet ou engin de pêche ». Raux estime que cette disposition devrait leur interdire l'usage de la ligne flottante lorsqu'ils sont à bord de leurs bateaux et constate que cette prohibition reste lettre morte. Nous ne partageons pas cette opinion : le législateur a voulu interdire de pêcher sans droit à des personnes pouvant, sans grand risque, se livrer au braconnage ; il ne vise pas la ligne flottante, dont l'usage est de droit partout pour tout individu.

166. — 3° *Imprescriptibilité*. — La jurisprudence a sanctionné le principe d'imprescriptibilité conféré au droit de pêche à la ligne. C'est pourquoi ce droit subsiste en cas de concession à des tiers qui ne peuvent avoir plus de droits que l'État lui-même (v. n° 180).

167. — Le texte de la loi de 1829 n'établit nullement que la pêche à la ligne est un droit mais bien une permission. Cette déclaration semble en contradiction avec le Code civil qui parle de faculté (art. 715). D'autre part qui dit permis-

sion entend par là une mesure de faveur réservée à certains et pouvant être refusée ou révoquée pour des causes déterminées. Or la pêche à la ligne flottante tenue à la main, dans les eaux visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1 de la loi de 1829, peut être exercée par tous les individus, sans qu'il soit nécessaire de solliciter une permission ou orale ou écrite et, en aucun cas, conséquence de l'imprescriptibilité, cet exercice ne peut être interdit spécialement à un individu, même pour sanctionner un délit de pêche. Ceci prouve suffisamment que le pêcheur à la ligne a bien un droit et non une permission. Le droit de pêche banal diffère donc à ce point de vue du droit de chasse qui exige la délivrance d'une permission pouvant ou devant être refusée dans certains cas.

168. — Il n'en est pas de même en Alsace-Lorraine où la législation exige un permis de pêche et prévoit des cas où il peut être refusé, en particulier celui des individus condamnés dans les trois dernières années pour différents délits, notamment de pêche et de chasse.

c) Des sociétés de pêcheurs à la ligne.

169. — 1° *Origine.* — Les pêcheurs à la ligne se sont groupés en puissantes sociétés (n° 381). Le but initial de leurs réunions était d'entretenir des relations de bonne camaraderie, de participer à ces parties collectives d'où naquirent les concours de pêche. Les sociétaires comprirent vite la force du groupement et pensèrent, avec raison, qu'ils auraient ainsi plus de poids pour la revendication ou la défense de leurs droits.

Soucieuses de conserver, de protéger et même d'augmenter le cheptel aquatique, afin du reste d'en jouir plus largement, les sociétés se sentant soutenues par l'État, contribuèrent à la répression du braconnage et surtout au repeuplement des cours d'eau.

En 1897, fut fondé le Syndicat central et fédéral des pêcheurs à la ligne qui groupa ces sociétés et devint leur porte-parole auprès des pouvoirs publics.

170. — Depuis 1898, ces sociétés peuvent obtenir des subventions de l'État en raison des repeuplements qu'elles effectuent.

171. — Il y a lieu de remarquer que le fait d'être membre d'une société de pêcheurs à la ligne ne confère au pêcheur aucun avantage au point de vue de l'exercice du droit de pêche, et, tel l'amateur indépendant, il ne peut user que de la ligne flottante tenue à la main, dans les eaux visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1 de la loi de 1829, sauf exception pour le cas où la société dont il fait partie devient amodiatiaire ou adjudicataire d'un lot de pêche (n° 173).

172. — 2° *Affermage de lots de pêche aux sociétés de pêcheurs à la ligne.* — Nous avons vu précédemment que la loi du 20 janvier 1902 (article unique) permet des dérogations au principe de l'adjudication en faveur des sociétés de pêcheurs à la ligne (n° 142). Un décret du 17 février 1903, modifié par un autre du 20 mai 1903, détermine à quelles conditions les sociétés de pêcheurs à la ligne peuvent obtenir, sans adjudication publique, l'affermage de certains lots de pêche sur les fleuves, rivières et canaux.

173. — Pour bénéficier de cette disposition les sociétés prennent l'engagement de renoncer à l'emploi de tous filets et tous engins de pêche autres que la ligne plombée ordinaire et la ligne flottante et chaque sociétaire ne pourra se servir simultanément de plus de trois lignes (n° 305).

174. — En outre, les sociétés devront à l'appui de leur

demande de location directe, prendre l'engagement de pratiquer dans le lot demandé de sérieuses mesures de répression du braconnage et de repeuplement et établir l'existence de moyens financiers suffisants pour l'exécution de cet engagement.

175. — Lors du renouvellement de leur bail, les sociétés devront justifier des améliorations apportées au lot, notamment des mesures appliquées pour la répression du braconnage et le repeuplement. Elles indiqueront en outre que leurs ressources financières leur permettent de continuer à l'avenir ces améliorations.

176. — Si un même lot de pêche est demandé par plusieurs sociétés qui acceptent les conditions d'affermage et s'il est détenu par l'une d'elles, le lot sera attribué à cette dernière société. Dans le cas contraire, il sera procédé, par les soins du Préfet, à une adjudication restreinte entre les sociétés concurrentes.

177. — Il est intéressant de noter que les locations de pêche consenties aux sociétés de pêcheurs à la ligne sont exonérées de la taxe annuelle de 10 p. 100 à laquelle sont soumises les locations du droit de pêche et du droit de chasse (loi du 31 juillet 1920, D. P. 1921. 4.113) et que l'État prend à sa charge les frais de prestation de serment des gardes-particuliers des sociétés de pêcheurs à la ligne.

178. — Le fait que des lots sont affermés directement aux sociétés de pêche n'empêche pas ces sociétés de concourir pour l'adjudication des autres lots.

*d) Distinction des eaux du domaine public
au regard du droit de pêche à la ligne.*

179. — 1° *Eaux dans lesquelles le droit de pêche à la ligne existe.* — Ces eaux sont celles visées aux deux

premiers paragraphes de l'art. 1^{er} de la loi du 15 avr. 1829, dans lesquelles le droit de pêche est exercé au profit de l'État (loi de 1829, art. 5).

180. — On peut donc poser ce principe : la pêche à la ligne flottante tenue à la main est autorisée dans les eaux publiques de l'État sur lesquelles il a lui-même droit de pêche en vertu de la loi de 1829. Un décret ne pourrait supprimer le droit de pêche banal qui résulte d'une loi : il faudrait une loi pour l'interdire (cas des réserves et des enclos).

Et la corrélation entre le droit de pêche de l'État et celui des individus de pêcher à la ligne subsiste, même si l'État concède ses droits de façon temporaire, comme il le fait pour certains canaux, ou procède à l'adjudication ou à l'affermage de son droit de pêche, les ayants cause de l'État ne peuvent prétendre avoir plus de droit que lui (n° 166).

181. — Les étangs ou réservoirs d'alimentation de canaux ne figuraient pas dans le texte de l'art 1^{er} de la loi de 1829 : aussi la jurisprudence refusait aux individus le droit de pêcher à la ligne dans ces eaux (Cass., 21 février 1902), jusqu'au moment où la loi du 13 juillet 1925, art. 87, vint les assimiler à celles de l'art. 1^{er} de la loi de 1829.

182. — 2° *Eaux dans lesquelles le droit de pêcher à la ligne n'existe pas.* — a) *Celles où les particuliers ont un droit privatif.* — Puisque dans ces eaux le droit de pêche ne peut être revendiqué par l'État, il s'ensuit, tout naturellement, que la pêche à la ligne ne peut s'y exercer librement : canaux concédés à perpétuité (voir n° 154), eaux navigables ou flottables dans lesquelles le droit de pêche appartient à des particuliers ayant des titres acquis avant 1789 (voir n° 155) ou acheteurs de biens nationaux pendant la Révolution (voir n° 155).

183. — b) *Celles pour lesquelles une loi interdit ce droit.*

— Ce sont :

1° Les réserves (loi du 31 mai 1865, art. 1^{er}) ;

2° Les enclos (loi du 18 juin 1923).

184. — c) *Celles où le droit de pêche de l'État ne derive pas de la loi du 15 avril 1829.* — Certaines eaux peuvent être considérées comme faisant partie du domaine public national en vertu de principes généraux. Le droit de pêche de l'État dérive dans ce cas du caractère domanial des eaux et non de l'art. 1 de la loi de 1829 (n° 124). Ces eaux n'étant pas de celles visées par l'art. 1 de la loi de 1829 où le droit de pêche à la ligne peut être exercé par tout individu, l'État n'a pas à y supporter l'exercice de la pêche à la ligne flottante.

On peut citer comme exemple les fossés des fortifications de places de guerre (Amiens, 13 mars 1874, D. P. 74. 2. 192), sans doute aussi les rigoles d'alimentation par lesquelles les eaux des réservoirs gagnent les canaux de navigation (Mersey et Tisserant, n° 99).

185. — Les réservoirs eux-mêmes et étangs d'alimentation des canaux de navigation en étaient encore un exemple. Mais une loi du 13 juil. 1925 les a assimilés aux cours d'eau visés par l'art. 1 de la loi de 1829. On a toutefois soutenu que pour être soumis au régime de la loi de 1829, ces étangs et réservoirs devaient remplir les conditions prévues par les articles 1 et 3 de cette loi pour que le droit de pêche soit attribué à l'État. La question est actuellement controversée.

e) *Des droits du pêcheur à la ligne en matière de circulation.*

186. — Les pêcheurs à la ligne exercent leur droit soit en bateau, soit du bord. Mais cela leur est-il toujours permis ?

187. — 1^o *Pêche en bateau*. — La pêche en bateau est licite (Lyon, 26 juil. 1888, D.P.89.2.65) l'eau étant res communis. Peu importe que le bateau bouge ou soit stationnaire. On a le droit de s'amarrer en dehors du chenal navigable, et à condition de ne pas gêner la circulation. Le droit d'amarrage n'est pas susceptible par lui-même d'une redevance spéciale, sauf s'il s'agit d'installations à poste fixe. On ne doit pas considérer comme tels des piquets simplement battus au maillet et que l'effort d'un homme suffit à arracher (décret 8 octobre 1901).

188. — Certains arrêtés préfectoraux, relatifs à la navigation, décident que personne ne pourra se promener en barque sur les cours d'eau navigables sans une permission qui ne sera accordée qu'à la condition de ne pas séjourner sur l'eau et de ne pas employer l'embarcation pour la pêche, même à la ligne flottante. Dans le cas où ces arrêtés préfectoraux ne seraient pas entachés de détournement de pouvoirs, il est certain que le fait d'y contrevenir ne constituerait pas un délit de pêche, mais une contravention de grande voirie (M. Journé, p. 152).

189. — 2^o *Pêche du bord*. — Si le pêcheur se trouve sur le bord, il peut se placer sur toutes les dépendances du domaine public accessibles aux particuliers : port, quai ou voie, indépendamment de son propre héritage, et principalement sur les rivages, à sec ou non, qui rentrent dans les limites des cours d'eau navigables. Les limites en effet des fleuves et rivières navigables et flottables sont déterminées « par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder ». Des arrêtés préfectoraux, rendus après enquête les constatent (art. 36, loi du 8 avril 1898). Des arrêtés interdisent parfois le stationnement sur certaines parties de ce domaine, par exemple sur les ponts.

190. — Mais la plus grande portion des bords appartient

à des particuliers. Pour le service de la navigation il est créé sur ces propriétés privées une servitude de passage dite de halage ou marchepied mentionnée par le Code civil (art. 556 et 650). Les pêcheurs peuvent-ils se servir de cette servitude de passage ?

191. — Les pêcheurs à la ligne ordinaires n'ont certainement pas ce droit, sans une autorisation du propriétaire riverain. Leur permettre de circuler et stationner sur le chemin de halage serait aggraver, sans texte, une servitude créée uniquement dans l'intérêt de la navigation.

192. — Par contre les fermiers de la pêche ont ce droit qui leur est conféré par l'art. 35 de la loi du 15 avril 1829.

« Les fermiers et porteurs de licence ne pourront user, « sur les fleuves, rivières et canaux navigables que du « chemin de halage : sur les rivières et cours d'eau flot- « tables que du marchepied » (n° 144).

L'existence d'un texte dans ce cas spécial prouve bien que les fermiers de pêche n'auraient pas eu le droit d'utiliser le chemin de halage ou marchepied sans disposition légale.

193. — Reste le cas où le lot de pêche est affermé à une société de pêcheurs à la ligne. Quelle est la situation de chacun des sociétaires ? Partant de ces deux principes que d'une part chacun des sociétaires est à considérer comme fermier de l'État, et d'autre part que tout fermier, faute de restriction dans l'art. 35 peut aussi bien pêcher du bord qu'en bateau, un arrêt de Cass. Civ. du 25 oct. 1932 (S.1933.1.105) décide que « chacun des membres de la société de pêche jouit du droit d'usage du chemin de halage, alors même que celui-ci ne fait pas partie du domaine public et ne constitue qu'une servitude d'utilité publique ».

194. — Il est donc très intéressant de savoir quand existe

chemin de halage ou marchepied. La jurisprudence est d'ailleurs très nette sur ce point. La navigabilité ou la flottabilité d'un cours d'eau est une question de fait, indépendante de la nomenclature de ce cours d'eau sur la liste des rivières navigables ou flottables (Cons. d'État, 28 janvier 1920. S. 1924. 3.52). La servitude de halage ou de marchepied subsiste tant que la rivière est navigable ou flottable, bien que la navigation y soit momentanément délaissée (Cons. d'État, 29 juin 1895. S. 1897.3.11).

La clôture d'un chemin de halage constitue une convention de grande voirie (Cons. d'État, 8 novembre 1933).

Par contre la certitude cesse d'exister en même temps que la navigabilité même s'il n'y a pas eu déclassement régulier du cours d'eau (Cons. d'État, 2 décembre 1881. S. 1883.3.36).

Pour les canaux navigables il n'existe pas de servitude de halage. L'État doit exproprier le riverain pour créer un chemin de halage, voie publique sur laquelle les pêcheurs pourront circuler et même stationner, à condition toutefois de ne pas entraver le libre exercice de la navigation.

*f) Responsabilité des tiers en cas de troubles
apportés dans la jouissance de la pêche à la ligne.*

195. — Tout pêcheur digne de ce nom, connaît et respecte certains usages ayant pour objet soit de fixer les limites de son droit en cas de concurrence lorsque les « coups » sont rares et les pêcheurs nombreux soit de défendre divers actes susceptibles de troubler l'action d'un confrère. Mais il se trouve toujours quelques individus peu consciencieux qui ne s'y conforment pas. Contre eux, M. Matout (Pêche au coup. p. 205 1932), recommande la poigne. Opinion d'un homme décidé et probablement solide. Mais tout pêcheur n'est pas apte, moralement et physiquement, à la mettre en pratique; de plus, le « gêneur » peut être en bateau, hors de portée du « gêné »; enfin, agir ainsi c'est se mettre juridiquement dans son tort.

Les statuts des sociétés de pêche pourraient prévoir une sanction amende ou exclusion, pour les gèneurs impénitents. Mais outre les difficultés d'application et les questions de personnalité qui se feraient jour, ces mesures ne toucheraient que les sociétaires.

196. — Ne pourrait-on rechercher, en dehors de tout contrat, une sanction juridique générale ?

Cette sanction à notre avis, peut être trouvée dans la responsabilité civile, telle qu'elle résulte de l'art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

197. — Voici quelques exemples pratiques de troubles apportés à l'action du pêcheur.

Les uns visent l'éloignement du poisson, par un tiers avec ou sans malveillance : jet de pierres, baignade d'un chien, bruits sur la rive ou en bateau, immersion de fils de fer ou de grosses pierres, etc.

Les autres visent l'occupation par un pêcheur à la ligne ou aux engins, sur la rive ou en bateau, de l'endroit qu'il sait réservé par un confrère.

Cherchons si, dans tous ces cas, les deux conditions de la responsabilité civile, dommage et faute, peuvent se trouver remplies.

198. — 1° *Dommage.* — La jurisprudence, en matière de responsabilité civile, admet que le dommage peut être purement moral.

Dans les espèces qui nous intéressent, les dommages matériels sont nuls ou tout au plus insignifiants : appât jeté inutilement, ligne brisée dans un fil de fer. Il y a bien le poisson qu'on n'a pas pris, mais ce dommage est incertain et inévaluable. Même lorsqu'un pêcheur prend la place d'un

autre, on ne peut affirmer que ce dernier aurait capturé le même nombre de poissons que l'usurpateur : l'habileté du pêcheur, le montage des lignes, sont des facteurs essentiellement variables.

Peu importe, car le préjudice moral est ici incontestable. La pêche à la ligne procure en effet, une satisfaction morale, née d'un espoir tenace, entretenu par des captures plus ou moins nombreuses. Celui qui supprime cet espoir fait subir au pêcheur déçu un dommage moral certain, d'autant plus grand qu'il a agi contrairement à un usage sur lequel le pêcheur croyait pouvoir compter. Certes le juge devra apprécier suivant les circonstances quels espoirs étaient permis. Mais, répétons-le, il y aura toujours un minimum de déplaisir causé par l'espoir déçu, joint à la confiance trompée.

199. — 2° Faute. — Le dommage est certain mais la faute?

C'est une question d'espèces. Pourtant il est possible de diviser les espèces en deux groupes : le premier groupe comprenant celles où le trouble naît de l'exercice d'un droit de pêche concurrent, le second groupe celles où le trouble résulte d'autres causes.

a) *Troubles résultant de l'exercice concurrent de la pêche.*

200. — Ce qu'il y a de commun à ce premier groupe de cas, c'est que le dommage résulte de l'exercice, du droit de pêche. Il y a donc lieu d'appliquer la théorie de l'*abus du droit*, théorie incontestée actuellement.

Il n'est pas du tout nécessaire que celui qui abuse le fasse dans une intention malveillante ; il suffit qu'il ne prenne pas les précautions d'usage, normales. Généralement, dans les espèces qui nous intéressent, l'abuseur cherchera à profiter de la place occupée ou appâtée par un autre pêcheur, autrement dit de la « recherche » du poisson faite par autrui. Son abus viendra de ce qu'il agit contrairement aux usages

immémoriaux, nés de l'attribution concurrente du droit de pêche à tous, et auxquels tout pêcheur se fie. Cette contravention aux usages respectés de l'ensemble des pêcheurs à la ligne, constitue une sorte d'abus de confiance au sens courant de l'expression et, par suite, un abus de droit.

La responsabilité civile pourrait atteindre, non pas tous les abus, mais les plus importants.

201. — Citons quelques usages de pêche.

Un pêcheur ne doit pas prendre la place occupée par un autre, ce dernier fût-il absent momentanément. En cas d'absence, l'occupation est marquée généralement par la présence de gaules, sacs, ou autres articles de pêche. Si rien ne décèle cette occupation, la place doit être considérée comme libre.

La place, en effet, appartient au premier occupant; toutefois si un pêcheur appâte « un coup » ce qui se fait souvent la veille au soir, un autre pêcheur, le sachant, ne doit pas prendre ce « coup ».

Un pêcheur en bateau ne doit pas s'amarrer de façon à empêcher pratiquement de pêcher un de ses confrères qui est sur le bord.

Un adjudicataire non plus ne doit point mettre ses engins et filets sur le coup occupé par un pêcheur à la ligne, car il n'a pas un droit supérieur au droit de ce dernier.

b) *Troubles résultant d'autres causes.*

202. — Dans ce deuxième groupe de cas, le perturbateur exerce non pas un droit précisé par la loi, mais une de ces libertés essentielles de l'homme, liberté d'action, de parole, de circulation, aux aspects indéfinis et qui peuvent être exercées par tout individu, pêcheur ou non.

Ainsi tout le monde a la liberté de jeter un fil de fer, de grosses pierres dans l'eau : si on les jette sur « un coup » le pêcheur y cassera toutes ses lignes. Tout le monde a la

liberté de baigner son chien, de faire des ricochets sur l'eau, de causer du bruit sur la rive ou en bateau; mais ces libertés se manifestant à proximité du pêcheur de façon exagérée, auront pour conséquence la fuite inévitable du poisson.

203. — Tous ces actes peuvent être accomplis dans un esprit de malveillance, ainsi par un pêcheur jaloux. Dans ce cas la faute est certaine.

Lorsqu'il n'y a pas malveillance, la faute est plus difficile à apprécier, car il n'en existe aucune définition précise. Dans l'opinion commune, il faut se demander si celui qui a causé le préjudice a agi en « bon père de famille ». M. Emmanuel Lévy donne comme critérium de la faute la confiance trompée. Par exemple il y aurait faute si le pêcheur avait demandé au « gêneur » de ne pas agir comme il le fait.

Ce sera donc au pêcheur de se demander en conscience si vraiment il y a faute de la part du gêneur, et faute sérieuse, sans quoi il risquerait fort d'être débouté de sa demande. L'incertitude du résultat empêchera pratiquement les pêcheurs de faire des procès abusifs.

204. — Il appartiendra aux pêcheurs de ne réclamer des dommages-intérêts que lorsque la faute sera sûre et spécialement dans les cas manifestes de malveillance ou d'usurpation par une personne qui connaît notoirement les usages de pêche.

L'intérêt de ces procès résiderait moins, dans la condamnation pécuniaire, forcément minime, que dans le blâme qui en ressortirait pour le gêneur.

Les sociétés de pêcheurs à la ligne devraient se faire un devoir de soutenir moralement et pécuniairement leurs membres dans de tels procès. A ce point de vue, il serait très utile qu'elles fassent un petit code des usages de pêche, afin de leur donner, aux yeux des tribunaux habitués à se baser sur des textes, certitude et précision.

Troisième partie.

Des Inondations et des conflits d'attribution du droit de pêche.

205. — A qui est dévolu le droit de pêche en cas d'inondation ?

La loi de 1829 est muette sur ce point. Quant à la jurisprudence, outre qu'elle est fort restreinte sur le droit de pêche en terrain inondé, elle concerne des questions de réglementation plus que d'attribution.

La question à résoudre est dominée par le conflit qui peut s'élever, quant à l'attribution du droit de pêche, entre son titulaire normal, et le propriétaire des terrains inondés.

La solution, relativement simple dans les cours d'eau où le droit de pêche appartient à l'Etat, est plus délicate là où ce droit est dévolu aux riverains et devient complexe dans les eaux closes. Nous observerons, dans l'étude de ce sujet, une graduation analogue, qui, bien que différente de l'ordre adopté pour la partie principale, offre l'avantage de passer du simple au complexe.

1. — Inondations provenant de rivières navigables.

206. — Les adjudicataires et autres permissionnaires à titre onéreux ainsi que les pêcheurs banaux conservent l'intégrité de leur droit de pêche dans les limites du domaine public.

On sait que lesdites limites, correspondent à la hauteur

des eaux coulant à pleins bords avant de déborder (loi du 8 avril 1898, art. 36) mais ne peuvent s'étendre au delà. Il a été en effet spécifié dans la discussion de la loi que les fermiers ne pouvaient, en temps de crue d'un fleuve, remonter les petites rivières pour y pêcher au préjudice des riverains.

De même, dans les canaux et fossés dont l'entretien n'est pas à la charge de l'Etat et qui ne sont pas accessibles en tout temps en bateau de pêcheur : le droit de pêche reste aux riverains lorsque ces canaux et fossés viennent à communiquer accidentellement avec un cours d'eau (Crim. 17 décembre 1880, D. P. 82. 5. 310).

207. — Cet important arrêt renferme un attendu qui pose, en la matière, un principe essentiel. « Le propriétaire — y est-il dit — des lieux couverts par l'inondation conserve, en ce qui le concerne, tous les droits utiles de possession parmi lesquels figure celui de pêcher le poisson qui se trouve dans sa propriété inondée. » En effet, le droit de propriété est absolu : en vertu de quel principe une inondation viendrait-elle en limiter la portée ?

208. — Il en résulte que, d'une façon générale, les propriétaires des terrains inondés par un cours d'eau où l'Etat a le droit de pêche peuvent pêcher sur leur terrain. Ce principe reste admis sans discussion par la jurisprudence (Crim. 14 novembre 1912, D. P. 14. 1 24 et note).

II. — Inondations provenant de rivières non navigables.

209. — Aucune jurisprudence ne paraît exister sur cette question.

On s'accorde à reconnaître que dans les amas d'eau qui restent sur les terrains inondés, la crue terminée, le droit de pêche revient au propriétaire du sol, comme dans un étang, ce, par analogie aux dispositions prévues par la loi de 1829 (art. 30. 1°).

210 — Mais pendant l'inondation, quels sont les droits respectifs du riverain et du propriétaire des lieux inondés?

Raux, dont l'autorité et la précision sont incontestables, distingue deux aspects de la crue (p. 124 et sq.), les *débordements* (le cours d'eau est simplement élargi; le courant habituel subsiste dans la même direction); les *inondations* (le cours d'eau déborde par endroits, au moyen de ruisseaux qui vont s'épanouir dans les champs, puis l'eau se retire peu à peu par des ruisseaux de plus en plus étroits).

211. — *1^{er} aspect : Débordement.* — Le droit de pêche appartiendrait, selon Raux, aux nouveaux riverains, chacun jusqu'au milieu du cours de l'eau, conformément à l'article 2 de la loi de 1829 (*sic* J. G. 52) « limite évidemment très variable et difficile à observer. Le droit d'un propriétaire riverain peut donc s'étendre sur des parties submergées qui appartiennent en temps ordinaire au propriétaire qui lui fait vis-à-vis ». Ainsi un riverain, parce que sa rive est escarpée, verra son droit s'étendre sur tous ses vis-à-vis. Généralement, les deux riverains ordinaires perdront leur droit au profit de riverains éloignés.

D'autre part, l'attribution du droit de pêche variera incessamment avec les fluctuations de la crue : tel attributaire du droit, se mettant à pêcher à un moment donné, se trouvera en délit une heure après. Les difficultés pratiques engendrées par ce principe devraient déjà faire douter de sa valeur. Nous en ferons la critique du point de vue juridique avec celle du second aspect.

212. — *2^e aspect : Inondations.* — Raux distingue les ruisseaux des flaques en quoi ils s'épanouissent.

Dans les flaques : le droit de pêche appartient aux propriétaires du terrain, non aux riverains (en ce sens : Cass. 17 décembre 1880. S. 82. 1. 134).

Dans les ruisseaux, à cause de leur similitude avec un cours d'eau, le droit de pêche appartiendrait aux riverains, conformément à l'art. 2 de la loi de 1829 (en ce sens : Rivière, 35).

213. — Ici encore deux difficultés : tout d'abord les ruisseaux suivent naturellement les fossés ; or, dans ceux-ci, Raux attribue le droit de pêche aux propriétaires. (Op. cit., p. 119.) De plus il fait remarquer lui-même que « la démarcation entre le chenal et la flaque sera le plus souvent impossible ». Mais alors à qui reviendra le droit de pêche ? Raux ne le dit pas.

214. — La distinction principale en débordements et inondations semble elle-même assez factice en pratique. Il y aura généralement débordement et inondation à la fois. Du reste Raux reconnaît que le débordement peut se résoudre en inondation. Par conséquent le droit de pêche passera successivement à un riverain éloigné lors du débordement, au propriétaire du terrain lorsque ce débordement deviendra flaque, au riverain proche lorsque la flaque s'écoulera, au propriétaire du terrain, lorsque toute communication cessera.

215. — Cette instabilité juridique semble absurde. Ne pourrait-on trouver quelque principe fixe à appliquer ? Il faut partir de cette idée que le droit de pêche met en usage le fond bien plus que la rive, surtout lorsque la rive momentanée est un pré quelconque situé à quelques centaines de mètres du lit normal. Ce fond est objet de propriété. Comme le dit la Cour de Cassation (7 décembre 1880, pr.) : « Le propriétaire des lieux couverts par l'inondation conserve, en ce qui le concerne, tous les droits utiles de possession, parmi lesquels se trouve celui de pêcher le poisson qui se trouve dans la propriété inondée. » C'est une application du prin-

cipe que la propriété est absolue et exclusive. Pour faire échec à ce principe il faudrait un texte contraire. Ce texte, d'après Raux, serait l'art. 2 de la loi de 1829, qui attribue le droit de pêche aux riverains, dans les cours d'eau non navigables. Mais toute la question est de savoir si cet article s'applique aux débordements et aux ruisseaux, alors qu'on ne l'applique pas aux flaques? En réalité ce texte ne paraît applicable, dans aucun cas, aux inondations. Il a en vue le riverain normal d'un cours d'eau normal. La Cour de Cassation a en effet déclaré formellement : « La loi de 1829 n'a nullement en vue les lieux fortuitement inondés. » (30 mai 1873, S. 73.1.431.) L'attribution du droit de pêche au riverain passager en cas de débordement équivaldrait à lui donner une servitude sur des terrains qui ne lui appartiennent pas, puisque la jurisprudence déclare que le droit de pêche des riverains est une servitude (n° 50) et que la pêche est certainement un usage du fonds. Cette servitude légale ne saurait être admise, dans le cas qui nous occupe, sans un texte formel. Or la loi de 1829 ne prévoit pas cette servitude, qui, au contraire, priverait souvent le riverain normal du droit de pêche qu'elle lui attribue.

216. — En résumé il nous semble qu'on doive conclure qu'en cas d'inondation :

1° Il n'est rien changé au droit de pêche du riverain normal, tel qu'il est défini par l'art. 2 de la loi du 15 avril 1829 ;

2° Que, sur les terrains inondés, le droit de pêche appartient toujours au propriétaire du terrain. C'est d'ailleurs pour lui une équitable compensation aux inconvénients de l'inondation.

Ces principes, d'application simple et pratique, ont juridiquement l'avantage de respecter le caractère exclusif du droit de propriété, qu'aucune disposition légale ne nous paraît limiter en cas d'inondation.

III. — Inondations provenant d'étangs.

217. — Dans les étangs, le droit de pêche appartient, en temps normal, au propriétaire de l'étang et non aux riverains (n°).

Le propriétaire conserve-t-il son droit en temps d'inondation ? A qui revient le droit de pêche sur les terrains inondés par les eaux de l'étang ?

218. — 1° Tout d'abord, et dans les limites de l'étang, le propriétaire conserve son droit de pêche, même si les eaux de l'étang entrent en communication avec celles d'une rivière. (Cass. 30 mai 1873, S. 73.1 431.) Les limites de l'étang sont fixées par l'art. 558 du Code civil : « ... le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer. »

219. — 2° Quid, si les eaux de l'étang dépassent ces limites, débordant sur des terrains qui n'appartiennent pas au propriétaire de l'étang ?

220 — Deux solutions nous sont données dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'il est établi, en fait, d'une part, qu'un étang communique avec un cours d'eau ; d'autre part, que le fait de pêche incriminé a eu lieu en dehors dudit étang et de ses dépendances, le fermier du droit de pêche dans l'étang n'a pas qualité pour citer devant le tribunal correctionnel l'auteur de ce fait de pêche, sans qu'il y ait lieu de rechercher si les eaux où le fait de pêche a été commis proviennent ou non de l'étang. » (Cr. r. 29 novembre 1895, D. P. 96 1.109)

2° Lorsque l'amas d'eau débordé cesse de communiquer avec l'étang, le droit de pêche y revient au propriétaire du terrain inondé. (Raux, p. 16.)

Il reste à traiter la question de l'attribution du droit de

pêche sur les terrains inondés par le débordement de l'étang, tant qu'il existe communication entre le débordement et l'étang, sans qu'il y ait, d'autre part, communication avec un cours d'eau.

Nous exposerons trois systèmes sur la question :

221. — *1^{er} système* (généralement suivi). — Raux estime que le poisson, immeuble par destination (C. c. 524), reste propriété du possesseur de l'étang. Si donc le propriétaire du terrain inondé pêchait sur son héritage il commettrait un vol. (J. G. 143.) Un arrêt de Chambéry du 1^{er} février 1870 (S. 70 2 149), a interdit en effet, dans ce cas, la pêche au propriétaire du terrain. Raux en conclut que le droit de pêche reste au propriétaire de l'étang, en vertu de son droit de suite.

222. — *2^e système.* — On peut soutenir, en partant des mêmes bases, que le propriétaire du terrain inondé n'a, en effet, pas le droit de pêcher tant que le poisson peut retourner à l'étang, mais que le propriétaire de l'étang ne l'a pas non plus. En effet, pour faire acte de pêche, il devrait passer sur un terrain ne lui appartenant pas, qui du reste, peut être clos. Il ne peut donc aller sur les lieux de pêche sans la permission du propriétaire du terrain.

D'un autre côté la pêche est un acte d'usage du terrain où prennent appui les engins, « un droit utile de possession », ainsi que s'exprime la Cour de Cassation (17 décembre 1880 pr.). Accorder le droit de pêche au propriétaire de l'étang équivaldrait à lui donner une servitude. Mais une servitude légale de ce genre ne saurait être admise sans un texte formel. Or le Code civil est formel, mais en sens contraire (art. 558, § 2) : « Le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires. »

On conclut que tant que dure le débordement aucun droit

de pêche ne peut être exercé sur le terrain inondé, à défaut d'entente amiable entre le propriétaire du terrain et celui du poisson.

223. — 3^e système. — Après la critique que fait le deuxième système du droit de pêche du propriétaire de l'étang, ce droit semble insoutenable. Mais ne pourrait-on dire que si ce droit n'est pas soutenable c'est que le poisson cesse d'appartenir au propriétaire de l'étang ? Il en découlerait que le droit de pêche appartiendrait, en tout temps, au propriétaire du terrain inondé.

Faisons une légère critique des deux autres systèmes, puis nous examinerons les arguments favorables au troisième. Dans les deux premiers systèmes l'attribution du droit de pêche change sans cesse : le droit passe successivement du propriétaire de l'étang, au début de l'inondation, au propriétaire du terrain, lorsque l'eau débordée vient à communiquer avec une rivière, pour revenir au possesseur de l'étang, lorsque cette communication cesse, et finalement au propriétaire du terrain, lorsqu'il n'y a plus de lien entre les amas d'eau stagnant sur le sol inondé et l'étang primitif (1^{er} système). Le deuxième système présente la même instabilité d'attribution du droit de pêche.

En outre, ces deux systèmes ne justifient pas l'attribution du droit de pêche au propriétaire du terrain dans les creux d'eau qui restent après la crue (n° 220), car l'origine du poisson qui s'y trouve renfermé est toujours certaine. On comprend donc mal que le seul fait de cessation de communication avec l'étang primitif mette fin en même temps à la propriété du possesseur de l'étang sur son cheptel aquatique. D'ailleurs, dans le deuxième système, pour échapper à cette critique, on déclare que la cessation de communication ne change rien au problème, que le poisson reste propriété du possesseur de l'étang, mais ne peut jamais être pêché librement par lui, qu'il faudra donc toujours entente

amiable entre les deux propriétaires, faute de quoi le poisson périra sans utilité dans les flaques qui se dessèchent.

224. — Le principe du troisième système est bien plus simple, plus conforme à la pratique aussi, car en fait ce sont les propriétaires du terrain inondé qui pêchent et il est difficile de les en empêcher. Le droit de pêche leur paraît une juste compensation de la gêne causée par l'inondation, en même temps que l'exercice normal de leur droit de propriété. On peut invoquer en ce sens l'arrêt de Cassation du 17 décembre 1880 qui déclare : « le propriétaire d'un terrain inondé conserve tous ses droits de possession utiles, notamment le droit de pêche. »

Toutefois, ce principe, en l'espèce, se heurte au caractère approprié du poisson, tandis que dans les eaux courantes visées par l'arrêt de Cassation, le poisson avait toujours été « *res nullius* » (n° 59.)

225. — Mais ne pourrait-on soutenir que le poisson cesse, hors de l'étang, d'appartenir à son propriétaire primitif ? Voici deux arguments en faveur de cette opinion, l'un tiré du caractère juridique de l'eau débordée, l'autre de l'esprit du Code en matière d'étang.

226. — 1° *Caractère de l'eau débordée.* — Ce caractère est important, car le poisson, nous l'avons toujours soutenu est bien plus l'accessoire de l'eau que du fond : l'inondation en est une preuve décisive (voir n° 6).

C'est pourquoi l'arrêt de Chambéry, cité dans le premier système, se base pour refuser le droit de pêche au propriétaire du terrain, sur ce que l'eau de l'étang, bien que débordée, ne cesse d'être la même individualité physique.

A notre avis, cet arrêt sur lequel s'appuient tous les auteurs (Raux, p. 16. Mersey, n° 31) semble le résultat d'une confusion qu'a faite le juge entre l'eau elle-même et le fonds

où elle stationne, entre le contenu et le contenant. Considérée en elle-même, l'eau qui compose une masse d'eau a des qualités physiques très différentes de cette dernière. Composée de molécules fugitives sans cesse renouvelées, elle ne présente aucune individualité stable à laquelle il soit possible d'attacher une idée juridique. Par contre, on peut attribuer une idée de permanence à un certain *volume* d'eau renouvelée. Mais il sera pratiquement nécessaire que la masse d'eau correspondante soit retenue dans des limites fixes. Le débordement montre bien ce divorce entre le volume d'eau permanent, d'ailleurs limité, et la mobilité naturelle de l'eau en elle-même. Cette eau, née ou tombée sur un fonds, en devient l'accessoire, mais seulement dans la mesure où ce fonds est susceptible de la contenir. L'eau de l'étang est appropriée, parce qu'immobilisée, son trop plein devrait donc cesser d'appartenir au premier occupant, de même que l'eau contenue dans un seau cesse d'être appropriée lorsqu'elle s'en écoule.

227. — Le Code civil paraît favorable à cette théorie. Prévoyant probablement des contestations fondées sur l'argument qu'invoque la Cour de Chambéry, il détermine les limites de l'étang sur des bases invariables en fonction du volume d'eau susceptible d'y être contenu et refuse au propriétaire de l'étang tout droit sur les terres riveraines que ses eaux, en cas de crues extraordinaires, viennent à couvrir (art. 558)

Par crues extraordinaires la jurisprudence entend d'ailleurs toutes les crues qui dépassent la hauteur du déversoir, même si elles sont périodiques (Cass 27 fév. 1860).

Si cette eau d'inondation ne fait acquérir aucun droit sur le terrain submergé, c'est sans doute parce qu'en dehors des limites de l'étang, elle cesse d'appartenir au premier occupant. En ce sens, on peut citer l'arrêt de Cassation du 29 novembre 1893 pr. (v. n° 220) d'après lequel il n'y aurait

pas lieu « de rechercher si les eaux où le fait de pêche a été commis proviennent ou non de l'étang ». D'autre part il paraîtrait absurde que le propriétaire énoncé n'ait pas le droit d'assécher son terrain et, pour ce faire, de disposer de l'eau qui le recouvre.

228. — Par conséquent, l'origine de l'eau, même certaine, n'entre pas en ligne de compte : on ne doit pas rattacher l'eau à l'étang qui ne la contient plus.

On pourrait présumer que cette origine n'est pas davantage à envisager pour le poisson que pour l'eau dont il est l'accessoire.

229. — *2^e Esprit du Code civil en matière d'étang.* — L'art. 564 du Code civil prévoit le cas du poisson qui s'échappe d'un étang : « Les... poissons, qui passent dans un autre étang, appartiennent au propriétaire de celui-ci... »

Certes on ne peut assimiler une terre quelconque, inondée passagèrement, à un étang. Mais on ne peut pas plus affirmer que le législateur a voulu limiter l'application de cet article au cas prévu, qui est simplement le plus pratique.

230. — Recherchons, pour en déterminer la portée, l'intention probable du législateur.

Cette intention semble assez claire lorsqu'on rapproche cet article de l'article 558, qui pose, en matière d'étang, un principe général : le propriétaire a tous droits dans les limites maxima de son étang, aucun droit au delà.

L'article 564 pourrait être interprété plausiblement, étant placé peu après l'article de principe, comme une application du premier et traduit ainsi : le poisson, entièrement approprié dans les limites de l'étang, cesse d'appartenir au propriétaire de ce dernier dès qu'il sort de ces limites.

231. — Mais pour quelles raisons le législateur supprimerait-il toute revendication pour le poisson, alors que s'il s'agissait, par exemple, d'une volaille, la revendication pourrait être exercée pendant un certain temps.

C'est que le poisson n'est pas un animal domestique, c'est un gibier doué d'une indépendance propre; son appropriation ne peut exister qu'à la perte de son indépendance, c'est-à-dire lorsqu'il est enclos dans des limites fixes. Dès qu'il s'échappe de ces limites, il retrouve son indépendance et perd, selon nous, sa première appropriation. L'article 564 serait une reconnaissance de cette indépendance naturelle.

Remarquons d'ailleurs que donner un droit de suite sur le poisson, au profit du propriétaire de l'étang, aboutirait généralement à de sérieuses difficultés d'identification. Le propriétaire de l'étang ne peut connaître la quantité ni même l'espèce de poissons échappés. Cette difficulté a certainement poussé le législateur à refuser le droit de suite sur le poisson réfugié dans un autre étang.

La jurisprudence pourrait étendre ce refus à tout terrain inondé et attribuer le droit de pêche au propriétaire du terrain. Cette jurisprudence qui aurait de grands avantages pratiques, nous semblerait conforme à l'esprit du Code et aux caractères du poisson, gibier de pêche et accessoire de l'eau.

232. — On objectera que cette solution, qui prive de produits de son étang le propriétaire, est peu équitable.

Mais la situation envisagée ne se présente qu'exceptionnellement.

D'abord les crues dépassant la hauteur du déversoir de l'étang sont généralement assez rares et souvent dues à une négligence du propriétaire.

En outre, la plupart du temps, le droit de suite sur le poisson est supprimé sans contestation possible, soit parce que l'eau débordée s'écoule dans un autre étang (art. 564,

C. c.), soit parce qu'elle entre en communication avec un cours d'eau (n° 220).

Si donc il arrive que le propriétaire d'un étang soit privé du produit de son élevage, cela tient essentiellement aux aléas que court la pisciculture en étang comme toute autre exploitation agricole.

TITRE II

DE LA RÉGLEMENTATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PÊCHE EN EAU DOUCE

Considérations générales.

233. — Nous avons vu dans le titre premier de cette étude consacré à « l'Attribution du Droit de Pêche » que cette attribution était liée au lieu de pêche, ou, ce qui revient au même, à la nature des eaux où l'on peut pêcher.

Une « Réglementation de l'exercice du droit de pêche » ne présente évidemment d'utilité que lorsqu'on se trouve en présence d'une attribution simultanée de ce droit à plusieurs titulaires, ce qui n'a lieu que dans le cas des eaux courantes, ou mieux, intercommunicantes.

234. — Dans les eaux privées et closes, en effet, le droit de pêche se confond avec celui de propriété. Une réglementation particulière n'a donc aucune raison d'être, sauf dans des circonstances exceptionnelles qui peuvent, momentanément, rendre ces eaux communicantes.

235. — Dans les eaux courantes et communicantes au contraire, l'on se trouve, dans tous les cas¹, en présence d'un nombre indéfini de titulaires du droit de pêche.

La nature de ces eaux s'oppose en réalité à leur délimi-

¹. Exception faite des enclos prévus par la loi de 1923 qui rentrent dans la catégorie des eaux closes.

tation matérielle, fait essentiel dont la jurisprudence a tenu compte en leur attribuant le caractère de « *res communis* ». Le droit de pêche qui paraît réservé à certaines personnes n'est, de fait, borné que par une délimitation idéale. On conçoit dès lors que le poisson jouissant, dans son milieu, d'une indépendance qui lui est propre, « *mobilis in mobile* » ne peut être asservi à cette délimitation qui ne comporte pas effectivement de représentation matérielle. Ses déplacements, son seul passage d'un bord à l'autre bord, le mettent successivement à portée de plusieurs titulaires du droit de pêche.

Le caractère de ce droit devient donc, de par la mobilité du poisson, essentiellement précaire — et son exercice, qui doit aboutir à la capture d'une proie passagère et fugitive, est donc, en fait, susceptible d'être dévolu, pour un même poisson, à un nombre indéfini de pêcheurs.

De ce fait, une réglementation apparaît déjà indispensable. Elle aura pour but, comme conséquence logique de ce qui précède, d'assurer au poisson une libre circulation pour mettre à même de le prendre le plus grand nombre de pêcheurs possible.

D'autre part la société doit songer non seulement aux pêcheurs présents, mais encore aux pêcheurs futurs. Aussi le législateur s'est-il préoccupé également des moyens d'assurer la conservation du gibier de pêche.

Le poisson d'eau douce est généralement d'une capture facile. Ses causes de destruction naturelle sont nombreuses. Sa race doit sa persistance uniquement à sa prodigieuse fécondité. Il importe donc, à qui veut sauver l'espèce, d'en protéger la reproduction. Le législateur l'a compris et nous verrons quelles mesures en sont résultées pour la réglementation de l'exercice de notre droit.

236. — En résumé la réglementation de l'exercice du droit de pêche dépend tout d'abord du lieu où ce droit peut être

exercé. N'ayant de raison d'être que dans le cas de compétition entre plusieurs détenteurs du droit de pêche, elle ne présente d'utilité que dans les eaux intercommunicantes et ne trouvera une application dans les eaux privées que lorsqu'elles viendront exceptionnellement à présenter ce caractère.

Par ailleurs, les modalités de cette réglementation seront dérivées de la nature même du poisson dont le législateur se doit de protéger, dans une certaine mesure, l'indépendance et la reproduction, afin de répartir les chances de capture entre les divers attributaires du droit de pêche.

237. — Fidèle à cet ordre d'idée, nous étudierons successivement la réglementation de l'exercice du droit de pêche :

1° Dans les *eaux privées* où elle ne présente qu'un caractère exceptionnel;

2° Dans les *eaux courantes navigables et non navigables* où elle trouve toute son utilité;

3° Sur les *terrains inondés*.

Dans la seconde partie, qui renferme à elle seule notre sujet presque tout entier, nous étudierons successivement :

a) Les mesures que le législateur a prises pour assurer la *reproduction* du poisson, mesures qui s'appliquent soit au poisson pêché, soit à l'époque ou au lieu de pêche. La question du réempoissonnement, enfin, qui en est le corollaire essentiel;

b) Les mesures qui sauvegardent la liberté de *circulation* du poisson, plus particulièrement relatives à la manière de pêcher (modes et engins de pêche);

c) Les mesures inspirées par l'idée de *répartition entre les titulaires* actuels du droit de pêche;

d) Accessoirement, les mesures de police qui ont pour but d'assurer l'efficacité de cette réglementation.

Remarque. — Bien des causes, en dehors de la pêche, con-

tribuent au dépeuplement des rivières : endiguement et curage des cours d'eau, pollution par les égouts et usines, épidémies, destruction par certains animaux domestiques ou sauvages.

Nous nous bornerons à l'examen des mesures prises par le législateur tant pour limiter la destruction du poisson du fait de la pêche que pour utiliser la pêche même comme moyen de repeuplement.

Question préliminaire.

238. — *Que doit-on entendre par poisson?* — Avant d'entrer dans les détails de la réglementation, une question préalable se pose aussi bien pour les eaux closes que courantes. A quels animaux s'applique la législation sur la pêche?

Évidemment elle s'applique au poisson. La loi du 15 avril 1829 ne parle même que de poisson. On pouvait en conclure que la loi protégeait le poisson dans sa dernière transformation, mais non à l'état d'œuf ou de frai.

Pour combler cette lacune, la loi du 31 mai 1863 énonce en termes généraux dans son art. 8 :

« Les dispositions relatives à la pêche et au transport des poissons s'appliquent au frai de poisson et à l'alevin. »

Sans doute n'était-il pas nécessaire de mentionner l'alevin ou petit poisson. On l'a fait parce que « dans beaucoup de contrées, comme le dit le rapporteur, on le donnait, ainsi que le frai, en pâture aux animaux, ou l'on s'en servait comme engrais ».

Ces usages de l'alevin existent encore, notamment pour les petites anguilles ou civelles.

239. — Au poisson, la jurisprudence assimile certains animaux aquatiques. Le principe est posé par la Cour de

cassation (13 juillet 1865. D. P. 65. 1. 503 et 24 janvier 1903. D. P. 03. 1. 333) en ces termes :

« Attendu que la loi de 1829 a entendu réglementer la pêche de
« tout produit vivant des rivières destiné à l'alimentation de
« l'homme. »

La Cour de cassation exige donc deux conditions. L'animal aquatique doit d'abord être *utilisé par l'homme pour son alimentation*. Cette condition exclut sangsues, larves, ou encore les moules ou anodontes (Pau, 20 fév. 1874, S. 74. 2. 80).

240. — Il faut en outre que l'animal soit un *produit vivant des rivières*.

L'écrevisse et la grenouille remplissent ces deux conditions.

Pour l'*écrevisse* l'assimilation juridique au poisson n'a jamais été discutée, car l'écrevisse vit continuellement dans l'eau. A l'époque de la loi de 1829, l'Académie elle-même, dans son dictionnaire, plaçait les écrevisses parmi les poissons (Nîmes, 8 juin 1865 S. 66. 1. 39). Du reste les ordonnances rendues en vertu de l'art. 26 de la loi de 1829 mentionnaient différentes dispositions applicables à cette pêche; et le décret de 1897, actuellement en vigueur, en fait autant.

Quant à la *grenouille*, la jurisprudence fut assez longtemps incertaine, d'autant plus qu'aucune disposition la concernant n'apparut dans la réglementation de la pêche avant 1875. Certaines décisions ont fait remarquer son caractère amphibie. Mais ce batracien naît, se développe et se reproduit dans l'eau douce. D'un autre côté, il sert à l'alimentation de l'homme. On doit donc l'assimiler au poisson. (Cass., 24 janv. 1903 pr.)

Le décret de 1897 permet du reste de lui fixer une période d'interdiction (n° 263).

Enfin la loi du 18 juin 1923 sur les enclos assimile textuellement écrevisses et grenouilles aux poissons des étangs.

Raux estime (p. 137) que la réglementation de la pêche ne s'applique à la capture de la grenouille que si elle a lieu dans l'eau et non sur terre (Trib. Remiremont, 5 mai 1897, la loi du 20 décembre 1897).

Cette distinction est basée sur le caractère amphibie de la grenouille.

Il est certain que la grenouille n'est pas un poisson ; même à la ligne, sa capture a lieu normalement hors de l'eau et non dans l'eau.

Mais l'assimilation juridique au poisson, faite par la Cour de cassation et la loi du 18 juin 1923, n'est pas à base scientifique. Son but est uniquement de protéger cet objet d'alimentation qu'est la grenouille.

Puisque l'on trouve la grenouille digne de protection, cette protection doit la suivre. Si l'on admettait la distinction de Raux, ce batracien verrait sa capture réglementée ou non lorsqu'il passerait de l'eau sur le bord. Or c'est justement sur le bord qu'il est le plus facile à prendre et doit être le mieux protégé.

Cette distinction, que ne font ni la Cour de cassation, ni la loi de 1923, nous paraît d'application subtile et juridique-ment erronée.

Première partie.

De la réglementation dans les eaux privées et closes.

241. — *Absence de réglementation.* — Dans les étangs et enclos, le poisson est propriété privée. Sa capture n'est donc que l'exercice du droit de propriété (n° 25) et n'exige aucune réglementation.

La jurisprudence a toujours reconnu que la loi de 1829 ne s'y appliquait pas (Cass., 11 décembre 1834, S. 35.1.374). Cette loi excepte d'ailleurs formellement de certaines de ses dispositions les étangs et réservoirs (art. 29 et 30). La loi du 18 juin 1923 en excepte de façon générale les enclos (art. 23 modifié).

Il est par conséquent licite de pêcher dans les étangs et enclos en tout temps, par tous moyens, des poissons de toutes tailles.

242. — Il est évident que, si l'intérêt collectif le commandait, le législateur pourrait réglementer la pêche en étang comme il réglemente par exemple le défrichement des bois des particuliers (loi du 18 juin 1859).

Mais l'intérêt collectif est ici d'accord avec l'intérêt personnel. Les propriétaires d'étangs cherchent à produire le plus possible de poissons destinés soit à la consommation, soit au repeuplement des rivières ; ils veillent soigneusement à leur conservation et à leur reproduction.

Leur intérêt, comme celui de la collectivité, est que leur cheptel aquatique se renouvelle sans cesse. Pour cela il faut

que sa capture soit facilitée par l'emploi de tous engins. Aussi la loi de 1829 interdit-elle le transport hors du domicile des engins de pêche prohibés « à moins que ces engins ou instruments ne soient destinés à la pêche dans les étangs ou réservoirs » (art. 29).

C'est pourquoi nous pensons qu'il est préférable de ne pas interdire la fabrication et la vente des engins et instruments prohibés, comme le préconise Del Péré de Cardaillac (n° 334) et comme le fait le décret du 9 janvier 1852 (art. 7) sur la pêche côtière.

C'est au transporteur d'engins prohibés à prouver que ces engins sont destinés à la pêche dans des eaux closes (Martin, n° 140).

Si en matière de chasse il n'est pas permis de se servir des engins prohibés, même dans une propriété attenante à une habitation et clôturée de façon à empêcher complètement le passage de l'homme et du gibier à poil (loi 1^{er} mai 1924) c'est que le gibier est toujours considéré comme *res nullius* : il n'est en effet guère possible de l'immobiliser complètement, du moins le gibier à plume.

243. — Mise à sec d'un étang. — Le moyen le plus pratique de pêcher un étang est de le mettre à sec. Dans certaines régions on cultive le sol ainsi asséché avant de le remettre en eau (Journé, p. 103). Cette possibilité découle du droit de propriété sur les eaux.

244. — Cependant une loi du 21 juin 1898 dispose (art. 24) que le préfet peut interdire la vidange des étangs et autres amas d'eau non courantes dans les cas et dans les lieux où cette opération serait de nature à compromettre la salubrité publique.

Si le préfet exerçait son pouvoir dans un but autre que la salubrité publique, son arrêté pourrait faire l'objet d'un recours pour détournement de pouvoir.

245. — D'autre part des contestations peuvent s'élever à l'occasion de la vidange des étangs situés les uns au-dessous des autres. L'art. 167 de la coutume d'Orléans décidait :

« Quand des étangs sont unis en même ruisseau et cours d'eau, « si l'un d'eux est prêt à pêcher, ne pourra celui du dessus lever « la bonde du sien pendant que celui du dessous est en pêche, « laquelle il sera tenu de faire en toute diligence. »

En ce sens : Paris, 28 juillet 1814 (J. G. n° 239).

Faute de disposition actuelle, cette réglementation peut encore servir de guide aux tribunaux (Raux, p. 21).

Elle pourrait être appliquée spécialement aux enclos de la loi de 1923, dont la particularité est d'être établis sur un cours d'eau. Mais cette particularité oblige les propriétaires ou concessionnaires à respecter les principes généraux du Code civil. Or celui dont l'héritage est traversé par une eau courante peut en user à charge « de la rendre à la sortie de ses fonds à son cours ordinaire » (art. 641). En admettant que la mise à sec de l'enclos soit réalisable, il sera bien rare qu'elle ne trouble pas le cours naturel de l'eau. Les tribunaux devront résoudre les conflits « en conciliant l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété » (art. 645).

246. — *Transport et vente du poisson*¹. — Le droit de capturer en tout temps les poissons de toutes tailles serait chimérique si l'on n'avait pas celui de transporter le poisson.

La loi de 1829 permet formellement le colportage des poissons de dimensions non réglementaires (art. 30); la loi de 1865 (art. 5) et le décret de 1897 (art. 4), leur vente et leur transport en temps prohibé, lorsqu'ils proviennent d'un étang.

Pourtant le transporteur ou débitant doit être en mesure de prouver l'origine du poisson à défaut de quoi celui-ci est

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 4.

préssumé provenir de rivière (Cass., 13 juin 1833 et art. 4 décret 1897). Cette preuve, qui a pu longtemps être faite par tous moyens, est maintenant réglée quant à son mode par un décret du 5 juin 1926.

Le transporteur du poisson doit justifier à toute réquisition de son origine par la production d'une déclaration émanant du propriétaire ou de l'exploitant de l'étang, certifiée par le maire de la commune d'origine.

Ces déclarations sont établies sur des formules extraites de carnets à souche fournis par l'Administration. Les fraudes peuvent entraîner pour les propriétaires d'étang le refus de leur délivrer ces carnets pendant une durée, fixée par le préfet, qui ne peut excéder un an.

Ces attestations sont exigées pour le transport de tous poissons, écrevisses ou grenouilles qui n'ont pas les dimensions réglementaires ou dont la pêche est interdite.

Deuxième partie.

De la réglementation dans les eaux courantes.

Chapitre premier.

Caractères de la réglementation actuelle.

247. — Cette réglementation présente comme caractères d'être *générale* dans le domaine auquel elle s'applique, *uniforme* dans son principe et *double* quant aux mesures positives et négatives qu'elle édicte.

248. — *Généralité.* — La loi de 1829, article 23 déclare que :

« Nul ne pourra exercer le droit de pêche dans les fleuves et « rivières navigables ou flottables, les canaux, ruisseaux ou cours « d'eau quelconques, qu'en se conformant à ladite loi. »

La loi de 1865 et le décret de 1897 pris en exécution de cette loi, s'appliquent de même à tous les cours d'eau, depuis leur source (ruisseaux) jusqu'au point de cessation de la salure des eaux (loi de 1829, art. 3, § 2) (voir pour les sources et eaux souterraines n^{os} 83 et sq.).

Aux cours d'eau il faut assimiler toutes leurs dépendances (boires, fossés) et tous les amas d'eau, fussent-ils appelés étangs, traversés par eux ou en communication même non permanente avec eux, à moins que ces amas ne puissent

être considérés comme faisant partie juridiquement des étangs ou enclos, tels que nous avons cherché à les déterminer dans la première partie (n° 10 et sq.).

(Angers, 30 mai 1899, D. P. 1901.2.144. Crim., 29 nov. 1895. D. P. 96.1.109.

249. — *Uniformité.* — Une ordonnance royale du 15 novembre 1830 interdisait certains engins et déléguaît aux préfets le soin de régler les autres prescriptions. Il en résulta manque de cohésion, contradictions et fraudes. Pour ces motifs l'ordonnance fut abrogée en 1868.

Déjà pour remédier à cette disparité, la loi du 31 mai 1865 décidait (art. 4) que des décrets régleraient d'une manière *uniforme* pour la pêche fluviale et même pour la pêche maritime des poissons d'eau douce, les dimensions minima et les époques de fermeture de la pêche.

L'uniformité n'est pas absolue. Le décret de 1897 marque une certaine réaction contre la loi de 1865. Les préfets reçoivent des pouvoirs assez larges, pouvoirs il est vrai d'exception, d'ailleurs soumis par un décret du 21 mars 1913 à l'approbation des ministres compétents¹, la commission de la pêche fluviale entendue.

Quand aux maires, ils n'ont aucun pouvoir spécial en la matière; ils pourraient seulement, en vertu de leur pouvoir général de police, prendre des arrêtés pour assurer la sécurité des pêcheurs, ou réglementer le stationnement, ainsi à propos d'un concours de pêche.

250. — Les *rivières navigables* présentent aussi par rapport aux cours d'eau non navigables quelques particularités de réglementation étudiées plus loin (n° 305).

1. Ministre des Travaux publics pour les rivières navigables ou flottables canalisées, les canaux, les lacs, réservoirs et rigoles communiquant librement avec les canaux. Ministre de l'Agriculture pour les cours d'eau navigables et flottables non canalisés.

Ces particularités, faites en vue des adjudicataires de l'État, sont minimales.

Si l'uniformité n'est pas absolue, son principe reste intact. Ce principe est très attaqué par les auteurs modernes, comme incompatible avec la variété des faits dans un pays aussi vaste et divers que la France. Ainsi en ce qui concerne les dimensions minima, invariables pour chaque espèce, la même espèce de poisson atteint une taille différente selon le climat et selon l'importance du cours d'eau. Par exemple « deux truites d'une même ponte, d'une même taille, nourries de la même façon, placées l'une dans un petit bac, l'autre dans un bassin plus ample, différeront de taille après quelques mois, parfois après quelques semaines (D^r L. Roule, *Les Poissons*, T. I, p. 107).

Pour les époques de fermeture qui doivent coïncider avec le temps du frai, l'on fait remarquer que ce temps diffère selon le climat. En France, la différence entre les zones climatiques extrêmes serait d'un mois.

Enfin les engins de pêche changent de nom, de forme, d'emploi avec chaque région. C'est à ce point de vue que les pouvoirs des préfets sont actuellement les plus larges.

251. — Critiquant l'uniformité, Del Péré de Cardaillac préconise le système anglais : chaque rivière y forme un district de pêche spécial administré par un conseil des intéressés qui possède des droits étendus en matière de police (n° 216).

Mais M. Minville, secrétaire général du Syndicat central des pêcheurs à la ligne, fait remarquer que l'uniformité de réglementation sur tout le parcours d'une rivière n'est pas rationnelle, car des cours d'eau tels que la Loire, le Rhône traversent des régions climatiques, qui sont loin d'être identiques.

Il est probable que ces critiques de l'uniformité motiveront

de nouvelles dispositions qui seront insérées dans le texte du décret réformant celui de 1897¹.

252. — Dualité. — La réglementation de la pêche fluviale englobe deux séries de mesures : mesures négatives et mesures positives. Cette réglementation a en effet pour objet la conservation du poisson. Elle remplit cet objet soit en interdisant la capture du poisson dans certaines conditions : c'est le but des mesures négatives — soit en favorisant sa reproduction : c'est le but des mesures positives, d'ailleurs très secondaires.

Nous consacrerons un chapitre à chacune de ces deux séries de mesures.

. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 23.

Chapitre II.

Des mesures négatives ou de prohibition.

Observations générales.

253. — Caractère pénal. — Toutes les mesures négatives consistent en des prohibitions de pêcher. Elles présentent d'ailleurs un caractère pénal. Pour les faire respecter, on les a édictées sous peine d'amende et d'emprisonnement. Nous n'entrerons pas dans le détail des peines applicables, la loi n'ayant besoin d'aucune explication à ce point de vue.

Le caractère pénal de la réglementation négative a une conséquence importante : on n'a pas le droit d'étendre par analogie les cas prévus par cette réglementation à des cas non explicitement visés. « En cette matière, ce qui n'est pas défendu se trouve par cela même permis » énonce la Cour de cassation (8 août 1867. D. P. 68. 1. 43).

254. — Directives de la réglementation. — Quelles conceptions ont guidé le législateur ? Certes, son but est toujours de limiter le nombre de captures. Mais pourquoi tel genre de capture est-il prohibé plutôt que tel autre ?

Les mesures de prohibitions nous semblent se rattacher à deux idées principales : protéger 1° la reproduction ; 2° l'indépendance du poisson.

En outre une troisième idée, celle d'assurer la répartition des captures entre le plus grand nombre possible de pêcheurs, a inspiré certaines mesures restrictives qui varient en fonction de l'attribution du droit de pêche.

Des mesures accessoires complètent cette partie de la réglementation.

1. — Mesures relatives à la protection de la reproduction.

255. — La perpétuité du poisson est liée à sa reproduction. Cette reproduction a besoin d'être protégée. C'est le but de diverses prescriptions relatives à la taille, aux époques de pêche, aux lieux de pêche, aux engins.

a) *Taille des poissons pêchés.*

256. — Décret du 5 sept. 1897 (art. 8) :

« Les dimensions au-dessous desquelles les poissons et écrevisses ne peuvent être pêchés, même à la ligne flottante, et doivent être rejetés à l'eau sont déterminées comme il suit pour les diverses espèces :

1° Les saumons, 40 centimètres de longueur ;

2° Les anguilles, 25 centimètres de longueur ;

3° Les truites, ombres chevaliers ¹, ombres communs, carpes, brochets, barbeaux, brèmes, meuniers, aloses, perches, gardons, tanches, lottes, lamproies et lavarets, 14 centimètres de longueur ;

4° Les soles, plies et flets, 10 centimètres de longueur ;

5° Les écrevisses à pattes rouges, 8 centimètres de longueur ; celles à pattes blanches, 6 centimètres.

« La longueur des poissons ci-dessus mentionnés est mesurée de l'œil à la naissance de la queue ; celle de l'écrevisse de l'œil à l'extrémité de la queue déployée. »

257. — Les principes qui sont à la base de ces interdictions ont une valeur incontestable. Actuellement on y voit surtout un moyen de permettre aux différentes espèces d'atteindre avant d'être détruites, l'âge de la reproduction. Sous l'Ancien Régime, où cette mesure existait, le but en était plutôt économique : permettre à tout poisson d'atteindre une grosseur utile à la consommation.

1. L'ombre chevalier n'existe pas. On distingue l'omble chevalier, poisson lacustre, et l'ombre commun ou de rivière. Tous deux sont d'ailleurs des salmonidés.

258. — L'application est malheureusement délicate. D'une part la mensuration qui doit être effectuée de l'œil à la naissance de la queue du poisson prête à des difficultés de détermination et a toujours été critiquée¹. D'autre part le décret distingue entre les espèces, mais, semble-t-il, de façon insuffisante. Il entasse la plupart des poissons dans le § 3. Pourtant il y a de très grandes différences de croissance entre eux, par exemple entre un brochet et un gardon.

L'ordonnance de 1669 disposait :

« Les pêcheurs rejettent en rivière les truites, carpes, barbeaux, « brèmes et meuniers ayant moins de six pouces entre l'œil et la « queue, et les tanches, perches et gardons qui en auront moins « de cinq. »

Cet essai de différenciation n'a pas été repris. Il serait rationnel de déterminer scientifiquement pour chacune des espèces la taille moyenne à laquelle elle se reproduit, et de faire de cette taille un peu augmentée la taille minimum.

259. — Toutes les espèces non énumérées dans cet article peuvent être capturées et gardées, quelles que soient leurs dimensions. A la vérité ce sont soit des espèces spécialement nuisibles à leurs congénères (holu, poisson-chat), soit des espèces que leur petitesse met à l'abri de la plupart des engins. Il faut y ajouter les espèces hybrides (sans nom), mais non pas à notre avis celles que l'on est habitué à considérer comme variétés d'une autre espèce, tels que le rotengle ou gardon rouge, la truite arc-en-ciel².

260. — Les espèces protégées le sont jusque dans leurs alevins (n° 238). Par exception des arrêtés préfectoraux

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 8, le nouveau procédé de mensuration des poissons de l'extrémité du museau au milieu de l'échancrure de la nageoire caudale (extrémité du rayon médian).

2. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 8.

annuels peuvent permettre la pêche des civelles ou alevins d'anguilles de moins de 7 centimètres (décret 1 sept. 1914 modifiant l'art. 8). La pêche de l'anguille est l'objet d'un ensemble de règles d'exception. Ce poisson entre à l'état d'alevin dans nos cours d'eau et en repart à l'état adulte pour se reproduire en mer. On lui en fait grief : il vient, dit-on, s'engraisser au détriment de nos cours d'eau, et nous n'en profitons pas. On ajoute qu'il est carnassier et fait ample destruction de nos petits poissons, et d'œufs.

Mais s'il passe un certain temps en mer, c'est autant de nourriture économisée pour nos rivières. Quant à se nourrir d'œufs et d'alevins, il est reconnu que tous les poissons le font (Matout, p. 188). D'ailleurs l'anguille a une allure trop imprécise et une gueule trop petite pour attraper au passage les poissons bien vivants. Elle ne peut prendre que les poissons morts ou mourants. Elle joue donc un rôle utile de nettoyeur de rivières.

Quoi qu'il en soit, la pêche des civelles est un sûr moyen d'empêcher l'anguille de surabonder. En Loire-Inférieure par exemple, on en capture et on en expédie des wagons.

261. — Une question accessoire se greffe sur celle de la taille minimum : pour pêcher les poissons carnassiers à la ligne, on se sert généralement de petits poissons, dits « vifs ». Les Préfets peuvent déterminer les espèces avec lesquelles il est interdit d'appâter les hameçons, nasses, filets ou autres engins (art. 6 décret de 1897). A défaut d'arrêté, seuls seraient interdits les vifs des espèces protégées, de dimensions inférieures à celles exigées par le décret. Encore pourrait-on utiliser les individus provenant d'un étang, ou enclos, à condition d'avoir leur certificat d'origine (n° 246).

Si l'on prend un poisson de longueur prohibée, il faut le rejeter immédiatement (art. 8). Mais, dira-t-on, on le rejette pour qu'il survive. Si ce but ne peut plus être atteint, si le poisson n'a aucune chance de survivre, a-t-on le droit de le

garder? Non. Pour qu'on puisse le soutenir il faudrait que ce motif de la loi soit introduit dans le texte. Or, on ne l'y a pas introduit, avec raison d'ailleurs, car on aurait enlevé toute portée pratique à l'art. 8. Il suffirait en effet au pêcheur de tuer tout poisson qu'il voudrait conserver.

L'art. 8 s'applique à tous procédés ou engins de pêche « même à la ligne flottante » (n° 326)¹.

b) *Époques de pêche.*

262. — Elles sont ainsi réglées par l'article 1 du décret du 5 septembre 1897².

« Les époques pendant lesquelles la pêche est interdite en vue de protéger la reproduction sont fixées comme il suit :

« 1° Du 30 septembre exclusivement au 10 janvier inclusivement est interdite la pêche du saumon ;

« 2° Du 20 octobre exclusivement au 31 janvier inclusivement est interdite la pêche de la truite et de l'ombre chevalier ;

« 3° Du 15 novembre exclusivement au 31 décembre inclusivement est interdite la pêche du lavaret ;

« 4° Du lundi qui suit le 15 avril inclusivement au dimanche qui suit le 15 juin exclusivement est interdite la pêche de tous les autres poissons et de l'écrevisse. Si le lundi qui suit le 15 avril est un jour férié l'interdiction est retardée de vingt-quatre heures. »

263. — Les pouvoirs des préfets sont assez importants (art. 2).

« Ils peuvent, par des arrêtés rendus, après avoir pris l'avis des conseils généraux, soit pour tout le département, soit pour certaines parties du département, soit pour certains cours d'eau déterminés :

« 1° Interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre période, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger les espèces prédominantes. »

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 8.

2. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 1, 2 et 23.

Cette possibilité est très utile. Souvent sous prétexte de prendre d'autres poissons, on capturerait surtout ceux dont la pêche est interdite, et on se garderait bien de les rejeter. Par exemple beaucoup de ruisseaux ne sont peuplés que de vérons et de truites. Le préfet interdira la pêche du véron du 20 octobre au 31 janvier, comme celle de la truite.

« 2° Augmenter pour certains poissons désignés la durée
« desdites périodes, sous la condition que les périodes ainsi
« modifiées comprennent la totalité de l'intervalle de temps fixe
« par l'art. 1. »

Toutes les espèces réunies dans le § 4 ne fraient en effet pas en même temps. Si l'une des plus importantes fraie nettement après les autres, il sera utile de prolonger pour elle l'interdiction.

« 3° Excepter de la quatrième période la pêche de l'alose, de
« l'anguille et de la lamproie ainsi que des autres poissons vivant
« alternativement dans les eaux douces et les eaux salées. »

En ce qui concerne les espèces migratrices, il faut évidemment profiter de leur passage pour les capturer. Mais pour l'anguille qui séjourne des années dans nos eaux, cette faculté n'était pas nécessaire. Si le préfet autorise, afin de pêcher l'anguille, l'usage du cordeau ou de la bosselle, en temps prohibé, que d'autres poissons y seront pris et... soigneusement conservés!

« 4° Fixer une période d'interdiction pour la pêche à la grenouille. »

A défaut d'arrêté préfectoral, la grenouille peut être pêchée pendant toute l'année. C'est le seul point spécial de sa réglementation (n° 240).

ART. 3. — « Des publications seront faites dans les communes
« dix jours au moins avant le début de chaque période d'interdic-
« tion de la pêche pour rappeler les dates du commencement et de
« la fin de ces périodes. »

Leur omission empêcherait-elle le délit d'exister? La Cour de cassation a jugé que non sans quoi, contrairement à la loi du 31 mai 1865, qui a voulu uniformiser cette réglementation, « la police de la pêche serait exposée chaque année à changer non plus seulement comme autrefois de département à département, mais en outre de commune à commune, selon que l'autorité administrative ferait ou ne ferait pas les publications prescrites (Cass., 9 février 1871. D.P. 71.1.29).

264. — Le système français comprend en résumé des mesures obligatoires et d'autres facultatives de la part des préfets. Ces dernières ont surtout pour but de parer aux inconvénients de la trop grande uniformité dans la période de fermeture de la pêche pour les espèces ordinaires visées au § 4 de l'art. 1. Certaines législations fixent une période de fermeture spéciale pour chaque espèce — ainsi en Alsace-Lorraine (De Cardaillac, n° 458 note). En France on s'est contenté de déterminer pour les espèces autres que les salmonidés l'époque moyenne du frai. Cette méthode rend la fraude bien plus difficile, car tout acte de pêche est en principe interdit à cette époque.

265. — Pas plus qu'il n'a égard aux différences du temps de frai selon les *espèces*, le décret de 1897 ne tient compte de ces différences selon les *régions*. C'est le principal grief que lui font les adversaires de l'uniformité qui proposent une réglementation variant suivant l'espèce et la région.

Cette mesure aura le grand avantage de rendre plus efficace la protection du frai. Accessoirement elle fera disparaître l'anomalie suivante qui se présentait parfois par suite du manque de liaison entre les arrêtés préfectoraux : dans un cours d'eau limitant deux départements, telle pêche était licite sur une rive, délictueuse sur l'autre.

Par contre elle augmentera sérieusement le nombre des

captures dans les parties limitrophes de zones différenciés : en effet tous les pêcheurs à la ligne de ces régions iront pêcher dans la zone où la pêche est ouverte, et avec le développement actuel des transports ils viendront même d'assez loin. Pour eux la fermeture sera diminuée du temps de décalage qui existera entre les deux régions. Evidemment il restera interdit de transporter du poisson dans la région où la pêche est interdite. Mais étant donné le grand nombre des pêcheurs à la ligne, on ne pourra pas et on ne voudra pas appliquer cette prohibition. Accessoirement la tolérance présidant à la surveillance des transports facilitera le braconnage.

266. — Il reste à se demander pourquoi le législateur, et cela depuis Charles IV en 1326, interdit la pêche en période de frai.

Généralement on en donne le motif suivant : prendre un poisson plein d'œufs prêts à être pondus, ce n'est pas détruire un poisson, c'est en détruire sans profit des centaines. Or ce motif ne vaut rien : si vous prenez ce même poisson deux mois plus tôt alors qu'il n'a pas d'œuf, vous n'en détruisez pas moins tout espoir de reproduction de la part de cet animal. Ce qui importe c'est le nombre final des reproducteurs.

Cependant une période de fermeture présentera toujours l'intérêt suivant : c'est de diminuer le nombre des poissons capturés et par conséquent de laisser plus grand le total des reproducteurs.

Il reste un motif de fixer la fermeture de la pêche pendant le temps du frai : à cette époque les poissons sont beaucoup moins craintifs ; de plus, afin de favoriser l'éclosion des œufs par la chaleur solaire, ils sont amenés à se hasarder dans des endroits où l'eau est peu profonde et où ils sont plus faciles à prendre aux engins.

Dans le même but, la saison de la reproduction étant

généralement celle des hautes eaux, les poissons se répandent sur les terrains inondés, où les droits du propriétaire paraissent excessifs (n^{os} 370 et sq.).

Même s'ils échappent, la ponte et la fécondation souffriront de ce qu'ils sont pourchassés. Les œufs enfin seront en partie détruits par les engins et filets ainsi que par le passage des bateaux de pêche.

Ces motifs d'interdiction de la pêche en période de frai perdraient toute valeur si le droit de pêche était réduit à l'emploi de la ligne (n^o 325).

c) *Le lieu de pêche.*

267. — Les réserves. — Ces réserves sont une création de la loi du 31 mai 1865. Ce sont des portions de cours d'eau, où la reproduction est protégée de façon bien plus complète qu'elle ne le serait par la loi de 1829. En effet, dit la loi « la pêche des diverses espèces de poissons y sera absolument interdite pendant l'année entière » (art. 1).

Ainsi la loi indique très nettement :

1^o Que l'interdiction s'applique à toutes les espèces de poissons, alors que le projet primitif ne s'occupait que de la truite et du saumon;

2^o Que toutes les pêches sont interdites. Il en est ainsi particulièrement de la pêche à la ligne flottante, contrairement à l'opinion du rapporteur de la loi (Cass., 5 mars 1870, D. P. 70. 1. 438).

« Cette interdiction ne pourra être prononcée pour une période « de plus de cinq ans. Cette interdiction pourra être renouvelée » (art. 2, loi du 31 mai 1865).

268. — Détermination. — Elle est faite par « des décrets rendus en Conseil d'État, après avis des conseils généraux de département ».

Les réserves sont créées aussi bien là où le droit de pêche appartient aux riverains que là où il appartient à l'État. La

loi ne distingue pas. Cependant on ne peut créer de réserves dans les étangs et enclos assimilés. Un décret créant une réserve dans ces dernières eaux serait annulable pour excès de pouvoir (Cons. d'État, 29 nov. 1872, D. P. 74. 3. 43).

« Les indemnités auxquelles auront droit les propriétaires riverains qui seront privés du droit de pêche seront réglées par le conseil de préfecture après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807 » (art. 3, loi 1865).

269. — *Mesure accessoire.* — Les décrets rendus en application de cette loi portent comme clause de style :

« Pendant les périodes d'interdiction de la pêche, fixées conformément à l'article 26 de la loi du 15 avril 1829 et à l'article 4 de la loi du 31 mai 1865, il est interdit de laisser vaguer les oies, canards, les cygnes et autres animaux aquatiques susceptibles de détruire le frai du poisson sur les cours d'eau et canaux dans l'étendue des réserves affectées à la reproduction. »

En dehors des périodes d'interdiction, on peut laisser vaguer les animaux aquatiques désignés dans les réserves. C'est regrettable car les poissons se développent lentement, et c'est lorsqu'ils sont petits qu'ils sont recherchés par les canards bien plus qu'à l'état d'œufs.

Remarque. — Dans toutes les autres parties des cours d'eau, on peut laisser vaguer en tout temps les animaux domestiques. Ces indésirables ne respectent pourtant guère les dimensions minima des poissons (n° 78).

270. — *Publicité.* — « Chaque année, au mois de janvier des publications seront faites dans les communes en vue de rappeler les emplacements réservés. »

En outre, même si « les réserves ne font pas partie des lots mis en adjudication », les fermiers n'en sont pas moins « tenus de poser et d'entretenir aux deux extrémités des poteaux indiquant la défense de pêcher (Extrait du Cahier des charges).

L'absence de poteaux n'empêcherait certainement pas le

fait d'y pêcher d'être délictueux pour un pêcheur à la ligne quelconque : il ne pourrait se prévaloir du non accomplissement de la clause du Cahier des charges, étant un tiers par rapport au contrat d'adjudication.

Par contre l'absence de publications, à notre avis, supprimerait le délit, contrairement à ce qui est admis pour les périodes de fermeture de la pêche (n° 263). Alors que ces périodes de fermeture sont obligatoires et leurs dates fixes, la création de réserves est facultative et leur choix libre et susceptible de varier.

271. — Ces réserves sont un excellent moyen de conservation. Elles remédient en partie à l'absence de protection des frayères naturelles que sont les plantes et herbes aquatiques. En Helvétie il est interdit de placer les filets en contact avec la flore aquatique; au Portugal d'arracher cette dernière (de Cardaillac n°s 518-519).

Rien de tel en France (v. cependant n° 299, 4^e règle). Mais les réserves sont généralement choisies dans les bras morts qui constituent d'excellentes frayères naturelles. Encore faut-il que le poisson puisse y entrer et en sortir. Aussi le Cahier des charges des adjudications précise que l'Administration assurera, autant que possible, une communication libre en tout temps entre les bras des rivières affermés et ceux affectés aux réserves. Cet état les distingue naturellement des « enclos » de la loi du 18 juin 1923 où la communication avec un cours d'eau n'est jamais qu'accidentelle, ce qui permet que le poisson y soit approprié. Au contraire le poisson des réserves, protégé dans l'intérêt de la collectivité, doit demeurer *res nullius* et physiquement libre¹.

L'Administration tend de plus en plus à diriger dans les réserves la reproduction des espèces. Ainsi, selon un décret du 31 mai 1934, les préfets peuvent autoriser les conserva-

1. Le projet de réforme prévoit l'établissement de réserves de courte durée ne dépassant pas 150 jours. Voir *Annexé. Projet de réforme, art. 4.*

teurs des eaux et forêts à faire pratiquer sur les emplacements des réserves en tout temps des pêches extraordinaires avec tous engins à l'effet d'enrayer la pullulation des espèces de poissons qui seraient reconnues nuisibles (n° 367).

d) *Engins de pêche.*

272. — L'art. 9 du décret du 5 septembre 1897 déclare :

« Les mailles des filets mesurées de chaque côté, après leur séjour dans l'eau, et l'espacement des verges, lires, nasses et autres engins employés à la pêche des poissons doivent avoir les dimensions suivantes :

- « 1° Pour les saumons, 40 millimètres au moins ;
- « 2° Pour les grandes espèces autres que le saumon et pour l'écrevisse, 27 millimètres au moins ;
- « 3° Pour les petites espèces, telles que goujons, loches, vérons, ablettes et autres, 10 millimètres ;
- « La mesure des mailles et l'espacement des verges sont pris avec une tolérance d'un dixième. »

Ces largeurs de mailles sont exigées, comme le minimum de taille, pour laisser s'échapper les poissons n'ayant pas l'âge adulte, d'ailleurs sans intérêt alimentaire. Il est donc normal que leurs dimensions varient avec l'espèce de poisson pêchée.

Nous pensons en outre que par petites espèces, il faut entendre celles pour lesquelles on n'exige pas de taille minimum au-dessous de laquelle elles doivent être rejetées (*sic* Martin, n° 507. Paris, 13 juillet 1871. S. 71. 2. 204).

273. — On n'a pas le droit de pêcher du poisson d'une espèce avec les filets permis pour une espèce inférieure, ni même de le conserver si sa capture était involontaire.

Par contre on aurait le droit de conserver un poisson de grande espèce pris dans un filet à saumon, le décret exigeant que les filets pour ces grandes espèces aient 27 millimètres au moins. Mais pour les petites espèces, l'engin employé

doit avoir 10 millimètres ni plus, ni moins (Cass., 14 mars 1862. S. 62. 1. 843). Les poissons visés au 3° pris dans un filet de dimensions supérieures à 10 millimètres ne doivent pas être gardés.

274. — La fraude est aisée. Pour en faciliter la constatation, le décret interdit d'employer simultanément à la pêche des engins de catégorie différente (art. 9). Non seulement on ne doit pas mettre à l'eau en même temps des filets, par exemple, à mailles différentes, mais non plus en user successivement dans une même opération de pêche; dès lors le pêcheur dans le bateau duquel ont été trouvés des filets de dimensions différentes, ayant tous servi pendant une même action de pêche, et des poissons de catégories diverses commet une contravention à l'art. 9 (Riom, 13 novembre 1895, D. P. 96. 2. 169).

Il en serait autrement, si les filets de catégories différentes transportés dans le bateau n'avaient pas encore servi.

275. — La vérification des mailles est faite, avec tolérance d'un dixième, lorsque les engins sont mouillés, au moyen d'un instrument en forme de pyramide quadrangulaire introduit successivement dans plusieurs mailles prises au hasard (décret 26 août 1865).

276. — *Les préfets* peuvent :

Soit « réduire les dimensions des mailles des filets et l'espace-ment des verges des engins employés uniquement à la pêche de l'anguille, de la lamproie et de l'écrevisse. Les filets et engins à mailles ainsi réduites ne peuvent être employés que dans les emplacements déterminés par les arrêtés. »

Soit « déterminer les emplacements limités en dehors desquels l'usage des filets à mailles de 10 millimètres n'est pas permis. » (art. 11.)

277. — De l'obligation que les filets et autres engins aient

un certain espacement, on a conclu que devaient être prohibés les engins ne présentant aucun maillage : ainsi la bouteille à fond ouvert et goulot fermé (Lyon 8 novembre 1869. S. 71. 2. 203). Il ne s'agit évidemment que des engins qui capturent le gibier de pêche par enveloppement¹.

II. — Mesures prises pour assurer l'indépendance naturelle du poisson.

278. — Les prohibitions qui ne sont pas inspirées par le souci de protéger la reproduction, le sont, nous semble-t-il, par celui d'assurer l'indépendance du poisson. Le but du législateur est bien de diminuer la destruction du poisson, mais il y tend en cherchant, plus ou moins consciemment, à faire respecter l'indépendance naturelle du poisson résultant de sa mobilité, qui l'a fait considérer de tout temps comme « *res nullius* » (n° 59).

Del Péré de Cardaillac arrive à la même constatation dans son étude comparée de nombreuses législations. Les modes de pêche et engins prohibés seraient, d'une manière générale, ceux qui enlèvent au gibier de pêche toute possibilité de fuir ou de se soustraire au danger (n°s 387 et 415).

En vertu de cette idée le législateur est amené à prohiber la pêche soit au cas de diminution notable ou de resserrement du volume des eaux, qui constituent l'habitat de la gente aquatique ; soit par l'usage de certains procédés qui mettent ou trouvent le poisson en état d'infériorité à la suite de la perte de ses facultés naturelles. Il édicte même des mesure empreintes d'un certain « *fair play* ».

a) *Condition des eaux.*

279. — Le décret du 5 septembre 1897 déclare dans son art. 17 :

1. Voir *Annexe : Projet de réforme*, art. 9, 10 et 11.

« Il est interdit de pêcher dans les parties des rivières, « canaux ou cours d'eau dont le niveau serait accidentellement « abaissé, soit pour y opérer des curages ou travaux quelconques, soit par suite du chômage des usines ou de la navigation. »

Dans ces eaux, leur faible volume permettrait une grande destruction des poissons, au surplus affolés et ne trouvant plus leurs refuges habituels.

Aussi l'interdiction doit-elle persister après la cessation des travaux ou du chômage tant que le cours d'eau ou canal n'aura pas retrouvé un niveau normal (Cass., 21 mars 1895. S. 95. 1. 479).

280. — Il semble qu'on pourrait étendre cet article au cas où un riverain voudrait mettre à sec un petit cours d'eau ou bief pour en capturer le poisson. C'est là un procédé anormal qui empêche la fuite du poisson au mépris de son caractère de res nullius et prive les autres riverains des avantages de sa mobilité. Ce procédé nécessite certaines manœuvres que les termes « travaux quelconques » employés par l'article 17 sont susceptibles d'englober. D'autre part, il troublerait probablement le cours ordinaire de l'eau que le Code civil oblige à respecter (art 644).

281. — On remarquera que l'art. 17 ne saurait être étendu au cas d'abaissement naturel du niveau (Raux p. 100). Cette extension, d'ailleurs fort désirable, ne pourrait être réalisée que par mesure réglementaire.

282. — Par exception en cas de vidange du bief, les préfets peuvent, sur la proposition de l'Administration intéressée, autoriser les fermiers ou les propriétaires du droit de pêche à se servir exceptionnellement d'engins n'ayant pas les dimensions réglementaires pour s'emparer du poisson menacé de périr (art. 18).

b) *Lieu de pêche.*

283. — *Écluses et barrages*¹. — D'après l'art. 15 du décret 5 septembre 1797, il est interdit :

« 1° D'accoler aux écluses, barrages, chutes naturelles, pertuis, « vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, des nasses. « paniers et filets à demeure. »

« 2° De pêcher, avec tout autre engin que la ligne flottante « tenue à la main, dans l'intérieur des écluses, barrages, pertuis, « vannages, coursiers d'usines, passages ou échelles à poissons, « ainsi qu'à une distance de 30 mètres en amont et en aval des « ouvrages. »

A première vue le paragraphe 1^{er} semble inutile, et englobé par le 2° qui est très général. En réalité dans le paragraphe 1^{er} se trouve en plus les mots « chutes naturelles ». Le motif de cette interdiction est que dans ces endroits les poissons perdent une grande partie de leurs chances d'échapper aux engins, qu'ils se trouvent à l'intérieur de ces ouvrages ou qu'ils soient obligés de suivre des passages resserrés. L'interdiction est absolue. La Cour de cassation a jugé qu'elle s'applique même si le propriétaire du droit de pêche est possesseur de l'ouvrage (Cass., 4 août 1871. S. 72. 1. 200) (échelles v. n° 298).

c) *Modes de pêche interdits.*

Les modes prohibés le sont parce qu'ils enlèvent tout moyen de fuite au poisson ou du moins rendent sa fuite difficile.

284. — 1° Trois d'entre eux agissent par *modification du milieu* : drogues, explosifs, eau troublée.

285. — *Drogues.* — L'art. 25 de la loi de 1829 interdit de jeter drogues ou appâts de nature à enivrer ou à détruire le

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 16, § 1 et 2.

poisson. Le jet *d'appâts* a pour but non de tuer le poisson mais de l'attirer; au contraire celui de *drogues* rend le poisson qui se trouve sur place incapable de fuir. Les braconniers font souvent usage de toxiques en effet. L'ordonnance de 1669 mentionnait « chaux, noix vomique, coque du Levant, momie ». Il appartient au juge correctionnel de décider si telle substance est effectivement nocive, puisque la loi de 1829 n'en fait aucune énumération. (Cass., 19 mai 1837. J. G. 113.)

Cet article 25 placé dans un titre intitulé « conservation et police de la pêche », faisant partie d'une loi « relative à la pêche fluviale » n'a évidemment voulu viser que des actes de pêche. Or la jurisprudence l'a étendu indûment mais fort heureusement, au déversement de résidus industriels. Par conséquent, en généralisant l'idée de la jurisprudence, on peut dire que toute personne qui a jeté ou laissé couler des drogues nocives, pour quelque raison que ce soit, encourt les peines prévues par l'art. 25.

Il faut, du reste, que cette personne ait agi volontairement et connu les propriétés nuisibles des drogues. (Cass., 27 janvier 1859. S. 59.1.364.)

286. — Explosifs. — Les substances explosives sont d'un emploi interdit, notamment la dynamite. Ces substances dangereuses qui détruisent les poissons de toutes dimensions, très employées pendant et après la guerre de 1914, ont été prohibées à plusieurs reprises (décret 5 nov. 1891, loi 18 nov. 1898; décret 1897, art. 15).

287 — Eau troublée. — L'article 15 décret 1897 interdit de troubler l'eau. L'eau troublée rend le poisson moins méfiant ou le gêne dans sa fuite. Ce procédé est cependant classique pour attirer le goujon. (Nancy, 27 juil. 1901; Raux, p. 233.)

Il n'est par contre pas interdit de pêcher en eau trouble, ni par conséquent en temps de crue.

288. — 2° Deux autres procédés de pêche sont interdits parce qu'ils s'attaquent au gibier de pêche dans ses refuges habituels : pêche à la main, fouilles au moyen de perches.

289. — *Pêche à la main* (décret 1897, art. 15). — Elle permet sous prétexte de natation, de capturer les poissons dans leurs abris ordinaires : pierres, racines, chaves ou sous-berges. Elle a toutefois l'avantage de s'adresser principalement aux gros poissons.

290. — *Fouilles au moyen de perches* et autres instruments sous les racines ou autres retraites fréquentées par le poisson (décret 1897, art. 15). A vrai dire de tout temps, les pêcheurs aux filets ont employé ce procédé pour obliger le poisson à se mailler. La tolérance est générale. Elle n'enlève pourtant pas à ces actes leur caractère délictueux (Pau, 2 mai 1933. Communiqué par M. le Secrétaire de la Société de Pêche de Mimizan).

On ne devrait pas assimiler à ce procédé celui de battre l'eau avec perches ou chaînes, à condition que ce soit sans la troubler et en dehors des herbes et racines.

d) *Engins de pêche interdits.*

Les prohibitions concernent les barrages, certains usages des filets, et certains engins de chasse.

291. — 1° *Barrages et appareils similaires.* — L'art. 24 de la loi 1829 interdit tout :

« Barrage ou établissement de pêcherie ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. »

292. — *Barrages de pêche.* — La loi de 1829 ne vise très certainement que les appareils « ayant pour objet » d'empêcher le passage du poisson. Ces appareils privent les riverains supérieurs des avantages de la remonte du poisson,

général celui-ci pour frayer et, comme son instinct le pousse à remonter, l'obligeant à emprunter les issues garnies de pièges pratiquées en vue de la pêche dans le barrage.

Aussi ces appareils et établissements de pêche doivent-ils être saisis et détruits (art. 24).

Peu importe que le barrage soit intermittent, composé par exemple de claies, fascines, ou verveux réunis. (Cass., 23 mars 1876, S. 76 1.335.) Le seul fait de l'avoir un instant établi constitue le délit prévu. (Bordeaux, 4 mars 1852, D. P. 56.5.326.)

293. — Un tel barrage ne serait pas plus licite à l'intérieur d'une propriété close. Dans une telle propriété, on aurait par contre le droit d'établir une dérivation artificielle et en la clôturant à chaque extrémité d'une grille dormante empêchant le passage du poisson de former un vivier assimilable aux étangs (voir n° 16). Les grilles posées à chaque extrémité de la dérivation, empêchant en effet le poisson de s'y engager, interdiraient de l'assimiler à un bras du cours d'eau (n° 29).

Il serait de même licite de grillager une source à la sortie de l'héritage où elle naît (Martin, n° 98), le poisson n'ayant pas besoin de remonter au delà.

Du reste tout riverain peut établir une prise d'eau. Mais si l'autorisation administrative est nécessaire pour l'établissement des dérivations ou prises d'eau (art. 11 et 35, loi du 8 avril 1898), il ne semble pas qu'elle le soit pour l'établissement de la grille dormante. Si cette dérivation était clôturée non au moyen d'une grille dormante, mais d'appareils quelconques mobiles, ces appareils constitueraient le barrage de pêche interdit. Même solution, si la grille dormante retenait les gros poissons mais non les petits (Lyon, 14 nov. 1864, Raux, p. 28).

294. — Le décret de 1897, art. 14, interdit de son côté

« d'établir des appareils ayant pour objet de rassembler le poisson dans des noues, boires, fossés ou mares ». Il s'agit ici de dépendances non plus artificielles, mais naturelles des cours d'eau que l'autorité administrative ne pourrait permettre de transformer en étang privé ¹ (n° 19). Les appareils prévus par l'art. 14 du décret de 1897, interdisant toute fuite au poisson, auraient pour résultat pratique de faire traiter en poisson d'étang un gibier *res nullius*.

295. — Si un cours d'eau est divisé en plusieurs bras, un barrage établi sur un seul bras, alors que les autres restent libres, n'en serait pas moins prohibé (Cass., 20 déc. 1851, Martin n° 100).

296. — *Les barrages partiels* ne sont pas prohibés par l'art. 24 de la loi de 1829. Cependant si le passage laissé libre était obstrué par des herbes et des roseaux d'un côté, si de l'autre à raison du faible volume d'eau et des manœuvres employées pour repousser le poisson, sa libre circulation était aussi empêchée, il y aurait barrage prohibé (Nancy, 17 avr. 1839, J. G. 107). D'ailleurs l'art. 15 du décret de 1897 interdit tout appareil ayant pour objet de contraindre le poisson à passer par une issue garnie de pièges, sans mentionner qu'il doit barrer complètement le cours d'eau.

Enfin un décret du 21 mars 1913 précise qu'en aucun cas,

« Les filets fixes ou mobiles et engins de toute nature, quelles que soient leurs dimensions ne peuvent occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée des cours d'eau.

« La largeur mouillée est calculée, suivant la ligne superficielle des eaux, au niveau de la mi-marée moyenne pour les cours d'eau soumis à l'action de la marée, et au niveau des eaux moyennes pour les autres cours d'eau.

« Les arrêtés annuels des préfets indiquent pour chaque

1. Mais elle pourrait autoriser leur transformation en enclos (n° 23).

« emplacement de pêche, la largeur mouillée ainsi déterminée,
« ainsi que la longueur des filets correspondant à cette largeur
« mouillée. »

297. — Barrages industriels. — Ils ne sont pas prohibés par les lois et décrets sur la pêche. Mais si à ces barrages étaient accessoirement réunies des pêcheries, celles-ci tomberaient sous le coup de l'art. 24 de la loi de 1829 (Cass. 14 déc. 1837, D. P. 38. 1. 127) et devraient être détruites sans qu'il soit touché aux travaux qui constituent le barrage industriel. Actuellement ces pêcheries tomberaient aussi sous le coup de l'art. 15 n^{os} 1-2 du décret de 1897.

298. — D'un autre côté les barrages industriels interceptent complètement le passage du poisson. Pour permettre aux poissons de remonter, notamment aux migrateurs qui fraient dans les petites rivières, la loi du 31 mai 1863, art. 1 déclare :

« Des décrets rendus en Conseil d'Etat, après avis des conseils
« généraux, détermineront :

« 2° Les parties des fleuves, rivières, canaux et cours d'eau dans
« les barrages desquels il pourra être établi, après enquête, un
« passage appelé échelle, destiné à assurer la libre circulation du
« poisson.

« Les indemnités auxquelles pourra donner droit l'établissement
« d'échelles dans les barrages existants seront réglés par le
« conseil de préfecture, après expertise conformément à la loi du
« 16 septembre 1807 » (art. 3).

Dans les barrages existant lors de la promulgation de la loi, une échelle ne pouvait être créée qu'à une double condition : 1° Décret de classement du cours d'eau ; 2° Indemnité.

Ces deux conditions ne sont pas nécessaires pour créer une échelle dans les barrages industriels nouveaux (v. Raux p. 175).

Si l'échelle était obstruée au moment de la remonte des

poissons migrateurs, le riverain ou l'adjudicataire d'amont pourraient réclamer une indemnité le premier à l'usinier, le second à l'État pour ne pas avoir continué à obliger le propriétaire de l'échelle à laisser le passage libre, comme il l'avait toujours fait (Pau 25 nov. 1901. Mersey et Tisserand n° 425).

Rappelons qu'il est interdit de pêcher à l'intérieur des écluses, barrages, vannages, coursiers d'usine ou échelles à poissons ainsi qu'à une distance de 30 mètres de ces ouvrages (n° 283).

299. — 2° Usages des filets. — Le décret du 5 sept. 1897 formule plusieurs règles concernant l'emploi des filets pour assurer une certaine indépendance au poisson.

1^{re} règle. — Largeur (art. 11 modifié par décr. du 21 mars 1913) :

« La longueur des filets fixes ou mobiles mesurés à terre, les filets développés en ligne droite, ne peut excéder les deux tiers de la largeur mouillée du cours d'eau dans les emplacements où on les emploie.

« Toutefois les préfets peuvent, sur la proposition des ingénieurs ou des fonctionnaires des Eaux et Forêts et après avis des conseils généraux, autoriser sur des emplacements déterminés, l'emploi de filets mobiles dont la longueur mesurée comme ci-dessus atteindrait les $\frac{3}{4}$ de la largeur mouillée du cours d'eau. »

Cette largeur, déterminée par le préfet, est « calculée suivant la ligne superficielle des eaux au niveau de la mi-marée moyenne pour les cours d'eau soumis à l'action de la marée et au niveau des eaux moyennes pour les autres cours d'eau ».

2° règle. — Espacement (art. 11) :

« Plusieurs filets ou engins ne peuvent être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées qu'à une distance au moins triple de leur développement.

« Lorsqu'un ou plusieurs engins employés sont en partie fixe et
 « en partie mobile, les distances entre les parties fixées à demeure,
 « sur la même rive ou sur les rives opposées, doivent être au moins
 « triples du développement total des parties fixes et mobiles,
 « mesurées bout à bout. »

3^e règle. — Filets fixes (art. 12) :

« Les filets fixes employés à la pêche doivent être retirés de
 « l'eau et déposés à terre pendant trente-six heures de chaque
 « semaine, du samedi à 6 heures du soir au lundi à 6 heures du
 « matin. »

Cette disposition empruntée à la législation anglaise « n'a
 « d'autre but que de donner au malheureux poisson une
 « sorte de trêve de Dieu » (Pêche Moderne, p. 488).

Ces filets fixes sont souvent attachés au fond de la rivière ou à ses bords, par des pieux et charpentes établis à demeure. Ces installations fixes, libres dans les eaux non navigables, doivent être autorisées par l'ingénieur en chef ou le préfet si leur durée doit être inférieure à deux ans, au-delà par le ministre des Travaux Publics, dans les eaux navigables (loi du 8 avril 1898, art. 42-43 modifiés par décret du 1^{er} octobre 1926).

4^e règle. — Filets traînants (art. 13) :

« Sont prohibés tous les filets traînants, à l'exception du petit
 « épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme. »

Tel est le filet traînant dit fouloire (Rouen 26 déc. 1883, D. P. 84. 5. 379).

En réalité il n'y a guère de filet qui soit inévitablement traînant. Par contre beaucoup de filets permis peuvent être employés de cette manière. Or c'est le fait de traîner le filet qui est interdit. Aussi l'art. 13 répute-t-il traînants.

« Tous les filets coulés à fond au moyen de poids et promenés
 « sous l'action d'une force quelconque. »

En conséquence, la jurisprudence répute traînants ou

non certains filets tels que la senne, la trouble, selon l'usage qui en est fait (Martin n° 521).

Cet usage des filets, qui permet difficilement au poisson de fuir, a en outre l'inconvénient d'abîmer les frayères naturelles.

L'art. 13 ajoute :

« Toutefois des arrêtés préfectoraux rendus après avis des
« conseils généraux peuvent autoriser à titre exceptionnel,
« l'emploi de certains filets trainants à mailles de 40 millimètres
« au moins pour la pêche d'espèces spécifiées dans les parties
« profondes des lacs, des réservoirs de canaux et des fleuves et
« rivières navigables.

« Ces arrêtés désignent spécialement les parties considérées
« comme profondes dans les lacs, réservoirs de canaux, fleuves et
« rivières navigables. Ils indiquent aussi les noms locaux des filets
« autorisés et les heures auxquelles leur manœuvre est permise. »

300. — 3° *Engins de chasse.* — Est prohibé l'emploi :

1° De *lacets ou collets* (art. 13, décret 1897), qui sont des engins de chasse d'ailleurs interdits;

2° Des *armes à feu* (décrets 5 nov. 1891, art. 1; 5 sept. 1897 art. 15).

Pourtant ces engins ne font pas une destruction de petits poissons, mais uniquement de gros. Pourquoi sont-ils prohibés?

Peut-être faut-il voir là un certain fair play. Le pêcheur doit lutter avec le poisson non à armes égales, du moins avec des armes spécialement adaptées à ce genre de gibier. Les engins de chasse ne sont pas des engins de pêche.

C'est pourquoi les armes à feu sont assimilées dans les deux décrets, aux explosifs. Elles ne respectent pas plus les possibilités de fuite du poisson, et ne parviennent pas plus à le capturer directement.

Remarquons qu'inversement les engins de pêche seraient prohibés pour la chasse (loi du 3 mai 1844, art. 9). Ainsi en serait-il de tous engins de pêche disposés dans un but

évident de prendre du gibier, même d'eau, par exemple une ligne amorcée avec des vifs posés sur les nénuphars de façon à tenter poules d'eau ou canards sauvages.

Appendice.

301. — Des engins autorisés. Pouvoirs des préfets. — Tout engin ou mode de pêche qui n'est pas explicitement prohibé par les lois ou décrets sur la pêche est par là même autorisé. Tel sont le lance-pierre, l'arbalète, la foïne, la pêche en période de glace. Il nous semblerait utile que le législateur prohibe de façon générale tout engin ou procédé de destruction du poisson qui, n'aboutissant pas directement à sa capture, comme le lance-pierre, l'arc, ne peuvent être considérés véritablement comme engins ou procédés de pêche, et qui souvent ont pour résultat de tuer du poisson qui ne peut même pas être capturé et consommé¹.

302. — Mais pour connaître les engins prohibés dans tel ou tel département, il faut encore consulter les arrêtés préfectoraux.

En effet (décret du 5 septembre 1897, art. 16) :

« Les préfets peuvent, après avoir pris l'avis des conseils généraux interdire en outre, par des arrêtés spéciaux, d'autres engins, procédés ou modes de pêche de nature à nuire au repeuplement des cours d'eau. »

Quels sont les limites des pouvoir préfectoraux? Le Conseil d'Etat décide que le préfet peut réglementer l'usage de tous engins et même les soumettre à autorisation préalable (29 mai 1903, D. P. 04. 3. 990).

Par contre un tribunal déclare que le préfet ne peut interdire les engins autorisés par les lois et décrets (trib. Agen, 28 juin 1881, D. P. 83. 3. 72). Cette décision est contestable, car les lois et décrets relatifs à la pêche fluviale ne

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 16, § 3, 4 et 5.

procèdent pas par voie d'autorisation, mais d'interdiction ; sont donc autorisés tous engins non interdits. Alors qu'entend par engins autorisés par les lois et décrets le tribunal d'Agen ? Il n'existe qu'un engin pour lequel la loi procède par voie d'autorisation : c'est la ligne flottante permise à tout individu dans les eaux mentionnées à l'article 1 de la loi de 1829 (v. n° 308). Un préfet n'aurait pas compétence pour supprimer l'emploi de la ligne flottante.

Ceci mis à part, le décret de 1897 dans son article 16 ne fixe de limite aux pouvoirs du préfet que dans leur but. Il faut vraiment que les engins interdits soient de nature à nuire au repeuplement des rivières, sans quoi l'arrêté nous semblerait annulable pour excès de pouvoir.

Ces arrêtés sont d'autre part soumis à l'avis de la commission de la pêche fluviale et à l'approbation du ministre compétent (n° 249, note¹).

III. — Mesures prévues pour assurer une équitable répartition des captures.

303. — Le gibier de pêche n'est pas en quantité illimitée. C'est pourquoi il est nécessaire de restreindre l'usage des engins de pêche non prohibés (n° 335) afin de répartir le plus équitablement possible la capture des poissons.

Ce principe n'offre d'intérêt que lorsque le droit de pêche est accessible concurremment à un grand nombre de personnes. Il entraîne, par conséquent, des conséquences variables suivant les eaux où l'on pêche.

A. — EAUX OU LE DROIT DE PÊCHE APPARTIENT AUX SEULS RIVERAINS

304. — Dans ce cas, il n'existe aucune raison sociale de limiter pour ces riverains dont le nombre est restreint

1. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 17.

l'emploi des engins de pêche, dès lors que par ailleurs ils se conforment aux règlements qui assurent la conservation et la libre circulation du poisson.

Toutefois, ces riverains donnent des permissions de pêche, soit tacites et générales, soit à titre particulier et ordinairement onéreux (n° 110). Ils ne sont donc pas seuls à pêcher. Mais la répartition des droits entre pêcheurs se fait, non aux moyens de lois, décrets ou arrêtés préfectoraux, mais à l'occasion des permissions, c'est-à-dire au moyen de contrats, qui le plus souvent restreignent les droits des permissionnaires à celui de pêcher à la ligne flottante tenue à la main.

B. — EAUX NAVIGABLES OU LE DROIT DE PÊCHE APPARTIENT A L'ÉTAT

305. — C'est ici que la réglementation de l'usage des engins de pêche autorisés prend toute son importance par suite de la pluralité des titulaires du droit de pêche.

L'État n'exerce pas son droit lui-même. Il le loue à différentes personnes entre qui il est déjà nécessaire de faire une répartition de l'usage des engins de pêche.

D'autre part, dans ces mêmes eaux, l'article 5 de la loi de 1829 permet de pêcher à tout individu. Cette faculté a dû être bornée à l'emploi de la ligne flottante tenue à la main.

Rappelons d'abord les *quelques particularités* par quoi la réglementation de la pêche en ces eaux se différencie de celle des eaux où le droit de pêche appartient aux riverains.

1° *Pouvoir préfectoral* réduit aux eaux navigables dans deux cas : pêche du saumon ou de l'aloise avant le lever ou après le coucher du soleil (n° 331), emploi de filets traînants (n° 299).

2° *Ouverture des boutiques à poisson* (n° 332).

3° *Mariniers* (nos 335-336).

4° Toutes ces particularités sont faites en vue des adjudi-

cations de l'État. Mais la caractéristique essentielle est la *répartition de l'usage des engins* entre les différentes personnes qui exercent le droit de pêche (ayants cause divers jouissant de l'exploitation du droit de pêche de l'État et pêcheur de la ligne banal).

Les adjudicataires, cofermiers et porteurs de licences, les permissionnaires de grande pêche, de petite pêche, de pêche à la ligne ou avec deux lignes, forment une graduation d'ayants-cause de l'État, dont les droits, précisés par le cahier des charges, vont diminuant.

Au bas de l'échelle des ayants cause de l'État sont les sociétés de pêcheurs à la ligne à qui il a été fait cession amiable d'un lot. Leurs membres ne peuvent employer que trois lignes flottantes ou plombées ordinaires (décret du 20 mai 1904), étant entendu que l'expression « ligne plombée ordinaire » doit s'entendre de toute ligne qui exige, comme la ligne flottante, la présence continue du pêcheur et dont l'amorce est maintenue par un corps lourd au fond du cours d'eau ou entre deux eaux (Circ. 18 avril 1903.)

Enfin, à la différence des ayants cause de l'État, le pêcheur à la ligne banal jouit d'un droit sans obligation. Par contre l'étendue de ce droit est la plus restreinte à l'égard des engins autorisés.

C. — RÉGLEMENTATION DU DROIT DE PÊCHE BANAL

306. — La loi du 8 avril 1829 donne à tout individu la permission de pêcher à la *ligne flottante tenue à la main* dans les eaux où l'État jouit du droit de pêche en vertu de cette même loi (n° 163).

En raison de son importance nous consacrons une division spéciale à l'étude de la réglementation de ce droit de pêche en qui nous voyons la principale manifestation de l'idée de « *répartition* ».

Dans une première partie, après avoir cherché à fixer les

caractéristiques que doit comporter une définition complète de la ligne nous chercherons à définir ce qu'il faut entendre par les mots « *ligne flottante tenue à la main* », nous nous aiderons dans ce but tant des intentions probables du législateur, auteur de ces termes, que des diverses interprétations fournies par la jurisprudence. Et nous examinerons ensuite la nature et le motif des rectifications ou additions proposées par les réformateurs.

Après avoir passé en revue les divers actes accessoires de la pêche à la ligne, nous examinerons enfin les caractères particuliers que présente cette pêche afin de voir si sa nature spéciale motive en sa faveur certaines restrictions à la réglementation prévue pour les autres pêches.

1° De la définition de la ligne flottante.

307. — Recherche des caractéristiques que doit comporter une définition complète de la ligne engin de pêche.

Avant d'aborder le sujet du point de vue juridique, il importe, croyons-nous, de définir ce qu'on devrait entendre par le terme de « ligne » en matière de pêche.

En cette matière, lorsqu'il s'agit de capturer un poisson, c'est-à-dire non seulement de l'arrêter, de le ferrer, mais encore de le retenir, il ne suffit pas d'envisager une ligne à l'état statique pour ainsi dire, mais dynamique, en action de pêche.

Dans cette hypothèse, la seule qui nous intéresse ici, le moyen d'arrêter le poisson sera fourni par l'hameçon préalablement dissimulé dans une amorce destinée à être avalée, « engamée » par la victime. Cet hameçon est attaché à un fil qui, lui-même, doit être retenu afin de ne pas être entraîné au fond de l'eau par le poisson.

Le but à remplir par cet engin de pêche s'avère double :

D'une part, présenter au poisson dans la profondeur où l'on est susceptible de le rencontrer, l'amorce qui doit le décider à mordre à l'hameçon.

D'autre part, à l'autre extrémité, offrir une résistance qui, après la morsure, permette non seulement le ferrage, destiné à « piquer » le poisson, mais encore, malgré les efforts de ce dernier, de maintenir en dehors de l'eau l'autre extrémité de l'engin à la disposition du pêcheur.

Voyons maintenant quelles conditions peut être amené à remplir notre engin en fonction de ces deux rôles essentiels.

a) *Rôle de la partie de ligne destinée à être immergée :*

Suivant les différentes profondeurs où l'on pense pouvoir rencontrer le poisson, on est amené à envisager trois procédés :

Soit faire reposer l'amorce sur le fond de l'eau ;

Soit la maintenir entre deux eaux ;

Soit enfin la laisser flotter librement à la surface.

Suivant que l'on met en œuvre l'un ou l'autre de ces trois procédés, en qualifiera la ligne de :

Ligne de fond, si l'amorce est maintenue par un poids ou une plombée suffisante au fond de l'eau.

Ligne flottante, si l'amorce, soutenue par un flotteur, ou tout autre procédé, est maintenue cependant immergée par son poids ou par une plombée qui ne l'immobilise pas à fond.

Ligne volante, si l'amorce, attachée au fil de la ligne, sans flotteur ni plomb, erre librement à la surface.

b) *Rôle de la partie de la ligne non destinée à être immergée :*

La résistance qui s'oppose à ce que notre engin soit entraîné au fond de l'eau, sous les efforts du poisson ou des éléments (vent, courant, etc...) sera représentée :

Soit par le pêcheur lui-même (par l'intermédiaire ou non d'une canne ou gaule) ; soit par une masse immobile à laquelle sera fixée la ligne (branche, racine, pieu, pierre...) ; soit par une masse mobile et flottable, de dimensions suffisantes pour résister, sans être immergée, au poids de la ligne toute entière, à la force du courant et aux efforts du poisson (trimmer, flotteur, etc.).

Dans le premier cas, la ligne sera dite « *tenue à la main* » ; dans le second, *fixe* ; dans le troisième *posée*, où si l'on veut *dormante*.

Si l'on a, par suite, en vue la ligne considérée dans son ensemble comme engin en état de pêche, il faudra donc, pour la définir d'une façon précise et non susceptible de controverses, avoir recours à deux qualificatifs qui fixent son mode d'emploi à l'une comme à l'autre de ses deux extrémités.

C'est ainsi que, dans la pratique, l'on pourra considérer la *ligne flottante tenue à la main*, la *ligne de fond tenue à la main*, et la *ligne volante tenue à la main*.

La *ligne flottante fixe*, la *ligne de fond fixe*.

La *ligne flottante posée ou dormante*, la *ligne de fond posée ou dormante*.

Tous engins utilisés dans la pratique de la pêche.

Que doit-on entendre par « ligne flottante tenue à la main » ?

308. — a) *Intentions probables du législateur*. — Alors que pour le reste de la réglementation, le législateur a procédé par voie d'interdiction, tout ce qui n'est pas interdit restant licite, il procède ici par voie d'autorisation ne permettant qu'un engin, qui, nettement défini, serait seul autorisé à l'exclusion de tous autres.

Pourtant chaque auteur interprète « *ligne flottante* » avec quelques divergences, et la jurisprudence a largement évolué sans arriver à un critérium suffisant.

On discute souvent de la question, sans s'être inquiété des intentions probables du législateur. Pourtant, ce sont elles qui doivent guider dans l'incertitude.

L'arrêté du 18 messidor an VI admettait la faculté pour tous les citoyens de pêcher dans les rivières navigables et flottables qui depuis la loi du 27 novembre 1790 appartenaient à la nation (n° 160).

Devant les abus créés par la licence révolutionnaire et la pénurie du Trésor, le législateur de l'an X réserva à nouveau le droit de pêche à l'État en réduisant la faculté de pêcher des citoyens à la pêche à la « *ligne flottante et à la main* » (loi du 14 floréal, an X, art. 14).

Un arrêté du 17 nivôse, an XII, a interprété ces termes par « *ligne flottante tenue à la main* ».

Cette interprétation est pour nous définitive. Si l'on veut bien se reporter à nos explications précédentes (n° 307), il devient évident que le législateur en précisant d'une part, le rôle de la partie de l'engin destinée à être immergée pour présenter l'amorce (ligne flottante) d'autre part, le facteur de résistance à mettre en œuvre (tenue à la main) a qualifié notre engin en état de pêche d'une façon qui ne devrait laisser place à aucune controverse.

Nous écarterons donc « de plano » l'opinion qui vise à faire de l'expression « tenue à la main » un simple qualificatif précisant le sens des mots « ligne flottante ». Cette prétention n'est d'ailleurs pas admise par la jurisprudence qui attribue à ces termes « tenue à la main » une signification séparée et relative au mode d'emploi de la ligne, se rapprochant ainsi de l'idée du point de résistance, nécessaire à la définition complète de toute ligne.

En séparant de ces termes « tenue à la main » les mots « ligne flottante », la définition du législateur implique nettement :
Par les mots « tenue à la main ».

1° *L'unité de ligne.* — Car on ne peut tenir à la main de nombreuses lignes. Si « tenue à la main » n'avait pour but que de préciser le sens de « ligne flottante », rien n'indiquerait dans la loi que l'on ait droit à une seule gaule.

2° *L'exclusion de toute ligne fixe et dormante non retenue par le pêcheur* (n° 307).

D'autre part les termes « ligne flottante » s'opposent à l'emploi de « lignes de fond » (n° 307) mais ils englobent la ligne volante (n° 307) qui fut même longtemps considérée

comme le seul type de ligne, qui, ne s'immergeant pas, était autorisé.

En résumé, le but du législateur étant de favoriser dans un intérêt fiscal, les adjudications de l'État, il y parvient en limitant le droit de pêche de tout individu, dit droit de pêche banal, à la pêche à la ligne.

Et cette ligne est soumise à une triple restriction : *unité*, *exclusion des lignes dormantes et fixes* (qui, pouvant être laissées à demeure prendraient trop de poissons), *exclusion de la ligne de fond* (qui permettrait de capturer les plus gros poissons).

Ayant dégagé les intentions probables du législateur, il nous reste à examiner l'interprétation donnée par la jurisprudence des termes « tenue à la main » et « ligne flottante ».

309. — b) *Interprétations données par la jurisprudence et commentaires.* — Pour la jurisprudence les termes « tenue à la main » et « ligne flottante » doivent être interprétés séparément.

1° Interprétation des termes « tenue à la main ».

310. — Ces termes s'opposent :

A la multiplicité de lignes, le pêcheur ne pouvant en pratique tenir efficacement même deux lignes à la fois (Paris 27 mai 1898, Gaz. Trib. 4 juin 1898).

A l'emploi de la ligne fixe (notamment la ligne maintenue au moyen de piquets ou de pierres) *et de la ligne dormante*¹ (notamment le trimmer) qui sont abandonnées à elle-même par le pêcheur. Serait de même prohibée toute ligne opérant automatiquement, le pêcheur fut-il présent au moment de la constatation du délit (Crim. 1^{er} juin 1906, D. P. 06-1-456).

1. La ligne dormante est toute ligne dont le point de résistance est une masse mobile et flottable (n° 307); la jurisprudence appelle ligne dormante la ligne de fond. Cette confusion est regrettable car elle ajoute de l'obscurité à une question suffisamment complète par elle-même (Raux, p. 246).

311. — Ces deux points étant hors de contestation, restait à savoir si les pêcheurs, pour ne pas être en contravention, devaient vraiment ne pas poser un seul instant leur gaule.

C'était l'opinion de la jurisprudence au début (Bourges, 12 octobre 1839). Décision conforme au texte mais cruelle ! Pour beaucoup de pêcheurs, la pêche à la ligne constitue un délassement, sinon un repos. Une somnolence, parfois involontaire, risquait d'en faire des délinquants.

Aussi la jurisprudence admet actuellement que le pêcheur dont la ligne est posée mais à *portée de la main*, se conforme à l'esprit de la loi et n'est pas en délit (Raux p. 252, Bourges 23 mai 1906, Nancy 26 mai 1897, S. 97-2-277 Contra Trib. Beaune 4 mai 1910).

La Cour de Paris ayant en 1910, acquitté un pêcheur qui avait momentanément déposé sa gaule, le ministère public se pourvut en Cassation. Mais l'arrêt ne fut jamais rendu. Sans doute l'affaire fut-elle arrêtée par les soins de l'Administration, soit que cette dernière entendit tolérer désormais le fait pour un pêcheur de poser sa ligne, soit qu'elle craignit que la Cour de Cassation ne confirmât la décision de la Cour de Paris.

Le législateur, en effet, en introduisant l'expression « tenue à la main » manifestait des intentions que nous avons essayé de dégager (n° 308), mais non sans doute celle d'obliger le pêcheur à la ligne à une constance d'attitude fatigante et... souvent inutile.

312. — 2° *Interprétation des mots : ligne flottante.* — Faute de définition légale de la « ligne flottante », c'est à la jurisprudence qu'incombait le soin de préciser le sens de ce terme.

On peut distinguer trois étapes dans son évolution.

313. — 1^{re} *étape*, allant jusqu'en 1851. — La jurisprudence interprétait « ligne flottante » par *ligne volante*,

l'hameçon devant rester à la surface de l'eau (Trib. de la Seine, 1831, S. 52.2.54). Telles sont la ligne à mouche, la ligne pour pêcher la grenouille.

314. — 2^e étape, 1851-1908. — Le jugement précédent fut infirmé par la Cour de Paris le 21 mai 1851, à l'entière satisfaction du prévenu, un marchand d'articles de pêche, qui s'était fait volontairement dresser procès-verbal dans l'espoir de donner naissance à une jurisprudence plus conforme à ses intérêts. Sa ligne était garnie de deux plombs (A. Karr, p. 168).

La ligne flottante devient alors *celle qui est constamment mise en mouvement par le flot et dont l'appât ne repose pas immobile sur le fond*.

Il suffit que l'appât mobile, *encore qu'il descende parfois au fond* de l'eau, flotte habituellement à la surface ou entre deux eaux (Paris, 5 février 1892, Journé, p. 81 — de Car-dailiac, n° 421).

La jurisprudence permit dès lors la pêche au poisson d'étain (Rouen, 1^{er} août 1878, S. 81.2.178), à la cuiller (Chambéry, 13 mai 1880, D. P. 84.5.379, etc...), à l'hélice (Trib. Nantua, 13 nov. 1905, Raux, p. 247).

Tous ces modes de pêche nouveaux, que n'avait pu prévoir le législateur de 1829, ont ceci de particulier que leur mobilité est due, non à la constitution de la ligne, mais à l'action du pêcheur.

En 1907, la jurisprudence était la suivante : « la ligne soit qu'elle reste à la surface, soit qu'elle flotte entre deux eaux ne cesse pas d'être une ligne flottante encore bien qu'elle doive sa mobilité, non plus à ses propres moyens, mais à la force du courant ou au pêcheur lui-même qui, après l'avoir lancée, la ramène vers lui » (Cours de Poitiers, 30 juillet 1907. Gaz. du Palais, 07.2 272).

Toute ligne qui ne peut être considérée comme une ligne flottante ainsi définie est une ligne de fond et doit être

interdite (Nancy, 26 mai 1897, D. P. 97. 2. 368). Telle est la ligne plombée ordinaire.

315. — 3^e étape. Arrêt de cassation de 1908. — L'arrêt précédent de la Cour de Poitiers avait admis la pêche au lancer avec un poisson mort comme amorce.

Il fut cassé par la Cour de Cassation le 27 mai 1908 (Gaz. Palais 08. 1. 71) pour fausse interprétation des mots « ligne flottante ».

C'est la première fois que la Cour Suprême cherche à définir la ligne flottante. « *Attendu, dit-elle, que le caractère d'une ligne flottante doit s'apprécier d'après son agencement.* »

Elle marque une certaine restriction sur le critérium de la Cour de Poitiers.

Raux y voit une ère nouvelle (p. 250). Il conclut de cet attendu que *la ligne qui flotte sur l'eau par son propre moyen au gré des eaux* seule peut être dite flottante.

Il en tire deux conséquences intéressantes :

1^o Toute ligne à appât mobile du fait du pêcheur sera désormais défendue (p. 251-2) ;

2^o Aucune ligne ne peut plus être dite flottante sans être munie d'un flotteur.

316. — Reprenons ces deux points :

1^o *La Cour de Cassation, contrairement aux prévisions de Raux, a continué à admettre l'emploi de la ligne à la cuiller* (5 nov. 1910 et 30 déc. 1921. Bulletin Syndicat central des pêcheurs, mai-juin 1933, p. 39).

Le Conseil d'État avait du reste statué dans le même sens (10 mars 1911, D. P. 1913. 3. 37).

Pour apprécier cette jurisprudence, il faut se demander si elle est conforme à l'intention du législateur. Celui-ci par « ligne flottante » a entendu interdire les lignes de fond (jurisprudence constante en ce sens depuis l'arrêt de Paris de 21 mai 1851, pr.).

Mais une ligne de fond, ce n'est pas toute ligne susceptible de rester immobile au fond, c'est seulement toute ligne qui, dans cette position, est susceptible de prendre du poisson. Une opinion qui interpréterait à la lettre « ligne de fond » et non dans son esprit, contredirait au bon sens, comme à l'opinion commune des pêcheurs; « ligne à fond » n'est pas « ligne de fond ».

Or la cuiller, lorsqu'elle n'est pas mue par le pêcheur ou le courant, tombe bien à fond. Mais elle y devient totalement inoffensive.

Ainsi la jurisprudence a-t-elle fait preuve, non de tolérance, mais de simple bon sens.

Objectera-t-on le critérium de l'arrêt de la Cour de cassation de 1908 « la ligne flottante doit s'apprécier d'après son agencement ». Mais c'est sur lui que se fonde encore la Cour suprême pour admettre l'emploi de la cuiller. Il faut cependant reconnaître que ce critérium est insuffisant à plusieurs points de vue, tout en étant exact pour l'espèce jugée en 1908 : il concernait en effet la pêche au lancer, faite avec un poisson mort, non une amorce artificielle. Le poisson mort tombant à fond, même immobile, restait pêchant. Par son adjonction, il rendait bien cette ligne au lancer ligne de fond facultative.

Mais de suite apparaît l'insuffisance du critérium « agencement » puisque la ligne au lancer restant la même exactement, est licite ou non selon l'amorce qu'on y adapte, amorce que le pêcheur peut faire varier à chaque instant. L'agencement, c'est la constitution stable de la ligne. Dans cet arrêt de 1908, la Cour Suprême faisait déjà état de l'amorce employée.

Or il est possible de faire une distinction générale d'après la nature de l'amorce employée ; *aucune amorce artificielle ne reste pêchante lorsqu'elle est immobilisée à fond*. Par conséquent, toute ligne à laquelle est fixée une amorce de ce genre doit être considérée comme ligne flottante (mouche, perle, cuiller, devon, etc...).

Par contre, *toutes les amorces naturelles restent à des degrés divers* pêchantes à fond, même immobiles. Par conséquent aucune ligne munie d'une telle amorce ne peut être considérée *a priori*, comme flottante.

Lors donc qu'il s'agit d'une ligne à esche naturelle, son « agencement » est-il un critérium suffisant pour déterminer si elle est flottante ou non ?

Ce critérium suffit pour déterminer que telle ligne, étant donné qu'elle comporte un plomb, une pierre, un corps pesant quelconque de nature à la fixer (où qu'on l'emploie) au lit de la rivière dans une immobilité absolue, doit être regardée comme ligne de fond (Nancy, 26 mai 1897, D. P. 97. 2. 368).

Au contraire, il est absolument insuffisant pour déterminer que telle ligne est, où qu'on l'emploie, et quelle que soit la façon dont on l'emploie, toujours une ligne flottante. Autrement dit, *il n'existe pas de ligne* qui puisse être considérée *comme inévitablement flottante d'après son agencement*, alors que *certaines lignes*, vu le poids de leur lest, *sont inévitablement lignes de fond d'après leur agencement*.

Pour une ligne que son agencement ne peut faire considérer inévitablement comme ligne de fond, il reste encore deux circonstances à examiner ; une circonstance de lieu, une circonstance d'usage.

Circonstance de lieu. — La plupart des auteurs ne parlent que d'eau courante. Mais le courant varie de vitesse avec chaque rivière ; en outre, il existe bien des endroits sans courant, même dans les eaux navigables (canal, boire, intérieur de barrage). La même ligne avec une même plombée, et un même fond, pourra être considérée comme ligne de fond dans une eau calme, alors que dans un courant rapide, prenant une position oblique, elle serait ligne flottante (Raux le fait remarquer, p. 231).

Circonstance d'usage. — La même ligne, au même endroit, peut être transformée à volonté par le pêcheur en ligne flot-

tante ou ligne de fond, selon le fond qu'il met à sa ligne en déplaçant le flotteur (Montauban, 17 juin 1905, Gaz. Pal. 05.2.123).

Ces deux circonstances de lieu et d'usage doivent être constatées dans le procès-verbal. Il est évident que le juge ne peut les déceler par le simple examen de l'agencement de la ligne. La Cour de Cassation obligée de juger en droit, est portée à poser des critères faisant abstraction des faits. Mais pour la ligne flottante *tout critérium négligeant les circonstances de lieu et d'usage se révèle insuffisant*.

2° Raux, partant du critérium « agencement » *en conclut qu' « aucune ligne ne peut plus être dite flottante sans être munie d'un flotteur »*. En effet, la ligne doit pouvoir flotter sans l'action du pêcheur, par son propre moyen. Pour vérifier en pratique si elle possède ce caractère, il faut, dit-il, supposer que le fil d'attache à la gaule casse et rechercher ce que devient la ligne. Or toute ligne finira par s'enfoncer si elle n'a pas de flotteur.

Pour les lignes à amorce artificielle, le flotteur est naturellement inutile, puisqu'elles ne peuvent jamais devenir lignes de fond.

Mais pour les autres lignes, est-il nécessaire? Il ne nous semble pas, même en prenant pour point de départ le critérium « agencement ». *Pourquoi détacher la ligne de la gaule?* La ligne flottante, tenue à la main, comporte normalement une gaule. N'en faisons point abstraction.

Ceci dit, il reste cependant exact que la ligne doit pouvoir flotter sans l'action du pêcheur. Il faut donc poser la gaule pour faire la vérification.

Quand la ligne, dépourvue de flotteur, mais restant attachée à la gaule, peut-elle être regardée comme flottante?

Il faut distinguer selon l'endroit où elle est employée : *Dans une eau morte, la ligne sera flottante si, la gaule étant posée au ras de l'eau, elle n'est pas assez longue pour atteindre le fond.*

En eau courante, le système en somme est le même; mais contrairement à ce qui a lieu en eau morte, la ligne peut être d'une longueur supérieure à la profondeur de l'eau, du moment que le courant est assez fort pour l'empêcher de reposer au fond (Trib. Corbeil, 1891, Journé p. 82). La ligne prend sous l'action du courant une position oblique, d'autant plus qu'elle est souvent dans ce cas dépourvue de plombée. Vitesse du courant et plombée sont des circonstances que les gardes auront à apprécier.

Toutefois, il ne semble pas qu'une ligne sans flotteur puisse être munie d'un moulinet, sans quoi il serait loisible au pêcheur en donnant du fil, de la rendre ligne de fond à volonté. C'est justement cette possibilité laissée par l'agencement de la ligne, qu'interdit le fameux arrêt de Cassation de 1908.

Remarque. — Inversement, l'adjonction d'un flotteur à une ligne que son agencement doit faire considérer comme de fond ne la rendrait pas ligne flottante (Orléans, 20 mars 1900 Raux, p. 251).

316. — *Résumé des conditions auxquelles doit satisfaire juridiquement la ligne flottante tenue à la main.* — En résumé, est ligne flottante :

1° Toute ligne munie d'une amorce artificielle.

2° Toute ligne munie d'une amorce naturelle et que son agencement (compte tenu de la gaule) ne peut faire considérer inévitablement comme ligne de fond; et ce à la double condition :

Que les circonstances de lieu et d'emploi ne la rendent pas ligne de fond occasionnelle;

En outre, si elle n'a pas de flotteur, qu'elle soit dépourvue de tout appareil de dérive permettant d'en faire à volonté une ligne de fond.

La ligne flottante ainsi précisée doit être tenue à la main, c'est-à-dire :

1° Etre unique;

2° Ne pas être assimilable à une ligne dormante ou fixe, donc ne pas être posée hors de portée de la main, et ne pas pouvoir fonctionner automatiquement.

Remarque. — Il est sans importance que la ligne flottante soit pourvue d'un moulinet (sauf si elle n'a pas de flotteur); de nul hameçon ou de plusieurs (Versailles, 24 décembre 1844, J. G. 76); enfin que le fil soit tenu directement par la main (Trib. Montauban, 17 juin 1904. Gaz. Pal. 05.2.123).

317. — c) *Projet de réforme de la définition de la ligne flottante.* — Après avoir cherché à fixer les caractéristiques que doit comporter une définition complète de la ligne, nous nous sommes efforcés de définir la ligne flottante en tirant des intentions probables du législateur leurs conséquences logiques, d'ailleurs confirmées en majeure partie par la jurisprudence, tout en faisant abstraction des avantages ou inconvénients de ces conséquences.

Avec le temps et l'évolution des mœurs, certaines de ces conséquences ont paru présenter des inconvénients. Le législateur se propose d'y remédier incessamment dans un projet de réforme actuellement en préparation et qui paraît se proposer sur le point qui nous occupe une définition plus complète des engins autorisés, en ce sens surtout que non contente de décrire la ligne permise, elle précisera également les caractéristiques de la ligne interdite.

La ligne flottante implique, avons-nous dit l'exclusion de la ligne de fond et de la ligne plombée ordinaire (nos 308, 314).

En effet, c'est avec ces dernières lignes que l'on peut prendre les plus gros poissons. Leur usage préjudicierait grandement aux adjudicataires.

Mais, dans la seconde moitié du xix^e siècle, on s'est attaqué, avec des moyens perfectionnés à certaines espèces dont la capture s'effectue en surface ou entre deux eaux

(carnassiers, truite, chevesne, saumon). La pêche de ces poissons est surtout pratiquée au moyen d'esches artificielles (mouche, cuiller). Leur capture n'ayant pas lieu à fond, on est obligé de reconnaître pour lignes flottantes celles qui sont employées à les pêcher. Et ces lignes permettent de prendre les plus gros individus de ces espèces à des pêcheurs qui ne paient rien pour cela.

D'où récriminations des adjudicataires et sociétés de pêche amodiataires de lots.

Un projet de décret actuellement déposé a pour but de préciser en la restreignant la définition de la ligne flottante. Le voici :

« On doit entendre par ligne flottante, au sens où il en est fait
« mention à l'article 5, § 3 de la loi du 15 avril 1829, toute ligne
« qui, nonobstant son poids et la matière dont elle est faite,
« ainsi que les flotteurs et lesteurs dont elle est garnie, sui-
« le courant ou demeure en suspension dans l'eau quand on
« l'abandonne à elle-même. Elle comportera deux hameçons
« simples au maximum et sera dépourvue de tout appareil de
« dérive, de tout appât artificiel, métallique ou non, de tout
« poisson vivant ou mort.

« Sont considérés comme accessoires de la ligne flottante, et
« comme tels peuvent être utilisés, le moulinet, la gaffe et l'épui-
« sette. »

Cette définition, encore plus sévère que celle donnée pour l'Alsace-Lorraine par décret du 26 août 1923 procède d'une intention identique à celle du législateur du 14 floréal an X, permettant la pêche à la ligne flottante : diminuer les prises de gros poissons par les titulaires d'un droit gratuit.

318. — Si ce projet est adopté tel quel, en quoi modifiera-t-il la définition actuelle de la ligne flottante donnée au n° 316?

Devra être considérée comme ligne flottante :

Toute ligne munie d'une amorce naturelle (sauf poisson vivant ou mort) que son agencement (compte tenu de la gaule) ne pourra faire considérer inévitablement comme ligne de fond, à condition qu'elle soit munie de deux hameçons au plus et dépourvue de tout appareil de dérive; à condition enfin que les circonstances de lieu et d'emploi ne la rendent pas ligne de fond occasionnelle. Cette définition exclut toute ligne munie d'une amorce artificielle.

La ligne flottante devra, comme avant, être tenue à la main, c'est-à-dire :

1° Être unique;

2° Ne pas être assimilable à une ligne dormante ou fixe, donc ne pas être posée hors de portée de la main et ne pas pouvoir fonctionner automatiquement.

Remarque. — I. La ligne flottante pourra être dépourvue de tout hameçon, de tout flotteur et de tout lesteur, le texte n'impliquant pas la nécessité de ces divers accessoires de la ligne,

II. Le projet permettant au paragraphe 2 l'emploi du moulinet sans restriction, il semble que même une ligne sans flotteur et plombée pourra être munie de cet instrument sans cesser d'être considérée comme ligne flottante. Ce n'est que les circonstances de l'emploi qui rendront à l'occasion cette ligne, ligne de fond.

III. Les sociétés de pêcheurs amodiataires verront sans doute leurs membres garder les mêmes droits qu'ils ont sous le régime actuel, sauf suppression de la ligne dormante (Bulletin du Synd. Central, avril-juin 1934, p. 5). Ainsi, toute personne voulant pêcher au moyen d'amorces artificielles devra, soit payer une licence spéciale, soit faire partie d'une société. Beaucoup, qui négligeaient la société locale, seront amenés par là à s'en mettre membre. Les sociétés de pêcheurs à la ligne retireront de ce décret un accroissement du nombre de

leurs membres, de leurs ressources et de leur influence.

Par contre, les membres des sociétés fermières de lots augmentant, beaucoup plus de pêcheurs auront droit à l'usage de trois lignes, ce qui atténuera l'utilité pratique de cette restriction quant à la diminution des captures.

2° Actes accessoires de la pêche à la ligne.

319. — Appâtage. — L'appâtage est le fait d'attirer le poisson; c'est un fait licite (n° 78 *bis*). On peut employer à cet effet tout appât qui n'est pas de nature à enivrer le poisson ou à le détruire (art. 25 loi 1829).

320. — Amorçage. — Toute amorce est permise pour escher l'hameçon. Cependant, les préfets auraient le droit de réglementer ou même d'interdire l'emploi d'amorces soit artificielles, soit naturelles « de nature à nuire au repeuplement des cours d'eau » (décret 1897 art. 16).

Le même art. 16 confie aux préfets la détermination des espèces de poissons à interdire comme appâts ou amorces (n° 261).

321. — Usage de l'épuisette et de la gaffe. — Lorsqu'un gros poisson est ferré, il ne peut souvent être sorti de l'eau qu'à l'aide d'une épuisette ou d'une gaffe, par suite de la finesse des lignes actuelles.

La jurisprudence après avoir déclaré illicite l'usage de ces accessoires (Metz, 15 fév. 1860, Raux p. 257) l'approuve depuis un arrêt de la Cour de Nancy (8 déc. 1887. S. 87. 2. 236).

La plupart des auteurs critiquent le principe de cet arrêt (Raux, p. 258; Mersey et Tisserant, n° 117; Shoeffler, Code des pêcheurs luxembourgeois).

Nous avons au contraire défendu ce principe (n° 70). Il est absolument conforme à notre théorie de l'occupation : le poisson est approprié dès que cesse et tant que cesse sa liberté.

S'aider d'une épuisette ou d'une gaffe pour retirer de l'eau le poisson retenu par la ligne n'équivaut pas à pêcher un poisson.

De même serait licite le fait de saisir dans l'eau avec la main le poisson ferré (Chatellerault, 2 mai 1899. D. P. 99. 2. 236), comme le font souvent les pêcheurs en bateau.

*3° Caractères particuliers de la pêche à la ligne
au regard de la réglementation de la pêche fluviale.*

322. — La pêche à la ligne est une des grandes causes du dépeuplement des rivières. Quelques-uns de ses partisans soutiennent encore le contraire et rejettent tous les torts sur les filets. Les filets, il est vrai, écument les gros poissons et abîment les frayères. Mais, si la ligne épargne la flore aquatique et les œufs, elle détruit une quantité énorme de petits poissons, d'espèces protégées ou non, avant qu'ils atteignent l'âge de la reproduction. Cette destruction est due à plusieurs causes; vulnérabilité de certaines espèces, comme le goujon avide et peu craintif; perfectionnement incessant des lignes; enfin, accroissement considérable du nombre des pêcheurs, surtout depuis la guerre, dû à l'augmentation des loisirs de la classe ouvrière, au développement du goût pour le plein air et à la facilité des moyens de locomotion.

Ce mode de pêche est moins destructeur en soi qu'en raison de la quantité de ses adeptes. Le nombre, non le poids, des poissons pris à la ligne, est, sans doute, supérieur à celui des poissons pris aux filets ou engins du même genre. Or, tout poisson capturé est, quelle que soit sa taille, un reproducteur de moins dans la rivière.

Il était donc normal d'appliquer à ce mode de pêche la réglementation générale. Personne ne conteste plus qu'elle y soit applicable. Il n'est qu'un point où la ligne flottante échappe à cette réglementation; on peut l'employer à l'intérieur ou à proximité des écluses, barrages, coursiers d'usines, échelles (art. 15, décret de 1897; voir n° 283).

323. — Cependant le législateur a cru bon de mentionner spécialement la ligne flottante à propos des périodes de fermeture (art. 5 de la loi de 1829. Décret de 1897) et des dimensions minima de certaines espèces (art. 8 du décret de 1897). C'est que l'on avait fait à l'extension de ces mesures à la pêche à la ligne et qu'on lui fait encore, certaines objections.

324. — a) *Période de fermeture.* — En 1900, deux ministres déposèrent un projet de loi tendant à autoriser la pêche à la ligne les dimanches et jours de fêtes légales. L'urgence fut demandée en 1903, mais le renvoi à la commission fut ordonné, pour l'étude d'une législation d'ensemble sur la pêche. Dix jours après, une circulaire ministérielle rappelait aux préfets qu'ils n'avaient pas le droit de permettre cette pêche le dimanche, ce que plusieurs avaient fait. Il en est résulté cependant une légère exception à l'interdiction de la pêche à la ligne pendant la période de fermeture; une loi du 13 juin 1913, autorise cette pêche le 15 juin lorsque cette date tombe un dimanche.

« ARTICLE UNIQUE. — Lorsque le 15 juin tombera un dimanche, le Ministre de l'Agriculture et le Ministère des Travaux Publics pourront exceptionnellement autoriser la pêche à la ligne, pour ce seul jour, dans les départements où aucun inconvénient n'en résulterait pour la reproduction du poisson. Toutefois, le colportage et la vente du poisson resteront rigoureusement interdits jusqu'au dimanche suivant, date définitive de l'ouverture de la pêche. »

325. — Pour soutenir que la pêche à la ligne doit être permise en période de fermeture, on a dit que cette pêche n'était qu'une distraction, qu'elle ne détruisait pas les frayères, qu'enfin les poissons ayant à l'époque du frai les intestins comprimés par les organes génitaux ne pouvaient mordre. Ce dernier argument n'est guère probant : car si le poisson ne mord pas, inutile de le pêcher; ou tout au moins ne

prendra-t-on que de petits poissons non reproducteurs, de taille prohibée. D'un autre côté, la pêche à la ligne est destructive, bien que respectant les frayères (n° 266). Surtout il nous paraît injuste de faire, pour les titulaires d'un droitg ratuit, une exception qu'on ne ferait pas pour les adjudicataires et porteurs de licences.

C'est pourquoi, s'il arrive, comme nous le croyons (n° 381) que la pêche à la ligne supplante sinon juridiquement, du moins pratiquement, les autres pêches, il ne subsistera pas d'argument d'équité en faveur du maintien des époques de fermeture. Il n'y aura pas non plus d'argument scientifique à invoquer puisque celui tiré du fait que des poissons sont pleins d'œufs à ces époques est sans valeur (n° 266), et que d'un autre côté, la pêche à la ligne ne bouleverse pas les frayères. Et pourtant une période de fermeture conservera toujours l'intérêt empirique de diminuer d'autant les captures ; cet intérêt est très suffisant pour faire maintenir cette période. Mais les dates entre lesquelles elle sera comprise auront moins d'importance.

Remarquons que, si nos prévisions se réalisent, le principe de l'uniformité, actuellement en défaveur (v. n° 250) retrouvera sa valeur. Le principe contraire n'offre d'intérêt que pour la pêche aux filets et aux engins, et présente, outre des facilités à la fraude, l'inconvénient, au point de vue pêche à la ligne, d'augmenter le nombre des jours d'ouverture pour les pêcheurs des régions limitrophes (n° 379). A ce principe qui favorise les habitants de certaines régions, les oisifs, les possesseurs d'autos, sera démocratiquement substitué le droit de pêcher le dimanche pendant une période de fermeture fixée uniformément et peut-être allongée.

326. — b) *Taille du poisson capturé.* — On a soutenu qu'il était inutile de rejeter à l'eau les poissons de trop petite taille pris à la ligne parce que l'hameçon les blessait

mortellement et qu'ils étaient destinés à mourir. En réalité, la plupart des poissons piqués sont au contraire aptes à survivre : la preuve c'est que souvent on les conserve vivants. D'ailleurs ceux qui meurent une fois rendus à leur élément, y servent à la nourriture des carnassiers : leur rejet reste donc utile. Seul l'argument tiré de ce que les poissons blessés présentent des plaies susceptibles d'être infectées (notamment par écaillage) et d'entraîner des épidémies pour les poissons sains mériterait d'être pris en considération. Malheureusement il ne nous a pas été possible d'obtenir des précisions suffisantes à ce sujet.

Toutefois, il faut reconnaître que la réglementation de la taille est difficilement compatible avec l'exercice de la pêche à la ligne. Aussi les gardes se montrent-ils très tolérants sur ce point. La grande majorité des poissons capturés, notamment des gardons, n'ont pas les dimensions prescrites, et beaucoup de pêcheurs, disons « malheureux », n'en prennent pas d'autres. Faut-il les priver de leur petit butin pour respecter la loi ?

Cette argumentation se heurte, en l'état actuel de la réglementation, à une idée d'équité ; on ne peut, aux titulaires d'un droit gratuit, réserver une faveur interdite aux adjudicataires et porteurs de licences. N'oublions pas en outre que la réglementation critiquée est la plus efficace pour la protection de la gent aquatique.

Par contre, si la pêche à la ligne supplante les autres pêches (n^{os} 379 et sq.), le fait de garder les tout petits poissons ne se heurtera plus à l'idée d'équité, et sera permis dans l'intérêt social. Les sociétés de pêche, très développées, seront tenues de repeupler, ce qui compensera les prises de poissons n'ayant pas eu le temps de se reproduire.

Déjà, à la demande des sociétés, le projet de réforme du décret de 1897 prévoit, tout en maintenant, à peu près les dimensions actuelles desquelles le poisson pris ne doit pas être conservé, que la mesure du poisson sera faite non plus

de l'œil à la naissance de la queue, mais de l'extrémité du museau au milieu de l'échancrure de la nageoire caudale (voir n° 258).

IV. — Mesures accessoires aux prohibitions.

Leur caractère général a pour but de faciliter la surveillance des mesures relatives à ces diverses prohibitions.

A. — DE LA PÊCHE DE NUIT

327. — L'ordonnance de 1669, titre I, art. 5, ne permettait la pêche que depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher sans exception.

La loi du 15 avril 1829, tout en maintenant cette disposition dans un article 84 provisoire, annonçait une ordonnance sur la question (art. 26). En conséquence, le décret du 5 septembre 1897 déclare : « La pêche n'est permise que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil ».

329. — *But de l'interdiction.* — « La pêche de nuit est inconciliable avec une surveillance efficace ». « Les délits les plus nombreux et les plus dommageables se commettent la nuit dans les communes éloignées de la résidence des gardes-pêche » répètent les circulaires ministérielles. Un intérêt de bonne police, ajoute la Cour de cassation, exige qu'elle soit défendue pour la sûreté des personnes et des propriétés (Cass. 8 août 1867, D. P. 68. 1. 43).

Aussi la loi de 1829 décide-t-elle que « les peines seront doublées lorsque les délits auront été commis de nuit » (art. 70).

La chasse de nuit est également interdite (loi du 3 mai 1844).

Cette interdiction a pour conséquence une certaine protection du poisson, non seulement contre les engins et procédés illicites, mais même contre les modes de pêche licites,

notamment les filets. C'est un fait connu des pêcheurs professionnels que les poissons les plus prudents sortent la nuit de leur abri pour venir sur les bancs de sable où ils sont faciles à surprendre.

Quoi qu'il en soit, cette protection n'est pas le but de l'interdiction. C'est pourquoi l'article 7 du décret du 5 septembre 1897, reprenant un arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1867, énonce : « Le séjour dans l'eau des filets et engins ayant les dimensions réglementaires est permis à toute heure, sous la condition qu'ils ne peuvent être placés et relevés que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil ».

330. — Caractère général de l'interdiction. — L'interdiction s'applique :

1° *A tous les modes de pêche* ; ainsi un pêcheur à la ligne tirant son droit uniquement de l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 ne pourrait laisser la nuit dans l'eau sa ligne puisque celle-ci, devant être tenue à la main, exige au moins la présence continuelle du pêcheur.

De même, la pêche au flambeau, bien que de surveillance facile, ne doit pas être admise. En ce sens la Cour de cassation a jugé que le fait de pêcher muni de lanternes n'empêche pas la nuit d'être une circonstance aggravante, conformément à l'article 70 de la loi de 1829 (Cass. 2 janv. 1903, D. P. 63. 1. 133).

2° *A toutes les eaux*, navigables ou non navigables, le décret ne faisant pas de distinction.

Dans les cours d'eau navigables, les *adjudicataires* de lots de pêche, pour faciliter l'application de cette mesure, doivent, en vertu du cahier des charges, munir leur batelets de cadenas, et les amener chaque soir à l'emplacement désigné par l'ingénieur.

Lorsqu'ils veulent braconner la nuit, les adjudicataires en sont quittes pour s'entendre avec des particuliers, possesseurs de bateaux moins surveillés.

Dans les *réserves*, où toute pêche est interdite, la circonstance de nuit permet le doublement des peines et même l'emprisonnement (loi du 31 mai 1865, art. 7).

3° *A tous poissons, écrevisses, grenouilles.*

Pour les grenouilles, cela résulte d'un arrêt de Cassation du 24 janv. 1903 (pr.) s'inspirant de l'intention du législateur de 1829.

Pour les écrevisses, l'interdiction découle *a contrario* de l'article 6, décret 1897, qui rend possible sa suppression par arrêté préfectoral.

331. — Exceptions au caractère général de l'interdiction.

— Si, en effet, le décret de 1897 ne prévoit aucune exception générale, il dispose (art. 6) :

1° « La pêche de l'anguille, de la lamproie et de l'écrevisse peut être autorisée après le coucher et avant le lever du soleil dans les cours d'eau désignés et aux heures fixées par des arrêtés préfectoraux, rendus après avis des conseils généraux. Ces arrêtés déterminent la nature et les dimensions des engins dont l'emploi est autorisé. »

Ces espèces d'animaux aquatiques se déplacent et mangent surtout la nuit.

Si l'engin permis est par exemple le cordeau, réservé dans les rivières navigables aux adjudicataires, seuls ceux-ci pourront s'en servir, à l'exclusion même des membres d'une société de pêche adjudicataire ou amodiatrice d'un lot qui n'ont droit qu'à la ligne plombée. « D'ailleurs, vu les difficultés de surveillance et de vérification relativement à l'espèce de ligne, à la qualité des pêcheurs et à l'espèce de poisson recherché, on fera bien de n'accorder aux sociétés que dans des cas exceptionnels et sur de petits lots, le droit de pêcher à l'anguille à la ligne plombée. » (Raux, p. 141.)

Il est certain que lorsque, au lieu d'une anguille, vous prenez une tanche ou un barbillon, il faut être bien consciencieux... ou craintif pour la remettre à l'eau.

2° « La pêche du saumon et de l'alose peut être autorisée par des arrêtés préfectoraux, rendus après avis des conseils généraux, pendant deux heures au plus après le coucher et avant le lever du soleil dans certains emplacements des fleuves et rivières navigables spécialement désignés. »

Les passages de saumons et d'aloses sont en effet assez irréguliers. Aussi doit-on pouvoir en profiter. Les pêcheurs professionnels ne se font pas faute de pêcher toute la nuit à l'occasion, ce qui leur est facile, car beaucoup pratiquent cette pêche au moyen d'installations fixes et vivent sur l'eau jour et nuit,

Il est à noter que cette mesure ne peut être prise que pour les eaux navigables. On a voulu favoriser les adjudicataires. Il est heureux que cela ne soit pas possible dans les petites rivières non navigables où le saumon et l'alose viennent déposer leurs œufs et où leur capture n'est que trop facile par suite de leur épuisement et du petit volume d'eau. Il est vrai qu'ils ne s'y trouvent plus normalement à l'époque où leur pêche est ouverte; ayant fini de frayer, ils se laissent dériver vers la mer.

Autrefois, ces arrêtés préfectoraux, du reste renouvelables, n'étaient valables que pour une année (décret de 1897, art. 21). Cette disposition a été abrogée par un décret du 9 septembre 1926.

Ces arrêtés ne sont exécutoires qu'après approbation du ministre compétent, la commission de la pêche fluviale entendue (décret 21 mars 1913).

3° Enfin, un décret du 13 mai 1927 en vue de faciliter la capture du poisson destiné à la reproduction, prévoit à l'article 1 qu'un arrêté ministériel pourra autoriser la pêche pendant la nuit entière dans tous les cours d'eaux, lacs et canaux indistinctement.

Les plus beaux poissons, ayant une certaine expérience, ne s'aventurent que la nuit dans les endroits peu profonds.

332. — *Que doit-on entendre par nuit?* — Le décret de 1897 en a donné une définition : c'est le temps s'écoulant entre le coucher et le lever du soleil (art. 6).

Il ne fait que reproduire l'article 84 provisoire de la loi de 1829, lui-même inspiré de l'ordonnance de 1669.

Cependant, certains jugements ont fait preuve d'une tolérance manifeste. Le tribunal de Château-Thierry a acquitté un individu trouvé pêchant à 5 h. 45 du soir, alors que le soleil se couchait astronomiquement à 5 h. 25, mais que le crépuscule civil durait jusqu'à 6 heures. Il se basait sur l'humeur volage des montres et de l'horloge municipale (Les arrêts du président Magnaud, par G. Timbal, p. 61).

Le tribunal de Quimper a été plus loin et décidé que :

« La nuit doit s'entendre du temps quotidien pendant lequel la clarté est insuffisante pour permettre de distinguer la forme et la couleur des objets. » (5 déc. 1900, S. 06.2.221.)

Ce jugement est conforme à la jurisprudence en matière de chasse. Mais, en matière de chasse, la loi du 3 mai 1844 se contente de prohiber les actes de nuit, sans préciser le sens de nuit.

Puisque, en matière de pêche, la nuit s'entend de l'espace de temps quotidien compris entre le coucher et le lever du soleil, le tribunal ne saurait s'écarter de cette définition. Le jugement de Quimper n'aurait pas été confirmé en appel.

En tout cas cette tolérance de la jurisprudence prouve que la loi trop rigoureuse, n'est pas assez inspirée de la réalité. Comment se rendre compte que le soleil est couché ou levé? La vue est insuffisante, spécialement par temps de brume ou en pays de montagne. Quant aux montres, elles sont en effet souvent d'humeur volage.

D'autre part, cette rigueur n'est pas logique. Le but du législateur est de permettre une bonne surveillance. Or cette surveillance ne devient difficile que lorsque l'œil ne distingue plus nettement formes et couleurs à une certaine distance.

En pratique, les pêcheurs à la ligne restent à leur poste tant qu'il voient bien leur bouchon, et les gardes évitent de leur faire des procès à ce sujet¹.

B. — TRANSPORT ET VENTE (ENGINS ET POISSONS).

333. — Le contrôle de l'exercice de la pêche est effectué par les agents du Gouvernement sur les lieux de pêche, mais le législateur a étendu ce contrôle à la vente du poisson, ainsi qu'à son transport et à celui des engins.

334. — 1° *Engins. Distinction entre engins prohibés ou non.* — Si les engins de pêche sont l'objet de règles qui concernent leur contexture et leur emploi, par contre aucune réglementation ne vise leur vente. C'est compréhensible : un propriétaire d'étang est parfaitement libre d'acheter et d'utiliser n'importe quel filet. Il n'existe donc pas d'engins prohibés de façon absolue. Les engins dits prohibés ne le sont que quant à leur emploi dans des eaux non clauses..

335. — a) *Engins non prohibés.* — Le transport des engins de pêche non prohibés est libre, même en période de fermeture et même la nuit, sauf l'exception suivante : art. 33 de la loi du 15 avril 1829 :

« Les contremaîtres, les employés de balisage et les mariniers qui fréquentent les fleuves, rivières et canaux navigables ou flottables ne pourront avoir dans leurs bateaux ou équipages aucun filet ou engin de pêche, même non prohibé, sous peine d'une amende de 50 francs et de la confiscation des filets.

« A cet effet, ils seront tenus de souffrir la visite, sur leurs bateaux ou équipages, des agents chargés de la police de la pêche, aux lieux où ils aborderont.

« La même amende sera prononcée contre ceux qui s'opposent à cette visite. »

¹. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 6. Une tolérance de trente minutes serait accordée avant et après le coucher du soleil.

Le législateur a voulu interdire la détention d'engins de pêche même licites à des personnes ayant une grande facilité, en raison de leur profession, de pêcher dans des eaux dans lesquelles ils n'ont aucun droit de pêche.

336. — La loi dit : « filets ou engins de pêche » ; la ligne flottante tenue à la main serait de ce fait légalement défendue. Pratiquement on la tolère ; ce n'est que juste, car le marinier détenteur d'un tel engin a le droit de s'en servir comme tout autre individu et ce faisant, il ne lèse pas plus les adjudicataires de lots de pêche que n'importe quel autre pêcheur à la ligne. Si l'art. 33 ne fait pas d'exception pour la ligne flottante, c'est pour la bonne raison qu'autrefois cet engin était considéré comme négligeable.

Sont considérés comme « mariniers » ceux qui, étant donné leur profession, travaillent ou même habitent sur des bateaux. Tous sont tenus de souffrir la visite de leurs bateaux ou équipages au lieu d'abordage.

Il a été jugé qu'un pêcheur de profession ne peut, pour se rendre à son cantonnement, traverser, avec un filet dans son bateau, le cantonnement d'un autre (Cass. 24 nov. 1832). Mais il semble bien que, la loi étant faite dans l'intérêt des adjudicataires, un fermier puisse autoriser un voisin à traverser son cantonnement avec des filets à bord de son bateau.

Sont également visés par l'art. 33 les possesseurs de moulins sur bateaux ou bateaux-lavoirs, même si ces installations leur servent de domicile (Cass. 6 mars 1835. S. 35. 1. 569. Cour de Paris 21 juin 1838, D. P. 38. 2. 139).

337. — Il y a lieu de remarquer d'une part que ces dispositions n'intéressent que les eaux navigables ou flottables et que, d'autre part, les mariniers, meuniers ou possesseurs de bateaux-lavoirs n'étant pas incapables légalement de se rendre adjudicataires d'un lot de pêche, s'ils le

deviennent, peuvent alors, dans les limites de leur cantonnement, transporter des filets ou engins et en détenir à leur domicile, afin de pouvoir exercer leur droit de pêche.

338. — b) *Engins prohibés.* — Ces engins ne peuvent être utilisés dans les eaux courantes sauf dans les cas visés aux numéros 282 et 367. Aux engins interdits par la loi, il convient d'ajouter ceux prohibés par arrêté préfectoral (art. 16 du décret du 5 septembre 1897, n° 302). Le fait d'en détenir chez soit ne constitue pas un délit, mais l'art. 29 de la loi du 15 avril 1829 prévoit que :

« Ceux qui seront trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins de pêche ou d'instruments de pêche prohibés pourront être condamnés à une amende qui n'excédera pas 20 francs, et à la confiscation des engins ou instruments de pêche, à moins que ces engins ou instruments ne soient destinés à la pêche dans des étangs ou réservoirs. »

Il appartient donc à l'individu trouvé porteur d'un filet prohibé d'établir de façon certaine que cet engin est destiné à être utilisé dans des eaux privées (n° 242).

C'est la mise du fardeau de la preuve à la charge du transporteur qui constitue la caractéristique juridique de l'engin prohibé. On ne doit pas assimiler à un transport le fait d'avoir suspendu des engins au mur extérieur de sa maison pour les faire sécher (Cass. 3 janvier 1846, D. P. 46. 1. 63).

Le fait d'accompagner le porteur d'un filet prohibé pour concourir avec lui à la pratique d'une pêche délictueuse constitue la complicité du délit (Besançon 24 décembre 1872, D. P. 73. 2. 46).

339. — Les explosifs peuvent être assimilés aux engins prohibés. Si la législation sur la pêche ne les mentionne pas spécialement en ce qui concerne leur transport, c'est que ce dernier fait l'objet d'une réglementation particulière

qui interdit également la détention à domicile. Un décret du 5 novembre 1691, art. 1^{er} § 3 prévoit que :

« La présence non autorisée, à bord d'un bateau quelconque, de matières explosives, constitue un délit prévu et puni par la loi du 8 mars 1875. »

340. — 2° Poissons. — En ce qui concerne la vente et le transport des poissons, il y a lieu de distinguer deux cas, suivant qu'il s'agit d'animaux capturés pendant la période de fermeture ou de poissons de taille inférieure aux dimensions réglementaires.

341. — a) Temps prohibé. — C'est l'art. 5 de la loi du 31 mai 1865 qui régit la vente et le transport du poisson pendant cette période :

« Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter et d'importer les diverses espèces de poissons, pendant le temps où la pêche est interdite, en exécution de l'art. 26 de la loi du 15 avril 1829.

« Cette disposition n'est pas applicable aux poissons provenant des étangs ou réservoirs définis en l'art. 30 de la loi précitée. »

342. — b) Taille. — L'art. 30 de la loi du 15 avril 1829 réglemente la vente et le transport des poissons dont les dimensions sont inférieures à celles prescrites par l'art. 8 du décret du 5 septembre 1897.

« Quiconque pêchera, colportera ou débitera des poissons qui n'auront point les dimensions déterminées par les ordonnances, sera puni d'une amende de 20 à 50 francs et de la confiscation desdits poissons. »

Exception faite pour les poissons provenant des étangs ou réservoirs (voir n° 246).

343. — Les deux cas sont bien différents ; le premier est

spécial à la période de fermeture, c'est-à-dire limité à un laps de temps relativement court, tandis que le second est très général. D'autre part, le poisson pêché en temps prohibé ne peut être ni vendu ni acheté alors que le fait de se rendre acquéreur d'un poisson de trop petite taille ne constitue pas un délit. Il est vrai que le décret du 5 juin 1926 exige que le transporteur justifie à toute réquisition de l'origine du poisson pêché, que ce soit en temps prohibé ou que le poisson n'ait pas la taille réglementaire (n° 246)¹.

Dans les deux cas, les poissons provenant des étangs ou réservoirs particuliers échappent aux dispositions de la loi, sous réserve de la justification de leur origine.

Le législateur, en interdisant le transport, le colportage, la vente du poisson pêché en temps illicite ou de taille non réglementaire a voulu empêcher les braconniers de retirer un bénéfice pécuniaire de leurs opérations clandestines. C'est le meilleur moyen pour réduire le braconnage à condition que les dispositions légales soient strictement appliquées.

C. — DROIT DE VISITE

344 — 1° *Engins*. — Les agents chargés de la police de la pêche constatent les délits sur les lieux où ils sont commis. Pour cela il doit leur être possible d'exiger d'un pêcheur de sortir de l'eau son engin, pour permettre son examen. S'il en était autrement, la surveillance serait moins effective et pour bien dire impossible. Dans le cas où un individu se refuserait à sortir de l'eau son instrument de pêche, le préposé est qualifié pour le relever lui-même. Ceci s'applique même à la ligne flottante tenue à la main (Cour de Metz, 4 janv. 1860, D. P. 60.2.182) afin de vérifier, dans le cas de pêche au vif, la taille et l'espèce du poisson employé.

¹. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 4 (qui interdit l'achat au même titre que la vente).

Au cours d'une tournée un agent peut trouver en position de pêche un engin dont le propriétaire est absent. Pour constater si l'engin est licite et réglementairement employé, le préposé est obligé de relever lui-même l'engin. L'art. 39 de la loi du 15 avril 1829 l'autorise à saisir les filets et autres instruments de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en délit. Comment pourrait-il retirer le poisson sans relever les engins?

345. — Nous avons vu (n° 338) que le transport des engins prohibés constitue un délit (art. 29 de la loi du 15 avril 1829). Mais l'art. 40 de la même loi prévoit que les gardes pêche « ne pourront, sous aucun prétexte, s'introduire dans les maisons ou enclos y attenants pour la recherche des filets prohibés » ; le fait d'en détenir à domicile ne constituant pas un délit.

Ils ne peuvent le faire qu'en suivant les dispositions légales relatives aux visites domiciliaires. Toutefois, l'art. 33 de la loi précitée leur accordant le droit de visite sur certains bateaux (n° 165). Dans le cas où ceux-ci servent de domicile aux personnes visées par cet article, les gardes sont autorisés de ce fait à visiter leurs installations particulières. Le simple soupçon n'autorise pas un garde à fouiller les vêtements d'un individu présumé porteur d'engins prohibés (*sic* en matière de chasse, Rouen, 17 avril 1859, Martin, n° 142).

346. — *Poissons.* — Les visites que peuvent effectuer les agents chargés de la surveillance de la pêche ont pour but la recherche du poisson de taille non réglementaire ou de celui capturé en temps prohibé.

347. — a) *Poissons de trop petite taille.* — La pêche de ces poissons étant interdite (n° 256) tout pêcheur qui en capture doit les rejeter immédiatement à l'eau, même s'ils

sont blessés à mort. S'il les conserve, il est en délit et ne peut se justifier en disant qu'il se proposait de faire le tri de sa pêche en fin de journée et de remettre à l'eau les poissons de taille non réglementaire.

348. — Les agents chargés de la police de la pêche doivent avoir nécessairement le droit de visiter les réservoirs, filets et paniers où les pêcheurs gardent leurs captures. L'art. 34 de la loi du 15 avril 1829 leur accorde ce droit :

« Les fermiers de la pêche et les porteurs de licences, et tous pêcheurs en général, dans les rivières et canaux désignés par les deux premiers paragraphes de l'art. 1^{er} de la présente loi, seront tenus d'amener leurs bateaux, et de faire l'ouverture de leurs loges et hangars, bannetons, huches et autres réservoirs et boutiques à poissons, sur leurs cantonnements, à toute réquisition des agents et préposés de l'administration de la pêche, à l'effet de constater les contraventions qui pourraient être par eux commises aux dispositions de la présente loi. »

Les boutiques à poisson ne comprennent pas seulement les caisses percées de trous, immergées dans les rivières ou les réservoirs attenant aux bateaux ; la jurisprudence y assimile tout objet portatif : filet, panier, boîte, linge et même mouchoir de poche (Nancy, 17 janvier 1834, D. P. 34.2.106) servant à entreposer, vivant ou mort, le poisson pêché. Le droit de visite de ces divers objets ne donne pas aux agents le droit de fouille sur les individus. Les objets qu'il est possible de visiter devront donc avoir été déposés sur la rive ou dans la barque, à moins que le pêcheur n'ait été vu sortant le poisson de l'eau et le déposant dans un récipient qu'il porte sur lui, mais qu'il doit alors ouvrir. (Nancy, 17 janv. 1834 pr.)

349. — b) *Temps prohibé.* — Le législateur attache avec raison plus d'importance à la recherche du poisson pêché en temps prohibé ; aussi le droit de visite accordé aux agents

chargés de la surveillance de la pêche est-il plus étendu que dans le cas précédent.

Rien de changé en ce qui concerne la visite des bateaux, boutiques ou réservoirs, mais une réglementation spéciale vise la conservation du poisson dans ces boutiques ou réservoirs au moment de la fermeture de la pêche.

Par circulaire du 12 février 1899, le Ministre des Travaux Publics et celui de l'Agriculture ont arrêté deux dispositions :

350. — La première consiste à ajouter l'alinéa suivant à l'art. 23 du cahier des charges type, imposé aux fermiers de la pêche sur les cours d'eau navigables et flottables :

« En temps d'interdiction de la pêche, les adjudicataires de pêche et autres ne devront conserver, dans leurs boutiques à poissons visées ci-dessus, ni poisson d'étang, ni poisson de rivière, même dans le cas où ils pourraient produire des certificats d'origine pour justifier de la provenance du poisson d'étang. Toutefois, il sera accordé un délai de huit jours, à l'expiration duquel les boutiques devront être retirées de l'eau ou rester ouvertes et vides. »

351. — La seconde consiste à insérer dans tous les arrêtés autorisant le stationnement des boutiques à poisson sur les cours d'eau navigables et flottables le paragraphe suivant d'une circulaire du Ministère des Travaux Publics, du 9 juillet 1894 :

« Le jour de la fermeture de la pêche, les détenteurs de poisson pêché en rivière et conservé dans des boutiques à poissons devront faire constater par un garde pêche les quantités, poids et espèces de ce poisson ; cet agent donnera de cette constatation un procès-verbal dont il gardera l'original et dont une copie sera remise au détenteur. »

« Il sera accordé un délai de huit jours à l'expiration duquel ces boutiques devront être retirées de l'eau ou rester ouvertes et vides. »

« Le colportage et la vente du poisson de cette provenance seront soumis aux règlements applicables au poisson d'étang, c'est-à-dire que le détenteur devra se faire délivrer, pendant le délai de huit jours accordé pour la consommation, un certificat d'origine par le garde pêche qui aura fait la constatation le jour de la fermeture. »

352 — Il n'existe aucun texte visant la conservation des poissons dans les boutiques et réservoirs sur les eaux non navigables, lors de la fermeture de la pêche. Pendant toute cette période, le poisson qui se trouve dans ces boutiques étant approprié doit être assimilé pour les formalités de transport à celui provenant des étangs (n° 342).

353. — Le transport du poisson pêché en temps prohibé étant interdit, le droit de visite accordé aux agents chargés de la surveillance de la pêche englobe non seulement les boutiques, réservoirs et objets assimilés, mais les moyens de transport mêmes. L'art. 7 de la loi du 31 mai 1865 prévoit une amende spéciale au cas où le transport du poisson pêché en temps prohibé est exécuté par bateaux, voitures, et bêtes de somme.

D'après Raux (page 341), le droit de visite des bateaux n'existerait qu'en temps prohibé, mais ceci est en contradiction avec l'article 34 de la loi du 15 avril 1829, qui ordonne de constater toutes les contraventions aux dispositions de la présente loi.

Par voitures, il faut entendre les chemins de fer, les véhicules automobiles, même les brouettes (Martin, S. 422); il n'y a aucune raison pour ne pas y ajouter la bicyclette.

Par analogie avec ce qui a été dit au n° 345, les agents chargés de la surveillance de la pêche ne peuvent fouiller un individu voyageant à pied, ni l'obliger à ouvrir pour le visiter un panier ou un paquet qu'il porte sur son dos ou à la main. Le refus d'ouvrir ou de laisser visiter un panier sur la voie publique ne constitue pas un délit. (Toulouse,

28 juil. 1893, D. P. 94.2.99, Trib. Dax, 12 juil. 1899, Gaz. Pal. 99.2.228. Mais si ce panier, même porté à la main, était ouvert, laissant voir son contenu, ou si le porteur consentait librement à l'ouvrir, rien n'empêcherait le garde de verbaliser.

A plus forte raison l'agent chargé de la surveillance de la pêche ne peut rechercher seul, au domicile des particuliers, le poisson pêché en temps prohibé; mais l'art. 7 de la loi du 31 mai 1865 prescrit que la recherche de ce poisson pourra être faite « à domicile » chez les aubergistes, chez les marchands de denrées comestibles et dans les lieux ouverts au public ». Il faut noter que dans ce cas les pièces faisant partie de l'habitation des individus désignés par la loi, n'échappent pas à la visite.

Appendice.

De l'État et de l'Acte de pêche.

354. — De quel moment à quel moment l'individu doit-il être considéré, ainsi que son engin, comme en train de pêcher, et par conséquent susceptible d'encourir une contravention ?

Cette question est primordiale pour les délits dont l'existence est subordonnée à un fait de pêche, à l'exclusion de ceux concernant le transport, la vente et la détention, — ou encore la taille du poisson ; car dans ce dernier cas, c'est la conservation des poissons trop petits et non leur prise, qui est délictueuse — Elle se pose pour tous les autres délits, notamment pour ceux de pêche à une époque, heure, endroit interdits (eau abaissée, réserve, écluses — eaux où l'on n'a pas la permission de pêcher, même eaux closes) ou avec une amorce prohibée.

Cependant, elle semble laisser indifférents ou rebuter les auteurs.

Il faut définir l'acte de pêche qui vise le pêcheur en action, et l'état de pêche, qui vise l'engin en position de pêche en dehors de tout acte du pêcheur et a des conséquences juridiques propres.

Ces définitions, pour être bonnes, doivent d'une part être applicables à tous les cas, d'autre part être conformes au bon sens ou opinion commune.

I. — État de pêche.

355. — *On peut dire qu'un engin est en état de pêche depuis l'instant où il est susceptible de prendre du poisson jusqu'à celui où il cesse de pouvoir le faire.*

Cet état débute et cesse normalement par un acte de pêche. On ne devrait pas considérer comme en état de pêche une nasse défoncée, une ligne non amorcée, bref un engin non susceptible évidemment de capturer du poisson.

L'état de pêche débute et cesse normalement par un acte de pêche; mais il présente certains intérêts juridiques en dehors de tout acte et même de toute présence du pêcheur.

1° *Un état de pêche délictueux suffit pour rendre susceptible de contravention son auteur*, même s'il est constaté en dehors de tout acte ou de la présence de celui-ci (Cass. 1^{er} juin 1900, Raux p. 78). Un garde pêche peut dresser un procès-verbal contre inconnu où il décrira l'engin en état de pêche et relatara les circonstances de temps et de lieu.

2° *L'engin est soumis au droit de visite des gardes pour vérification des mailles si c'est un filet, de sa nature ou de son amorce si c'est une ligne* (n° 344).

3° *Le poisson pris en délit est toujours saisissable* (art. 39 loi de 1829). Si donc un engin en état de pêche peut être considéré comme délictueux, le garde aura droit de le relever pour en sortir le poisson.

4° *Saisie ou enlèvement des engins.*

356. — *Engins prohibés.* — Le garde a le droit de saisir les engins prohibés soit par la loi, soit par un arrêté préfectoral (art 29, loi de 1829).

Pour tout autre engin, les auteurs se refusent généralement à admettre la saisie, la loi ne la prévoyant pas textuellement. Mais, à vrai dire, la loi manque de netteté. Il convient d'ailleurs de faire certaines distinctions.

357. — *Engins non prohibés. Engins trouvés en état de pêche dans un lieu quelconque sans qu'il y ait autorisation du titulaire du droit de pêche*, la loi permet au juge de prononcer la confiscation (art. 5, loi 1829).

Or, dans l'opinion générale, la confiscation ne pourrait être décidée que pour un engin à la disposition de la justice (Bruxelles, 9 février 1861, Martin n° 235).

On peut donc soutenir que la loi, en permettant la confiscation autorise implicitement la saisie (Mersey et Tisserant n° 456).

Si on ne l'admet pas, le garde et le titulaire du droit de pêche devront-ils donc laisser l'engin en place, dans son état délictueux ?

Non, il leur reste la ressource de considérer l'engin comme perdu.

Raux (p. 270) considère tout engin dans l'eau comme une chose impersonnelle faute de plaque d'identité, donc perdue¹. Conséquences : n'importe qui peut le relever, s'en approprier le poisson et en acquérir la propriété après trois ans de possession (art. 2279, C. c.). Ces conséquences, contraires à la plus stricte justice, et qui soulèveraient l'indignation de tout pêcheur, font douter de l'exactitude du point de départ. Tout objet rencontré sur une voie publique ne doit pas être tenu pour égaré. Il faut pour cela un motif légitime : c'est notamment le cas lorsque le stationnement de l'objet sur la voie publique est illégale.

Ici l'engin est trouvé à un endroit où il est illicite, où il met en état de délit son propriétaire si celui-ci l'y a placé volontairement. De plus il repose généralement sur le lit du cours d'eau qui est une propriété privée dans les eaux non navigables. Il est légitime de le tenir pour égaré. Il

1. En Alsace-Lorraine tout engin doit être muni d'une plaque d'identité indiquant le nom et l'adresse du propriétaire. Cela facilite l'imputation des délits, mais peut donner lieu à certaines fraudes au moyen de fausses plaques.

peut très bien avoir été amené par le courant ou déplacé par un tiers. Donc un garde, aussi bien que le titulaire du droit de pêche, a la faculté d'enlever l'engin et de le porter à la mairie aux objets trouvés. Le mieux est de faire constater par un procès-verbal l'état délictueux de l'engin, de sorte que celui qui le réclamerait avant qu'il n'y ait prescription (n° 358) sera passible des peines prévues par la loi s'il ne réussit à prouver que cet état ne lui est pas imputable.

358. — *Engin trouvé à un endroit interdit ou à une époque interdite.* Dans ce cas, il serait parfaitement légitime de supposer que la loi, en permettant la saisie des engins prohibés (art. 39), a voulu comprendre les engins prohibés non seulement par leur contexture, mais encore, par les circonstances d'emploi tels que lieu et temps prohibés. D'ailleurs, même les engins dits prohibés ne le sont que par la circonstance de leur emploi dans une eau non close (n° 334). En somme tout engin peut devenir à certaines époques et certains endroits un engin prohibé. Cette interprétation de l'art. 39 de la loi de 1829 permettrait de sanctionner les interdictions portées par la loi pour les engins trouvés en état de pêche délictueux en dehors de la présence de ceux qui les ont posés. La loi de 1829, en effet, a pour but d'empêcher la destruction du poisson à certains endroits et à certaines époques. Faute de saisie, l'engin resterait destructeur au mépris de la loi. D'ailleurs, le laisser en place fait prévoir pour son relèvement des actes de pêche délictueux à brève échéance.

Pourtant les auteurs n'admettent pas la saisie pour le cas qui nous occupe (Raux p. 318). Même si l'on s'en tient à leur opinion, le garde n'en est pas moins en droit, d'après nous, de faire respecter la loi ; ici, la simple présence de l'engin en état de pêche a un caractère délictueux ; le devoir du garde est de faire cesser cet état en procédant à l'enlèvement pur et simple de l'engin.

Rien ne l'empêche d'ailleurs de dresser un procès-verbal relatant les circonstances de découverte d'un engin délictueux sans qu'il en connaisse le responsable, celui-ci étant absent (Raux p. 272).

Si le responsable est connu ensuite au moyen de témoignages ou par son propre aveu, des poursuites pourront être exercées contre lui à condition toutefois qu'il n'y ait pas prescription, la prescription étant de trois mois (loi du 18 septembre 1898). Après ce délai, dont le point de départ est la date de la clôture du procès-verbal, que le délinquant y soit nommé du nom (Metz, 23 novembre 1863. S. 67.2.83), le propriétaire de l'engin échappe donc à toute sanction.

Si cependant l'engin avait été notoirement mis en position délictueuse par un braconnier connu, mais qu'on ne puisse le prouver de façon certaine, il serait utile d'allonger le délai de prescription. Ce délai de trois mois est remplacé par un autre de trois ans s'il intervient un acte interruptif de prescription, ainsi un acte d'instruction (Cass. 17 mars 1866, D.P. 66. 1. 509). Tel serait un procès-verbal supplémentaire rédigé à la requête du ministère public par un agent agissant dans la sphère de ses attributions (Cass. 29 mars 1856, D.P. 56. 1.269).

II. — Acte de pêche.

359. — L'état de pêche emporte certaines conséquences juridiques propres, et suffit à mettre en délit celui qui en est responsable.

Mais le responsable sera rarement connu de façon certaine; au contraire, l'imputabilité sera facile en cas d'acte de pêche.

Peu importe du reste que celui qui est surpris en action de pêche ne soit pas le propriétaire de l'engin, ni même celui qui l'a placé (Lyon 11 août 1890. Cass. 30 juin 1827, D.P. 27.1.423).

Il n'existe qu'un cas où l'état de pêche est permis alors que l'acte de pêche ne l'est pas : c'est entre le coucher et le lever du soleil (art. 7, décr. 1897).

360. — On peut définir l'*acte de pêche* « tout acte qui met l'engin en état de pêche, l'y maintient ou fait cesser cet état. »

Aucun acte antérieur ou postérieur ne peut être punissable.

1° Actes antérieurs. Les actes préparatoires de la pêche ne seront jamais délictueux : transport de filets (sauf prohibés), appâtage, montage d'une ligne, sondage, c'est-à-dire mesure de la hauteur de l'eau, mise de l'amorce.

Quant à la tentative, la question ne se pose pas. En effet, pêcher n'est pas comme le définit le « Larousse » « prendre à la pêche », c'est « essayer de prendre à la pêche ». Que de pêcheurs passent des journées sans opérer de captures ! Cela ne signifie pas à leurs yeux qu'ils n'aient pas pêché. Autrement, il serait loisible de tendre impunément ses engins en temps prohibé, ou dans une réserve, tant qu'il n'y aurait pas prise de poisson. La pêche est donc en soi une tentative, C'est, dit le tribunal de L'essuire, « la recherche et l'occupation » du poisson (n° 67). Par exemple, pour la pêche à la main, plonger le bras dans l'eau est déjà un acte de pêche (Cass. 13 juillet 1864. S. 66.1.39).

2° Actes postérieurs. Dès que cesse l'état de pêche, c'est à-dire la possibilité de prendre du poisson, aucun acte ne peut plus être punissable. Généralement, l'acte qui fait cesser l'état de pêche est celui qui sort complètement l'engin de l'eau. Pas toujours.

Ainsi des pêcheurs en retirant leurs filets ou leurs lignes les prennent dans un rocher, une souche, un bateau. A partir de ce moment, il n'y a plus acte de pêche, l'état de pêche n'existant plus. Aucune des manœuvres subséquentes nécessaires pour déprendre et retirer les filets ou lignes ne peut avoir un caractère illicite.

361. — Bref, c'est soit le moment, soit l'endroit où s'est produit l'acte faisant cesser l'état de pêche qu'il faut considérer pour décider du caractère délictueux ou non de cet acte.

Exemples :

a) *Pêche aux engins.* — Un poisson d'une taille exceptionnelle est pris dans un filet que l'on relevait juste avant le coucher du soleil, et sa résistance nécessite des manœuvres ou une aide qui n'en viennent à bout que le soleil couché. Celles-ci ne seront pas délictueuses.

Un filet qu'on retirait est entraîné par un bateau dans un barrage, une réserve. Comme il n'est plus en état de pêche, il n'est pas illicite de le retirer.

b) *Pêche à la ligne.* — Pour cette pêche, la cessation de l'état de pêche doit se combiner avec l'idée d'occupation. Dès qu'un poisson est ferré, il devient objet de propriété (n° 68). D'autre part tant que ce poisson est ferré, la ligne n'est plus en état d'en prendre un second. Donc, *à condition que la ligne soit munie d'un seul hameçon, l'occupation fait cesser l'état de pêche.*

Par conséquent, c'est au moment de l'occupation qu'il faut se reporter pour apprécier si l'état de pêche ou l'acte de pêche dont elle est la conséquence avait alors un caractère licite ou non. L'occupation participe à ce caractère et le garde.

Ainsi un poisson se prend la nuit à une ligne dormante ou fixe. L'état de pêche est licite, donc l'occupation l'est aussi.

Un poisson est ferré par une personne qui pêchait avant le lever du soleil. Son occupation est illicite et le demeure, même si le poisson par suite de sa longue défense, n'est sorti de l'eau qu'après le lever du soleil.

Un poisson entraîne la ligne, ou même la gaule, d'un endroit permis où il a été piqué à un endroit interdit. L'occupation était licite et le reste.

Inversement si un poisson entraîne la ligne à moulinet d'un endroit interdit à un endroit permis, l'opération était illicite et le demeure.

Si le coup de ligne ne se termine pas par l'occupation d'un poisson, il faut appliquer la définition générale : tout acte postérieur à la cessation de l'état de pêche ne peut être illicite.

Ainsi un pêcheur dont la ligne s'accroche au fond, dans un engin, dans des herbes, n'est pas en contravention si ses efforts pour dégager son hameçon se poursuivent après le coucher du soleil, pourvu qu'il les ait commencés avant ce coucher.

362. — *Remarque.* — Dans tous les exemples précédents, la preuve de la cessation de l'état de pêche sera souvent délicate, sinon impossible. La Cour de Cassation admet que celui qui est vu posant ou relevant un engin à une époque ou dans un lieu prohibé doit être considéré comme en délit. (8 août 1867. S. 68. 1. 142.) Ce principe devrait céder devant la preuve que l'état de pêche avait cessé plus tôt. Mais il a pour conséquence de mettre la preuve à la charge de l'accusé. Cette preuve pourra être faite par témoins, ou tirée des circonstances : par exemple, un pêcheur est poursuivi pour avoir capturé un poisson une demi-heure après le coucher du soleil; le pêcheur prétend avoir ferré le poisson avant ce coucher, mais, étant donné sa résistance, n'avoir pu le sortir plus vite de l'eau; le tribunal appréciera, en tenant compte de la grosseur du poisson comparé à la finesse de la ligne.

CHAPITRE III

Mesures positives de conservation.

363. — Pour assurer la conservation du poisson le législateur a pris certaines mesures que nous qualifierons de *positives* parce que beaucoup sont, non des interdictions mais des permissions de pêche; telles autres sont à la fois négatives et positives; en tout cas elles visent toutes une intervention active de l'homme en vue de favoriser le repeuplement.

Les mesures uniquement prohibitives se sont révélées insuffisantes pour empêcher le cheptel aquatique de diminuer d'année en année. Du reste leur application laisse beaucoup à désirer. Les gardes sont en nombre insuffisant. Il existe surtout un état d'esprit dangereux basé sur cette idée que moins il y a de poissons, plus on doit être tolérant pour ne pas trop diminuer les prises, spécialement en ce qui concerne les titulaires de droit de pêche à titre onéreux. Pourtant si l'on avait un peu plus de prévoyance, c'est l'état d'esprit contraire que l'on devrait entretenir non seulement chez les gardes, mais aussi chez les pêcheurs.

1° Mesures positives.

364. — *Loi du 31 mai 1865.* — Les premières mesures positives se trouvent dans la loi du 31 mai 1865.

ART. 6. — « L'Administration pourra donner l'autorisation de
« prendre et de transporter, pendant le temps de la prohibition,
« le poisson destiné à la reproduction. »

ART 8. — « Les dispositions relatives à la pêche et au transport
« des poissons s'appliquent au frai de poisson et à l'alevin »

Cette dernière disposition est destinée à favoriser l'alevinage.

On peut comprendre également parmi les mesures positives la création d'échelles facilitant le passage du poisson : Art. 1^{er} paragraphe 3 (n° 298) et l'organisation des réserves : Art. 1^{er} paragraphe 2 (n° 267) où l'Administration, au lieu de s'en tenir à l'interdiction de la pêche, peut jouer un rôle positif en créant des frayères artificielles.

365. — Sociétés de pêche. — D'après les dispositions du décret du 17 février 1903 les Sociétés de pêcheurs à la ligne, concessionnaires d'un lot de pêche de l'État, sont tenues de faire du repeuplement. On ne peut que regretter que semblable obligation ne soit pas imposée à tous les fermiers de pêche.

366. — Décret du 13 mai 1927. — Ce décret est le plus important en la matière ; il permet, de façon générale, des dérogations aux interdictions visant la taille de capture des poissons, les époques, le temps, le lieu et les moyens de pêche, afin de faciliter la prise du poisson destiné à la reproduction :

ART 1^{er}. — « Les autorisations prévues par l'article 6 de la loi
« du 31 mai 1865, de prendre et de transporter pendant la période
« de prohibition le poisson destiné à la reproduction, sont accor-
« dées par le Ministre de l'Agriculture ou le Ministre des Travaux
« Publics. »

« Par dérogation aux dispositions des articles 6 et 13 du décret
« du 5 septembre 1897, les arrêtés ministériels à intervenir à cet
« effet pourront permettre la pêche durant la nuit entière, ainsi
« que l'emploi de filets trainants dans certains emplacements
« spécialement désignés de tout cours d'eau, lacs et canaux indis-
« tinctement Les dispositions des paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de
« l'article 15 dudit décret ne sont pas applicables aux pêches de
« l'espèce. »

2° *Mesures positives et négatives.*

367. — Pêches extraordinaires. — Ces mesures sont positives en ce sens qu'il est accordé une permission de pêche en dérogation à la réglementation générale; mais elles sont en même temps négatives car elles se traduisent par une diminution du nombre de poissons; il est vrai que le but recherché est la diminution voire même la destruction d'espèces nuisibles afin d'en favoriser d'autres plus intéressantes.

Ces mesures figurent dans le décret du 5 septembre 1897, article 18, premier paragraphe :

« Sur la demande des adjudicataires de la pêche des cours d'eau
« navigables et flottables et sur la demande des propriétaires de
« la pêche des autres cours d'eau et canaux, les préfets peuvent
« autoriser, dans des emplacements déterminés, et à des époques
« qui ne correspondront pas avec les périodes d'interdiction, des
« manœuvres d'eau et des pêches extraordinaires pour détruire
« certaines espèces dans le but d'en propager d'autres plus
« précieuses.

« Ils peuvent exceptionnellement, après avis des conseils généraux
« raux et sur propositions faites par les ingénieurs ou par les
« fonctionnaires des eaux et forêts, autoriser, même pendant les
« périodes d'interdiction dans des emplacements déterminés, des
« pêches extraordinaires pour des espèces reconnues particulièrement
« nuisibles par décisions ministérielles et dont la
« destruction ne peut être assurée efficacement que pendant ces
« périodes. »

Des mesures analogues sont prévues dans les réserves (n° 271).

Remarque. — Cahier des charges. — Ces mesures sont insérées dans le cahier des charges et les adjudicataires doivent se soumettre à celles qui ne seraient pas provoquées par eux, mais par l'Administration qui les exécute dans le but de favoriser le repeuplement¹.

1. Le cahier des charges ajoute que toutes les pêches extraordinaires peuvent être pratiquées dans un but scientifique. Voir Annexe : Projet de réforme, art. 20.

368. — *Empoissonnement.* — A noter également une mesure qui peut être qualifiée de négative en ce sens que c'est une interdiction, mais dont les effets sont positifs : il est spécifié dans le cahier des charges que les adjudicataires de lots de pêche de l'État ne peuvent faire de repeuplement avec des espèces nouvelles sans l'autorisation de l'Administration. Cette mesure excellente peut éviter la propagation inconsidérée d'espèces peu intéressantes et même nuisibles aux autres, comme le poisson-chat, mais la surveillance de son observation est à peu près impossible.

369. — *Enclos.* — (n° 20 sq.). Cette création de la loi de 1923 est négative, parce qu'interdisant toute pêche aux usagers ordinaires dans ces enclos ; mais elle est surtout positive en tant que, destinée à faciliter l'intervention de l'homme dans la fécondation du poisson. Le repeuplement des eaux en est et en sera de plus en plus le but principal. En effet les alevins élevés dans le cours d'eau où l'on doit les déverser seront beaucoup mieux adaptés au régime de ce cours d'eau que s'ils proviennent d'un centre de pisciculture éloigné.

Troisième partie.

Réglementation en terrains inondés.

370. — La pêche sur les terrains inondés est des plus meurtrières. Le poisson y est très facile à capturer au moyen d'engins par suite du volume d'eau généralement assez faible. Principalement, à la fin de l'inondation, l'eau se retire par des fossés étroits qu'il est facile de barrer complètement, en sorte que le poisson qui échappe aux engins servant de barrage ne peut cependant pas retourner dans la rivière.

Ainsi le poisson, en terrains inondés, n'a qu'une indépendance restreinte, sinon nulle.

Or il s'assemble en grand nombre sur ces terrains, notamment pour deux raisons : parce qu'il y trouve une nourriture souvent plus abondante que dans le lit normal des cours d'eau, et surtout parce que l'état des lieux y est très favorable à la ponte et à l'éclosion des œufs.

Par conséquent, *l'idée de protection tant de la reproduction que de l'indépendance* du gibier de pêche, idée directrice de la réglementation, devrait amener le législateur à *interdire la pêche en terrain inondé, où du moins à réduire son exercice à la ligne, quel que soit l'attributaire du droit, tant que persiste une communication avec le cours d'eau débordé.*

La loi ne disant rien de tel actuellement, il faut examiner quelle réglementation s'applique dans chaque cas.

I. — Inondation provenant d'une rivière navigable.

A. — FLAQUES RESTANT DANS LES FOSSÉS, CANAUX ET CREUX NATURELS APRÈS L'INONDATION

371. — Mettons tout de suite de côté cette hypothèse, la seule envisagée par la loi, (loi du 15 avril 1829, art. 30.)

« Sont considérés comme des étangs et réservoirs : les fossés
« ou canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux
« cessent naturellement de communiquer avec la rivière. »

A vrai dire, cet article ne concerne que la vente et le colportage. Mais on est d'accord pour exclure de toute réglementation l'exercice de la pêche dans l'hypothèse envisagée, comme dans un étang.

Cependant, si l'on s'en tient au texte de l'art. 30, la cessation de communication à envisager est celle des eaux. Pour les étangs, c'est celle du poisson (n° 14). Ce second système serait beaucoup plus logique, et conforme à la véritable intention du législateur.

En tous cas, la communication ne doit pas être interrompue artificiellement, par exemple au moyen d'un barrage (Cass. 7 avril 1848, S. 48. 1. 575).

On assimile aux eaux des fossés et canaux toutes celles qui demeurent stagnantes dans un creux quelconque après l'inondation (Trib. Gray 13 juin 1873 ; D. P. 75. 3. 98).

La situation est identique à celle envisagée par l'art. 30 ; il y a mêmes raisons de l'appliquer : le poisson, ne pouvant plus retourner à la rivière, est destiné à périr le plus souvent. Privé de son indépendance, il devient d'autre part chose appropriée, par immobilisation. Grâce à cette appropriation, sa capture qu'il est utile de hâter avant qu'il ne périsse, pourra être effectuée par tous moyens. Le législateur n'hésite pas d'ailleurs dans un cas analogue (vidange d'un bief) à prévoir l'autorisation d'engins non réglementaires (n° 282).

**B. — EAUX DÉBORDÉES SUR LES TERRES RIVERAINES,
MAIS RESTANT EN COMMUNICATION AVEC LA RIVIÈRE
DONT ELLES PROVIENNENT**

372. — L'hypothèse est très différente de la précédente. Le poisson n'est pas en danger de mort, puisqu'il peut retourner à la rivière. Il reste « *res nullius* », gardant son extrême mobilité naturelle et tout titulaire d'un droit de pêche sur le cours d'eau envisagé conserve légitimement l'espoir de le prendre.

Ainsi le poisson est dans une situation semblable à celui du cours d'eau. La réglementation de sa pêche doit donc, si rien d'exceptionnel n'est prévu par la loi, être la même.

Pourtant, un arrêt d'Angers (11 nov. 1910) a acquitté des prévenus qui pêchaient en terrain inondé avec des engins prohibés, attendu que la loi sur la pêche n'avait pas prévu ce cas.

De cet attendu, la Cour, si elle avait été logique, aurait dû conclure que, faute d'exception, la réglementation ordinaire s'appliquait.

Cet arrêt est exceptionnel et la jurisprudence étend aux terrains inondés la réglementation générale (Bourges, 24 fév. 1853. S. 53. 2. 203. Cass. 5 févr. 1848, D. P. 48. 4. 279. Crim. 14 nov. 1912, D. P. 14. 1. 24).

II. — Inondation provenant d'une rivière non navigable.

373. — Si, au point de vue de l'attribution, on pouvait discuter l'assimilation des rivières non navigables aux rivières navigables (n° 215) il n'en est pas de même au point de vue de la réglementation. Cette réglementation est uniforme pour tous les cours d'eau (art. 23, loi 15 avril 1829).

Par conséquent :

A. — Dans les eaux restant dans les fossés, canaux, creux

naturels et dès qu'elles cesseront de communiquer naturellement avec les rivières, la pêche sera libre comme la pêche en étang.

B. — Dans les eaux débordées, tant que subsiste une communication avec les rivières, la pêche sera soumise à la réglementation générale.

III. — Inondation communiquant avec un étang ou en provenant.

A. — COMMUNICATION DE L'ÉTANG AVEC UN COURS D'EAU.

374. — Lorsque l'étang entre en communication, par suite de débordement, avec un cours d'eau, la réglementation de la pêche fluviale s'applique également à la pêche dans l'étang lui-même. L'étang devient dépendance momentanée d'une eau courante. Peu importe que la masse d'eau débordée qui a établi la communication provienne de la rivière ou de l'étang (Martin n° 150. Mersey et Tisserant n° 274, Dz., p. 676 n° 47. Cass. 7 avr. 1848. D. P. 48. 1. 168)¹.

Le principe de cette réglementation réside dans le fait que le poisson, « *res nullius* » du cours d'eau, peut alors se mélanger à celui de l'étang. Ainsi la communication à envisager est celle, non des eaux, mais du poisson, du moins lorsque l'étang est séparé du cours d'eau en période de niveau normal par des obstacles artificiels. Il semble que lorsque l'étang n'est formé que par un creux naturel, c'est l'art. 30 de la loi de 1829 qu'il faille appliquer; par conséquent, c'est la communication des eaux qui serait à considérer.

La loi de 1923 sur les *enclos* (voir n° 20) a confirmé la thèse précédente (art. 23 loi 1829 modifiée).

En effet, les dispositions de la loi de 1829 concernant la police de la pêche ne sont, dit-elle, « pas applicables aux

1. Il n'en serait autrement qu'en cas de submersion inopinée et non susceptible de se renouveler (Cass. 30 mai 1873, D. P., 73, t. 313).

enclos pendant le temps qu'est réalisé l'état de « clôture » c'est-à-dire que la circulation du poisson entre les eaux closes et les eaux libres est efficacement interceptée au moyen de dispositifs appropriés. »

A contrario, ces dispositions seront applicables lorsque cette circulation deviendra possible, spécialement en période de crue.

B. — EAUX DÉBORDÉES DE L'ÉTANG,
MAIS N'ENTRANT PAS EN COMMUNICATION AVEC UN COURS D'EAU.

375 — Que l'on admette que ces eaux appartiennent toujours au propriétaire de l'étang ou deviennent la propriété de celui du terrain inondé, puisque l'étang n'a pas une capacité suffisante pour les contenir (n° 217), elles n'en restent pas moins appropriées, ainsi que le poisson, tant qu'il n'y a pas mélange avec une eau courante (Raux p. 15). Le mélange peut n'avoir jamais lieu.

Il est sans importance que ces eaux débordées de l'étang restent ou non en communication avec lui. Ces hypothèses, qui, d'après Raux, feraient varier l'attribution du droit de pêche (nos 220-221) ne sauraient faire varier son exercice. Que les eaux se séparent en plusieurs petits étangs, ou n'en forment qu'un seul grand, s'étendant sur plusieurs propriétés, l'exercice de la pêche sera, tant dans l'étang primitif que dans ses débordements, absolument libre (n° 241).

376. — Remarque. — Si l'on admettait que le propriétaire ou fermier de l'étang ait le droit de pêche sur tous ses débordements (n° 221), il lui serait certainement interdit de pratiquer toute pêche nécessitant la prise d'un point d'appui sur le sol d'autrui, puisqu'il n'acquiesce aucun droit sur les terres riveraines que les eaux de son étang viendraient à couvrir en cas de crue (art. 558 C. c.). En pratique, il ne pourrait donc faire usage que de la ligne flottante ou volante.

Conclusion.

De l'évolution du rôle de la pêche en eau douce et de ses conséquences juridiques.

377. — Cette évolution est dominée par le droit accordé sous la Révolution à tout individu de pêcher à la ligne flottante (n° 160).

Sous l'Ancien Régime, la pêche à la ligne, dédaignée par les seigneurs, n'était que peu pratiquée. La pêche aux filets prédominait et il était relativement facile de la réglementer en fixant un minimum de largeur pour les mailles de façon à permettre aux petits poissons d'échapper.

Aujourd'hui, on évalue le nombre des pêcheurs à la ligne à deux ou trois millions; (Bulletin du Syndicat Central des pêcheurs à la ligne, janvier 1934, p. 17) et rares sont les personnes à qui il n'est jamais arrivé de « tremper du fil dans l'eau ».

378. Le rôle de la pêche, en France, n'a pas moins évolué que la façon de pêcher.

Sous l'Ancien Régime, ce rôle était économique : on lui demandait de parer aux déficiences, alors fréquentes, des autres aliments; déficience résultant des méthodes encore primitives de culture et du manque de communications; elle était aussi nécessaire pour les jours d'abstinence très nombreux — jusqu'à 146 par an — et religieusement observés. Tout monastère avait son étang à carpes confié aux soins d'un « frater aquarius ». Dès 1326, Charles IV, dans une ordonnance, se plaint que les pêcheurs « ne laissent

pas atteindre au poisson son développement normal, à leur propre détriment et à celui des autres, riches et pauvres, qui sont obligés de payer cet aliment très cher ».

Aussi, jusqu'à l'ordonnance de 1669, devaient être rejetés non les poissons de petite taille, mais ceux qui n'étaient pas d'une valeur déterminée (De Cardaillac n° 482).

Personne ne soutiendra qu'actuellement le poisson de rivière soit d'une grande ressource pour l'alimentation. Une très grande partie de celui qui est consommé vient d'élevages (Bull. du Synd. cent. janvier 1934, p. 13); et il ne peut en être autrement, car nos rivières se dépeuplent lentement, mais sûrement. Les personnes compétentes sont sur ce point unanimes. Cependant L. Matout (p. 186 et suiv.) soutient une théorie intéressante d'après laquelle toute cause destruction de poissons provoque en même temps une cause d'intensification correspondante du repeuplement. En effet, le rendement des eaux en poisson est fonction de la nourriture contenue dans ces eaux. Si beaucoup de poissons sont pris, les survivants se suralimentent et n'auront plus aucune envie de mordre aux lignes. D'autre part, plus la destruction par tous moyens sera intensive, plus la nourriture abondera et moins il y aura d'alevins éliminés par la sélection naturelle ; or, il suffit de quelques couples pour produire des milliers d'alevins.

Pourtant si le dépeuplement des rivières ne peut être prouvé par chiffres, faute d'évaluation possible du gibier de pêche vivant ou même pris chaque année; d'innombrables articles le déplorent. Les pêcheurs pratiquant depuis un certain laps de temps, amateurs, professionnels ou braconniers, déplorent tous sa progression marquée par la diminution des captures.

Par exemple, depuis la guerre, le goujon a diminué en Loire de façon étonnante. Dans tel torrent des Pyrénées (le Bastan) les habitués connaissent les deux ou trois truites qui restent par kilomètre. Quant aux grosses espèces, sait-

on qu'avant la Révolution, dans le bassin de la Loire notamment, les domestiques de ferme, en se gageant à la Saint-Jean, étaient obligés de stipuler qu'on ne leur ferait pas manger de saumon frais plus de quatre fois pas semaine, comme l'a confirmé M. le Dr Guérin.

Les carnassiers n'échappent pas plus à la destruction, si bien qu'on envisage, malgré leur caractère, de les protéger spécialement : c'est le but principal de la définition nouvelle qui est proposée pour la ligne flottante (n° 317). Du reste la réforme prochaine est une marque de l'inquiétude provoquée par le dépeuplement de nos rivières.

Ces quelques exemples infirment-ils la théorie de M. L. Matout ? Nullement, à condition que son application soit réduite à la pêche à la ligne. Cette théorie est basée sur le degré d'appétit du poisson, de même que la pêche à la ligne. Encore le poisson peut-il préférer à la nourriture surabondante de la rivière celle toute différente que lui présente le pêcheur (amorces cuites, chènevis, pâtes). Comme tout animal, il n'est pas exempt d'une certaine gourmandise.

Les autres procédés de pêche sont indépendants de la faim du gibier. Des toxiques, des explosifs, etc., suffisent, dans les rivières dont le volume d'eau est faible, à en anéantir la faune.

L'explication la plus générale du dépeuplement de nos cours d'eau en dehors des raisons étrangères à la pêche (n° 237), doit être trouvée dans les droits concurrents des pêcheurs aux engins, écumeurs des beaux poissons, et des pêcheurs à la ligne qui ne respectent aucune taille.

C'est ainsi que, dans les lots réservés aux sociétés de pêche, ou tout engin autre que la ligne flottante et plombée est défendu, la richesse des eaux en poisson se maintient, et parfois s'améliore.

N'hésitons pas à conclure que, de la pêche aux engins et de la pêche aux lignes, l'une ou l'autre est de trop, et doit être sacrifiée.

Mais, laquelle? Ce n'est pas en se plaçant sur le terrain de la conservation du poisson qu'il est possible de donner une conclusion nette.

Il ne semble pas que la pêche aux lignes soit suffisante, selon la théorie de M. L. Matout, pour dépeupler complètement un coin de rivière; mais la pêche aux engins non plus, s'ils sont employés réglementairement.

379. — Il faut donc, pour faire un choix, se placer sur un autre terrain, celui de l'intérêt social.

Au point de vue social, la pêche aux engins a essentiellement un rôle économique; le poisson est presque toujours pris pour être vendu; or, la place tenue par le poisson de nos rivières dans l'alimentation, avons-nous dit, est et ne peut-être qu'insignifiante. Les espèces migratrices (saumon, alose, lamproie, anguille) y occupent un bon rang.

La pêche aux lignes, elle, a un tout autre rôle. Les professionnels n'en usent guère. Cette pêche sert de dernière distraction aux retraités, et surtout de délassement aux travailleurs des cités, travailleurs intellectuels ou manuels qui ont besoin d'échapper à l'ambiance énervante dans laquelle ils vivent, à leurs soucis, à leurs plaisirs fatigants. Ce délassement est sain, car il fait changer d'air. Il est fortifiant même, car il pousse à la pratique de certains sports: natation, canotage... Il est moral, car il écarte des mauvaises fréquentations, du cabaret ou du dancing. Il est pacifiant, car il rapproche des hommes de toutes classes et détourne des vaines réunions politiques: aussi tout gouvernement prévoyant devrait le favoriser dans son propre intérêt. Enfin, il développe l'imagination et la réflexion.

Or, cette distraction est pratiquée approximativement par deux ou trois millions d'amateurs, nombre qui va sans cesse croissant avec la facilité des transports et la diminution du travail. Et il faut bien remarquer que ces amateurs emmènent généralement leur famille qui profite ainsi de tous

les avantages énumérés. Pour beaucoup, dira-t-on, la pêche n'est qu'un prétexte à sortie en campagne : encore faut-il laisser subsister le prétexte. Notons que la quantité de poisson pris et consommé par les pêcheurs à la ligne est loin d'être à dédaigner au point de vue alimentaire.

En résumé, d'un côté, pêche aux engins dont le rôle alimentaire périmé va, par la force des choses, en diminuant sans cesse et à laquelle la pisciculture supplée largement; d'un autre côté, pêche à la ligne qui sert de délassement sain à des centaines de milliers de familles dont le nombre va croissant. Cette seconde pêche présente un intérêt social très supérieur à celui de la première, c'est donc la première qui doit être sacrifiée.

380. — Ce sont les Sociétés de pêcheurs à la ligne qui feront triompher la seconde et ce, en devenant à plus ou moins brève échéance, locataires de tous les lots de pêche amodiés par l'État.

On objecte que l'État y perdra des ressources. Mais les sociétés, même locataires amiables, paient comme les adjudicataires. Le prix de location a en effet pour point de départ le montant d'une adjudication précédente (Bull. Synd., janvier 1934, p. 13).

On objecte aussi que les pêcheurs professionnels seront privés de leur gagne-pain. On pourrait répondre que c'est par suite d'une évolution dans le rôle de la pêche dont personne n'est responsable. Mais on peut aussi trouver des atténuations à cette situation pénible : emplois de gardes pêche, pisciculteurs, etc..

Le mieux serait de dresser, longtemps à l'avance, le programme des lots nouveaux que l'on entendrait réserver aux sociétés. Ce programme serait réalisé par étapes : ainsi les professionnels prévenus, prendraient leurs dispositions pour ne plus compter sur cette source de revenus et surtout détourner leurs enfants de ce métier.

Les sociétés ont du reste cet avantage sur les adjudicataires de s'obliger au repeuplement. D'ailleurs, elles le font volontiers, étant donné leur perpénité. Certaines même n'hésitent pas à fonder des établissements de pisciculture.

Moralement, elles réunissent des personnes ayant une passion commune et saine, organisent des concours, des fêtes champêtres, des conférences. Bref, elles tendent à élargir le cercle de leur activité sociale.

381. — N'existe-t-il pas déjà une évolution dans le sens du triomphe de la pêche à la ligne? Si. Et cette évolution se manifeste sous un double aspect : restrictions apportées à la pêche aux engins, importance croissante des sociétés.

Les restrictions à la pêche aux engins sont minimales. A la vérité, le décret de 1897 réglementait déjà sévèrement leur usage. Mais surtout en 1926 l'on a supprimé l'inscription maritime sur les rivières navigables, et, en même temps, le monopole gratuit de pêche à tous engins exercé par les inscrits. Dès à présent, les sociétés réclament des lots sur les portions de cours d'eau autrefois réservées aux seuls inscrits.

Du côté de l'importance prise par les sociétés, l'évolution est encore plus nette. En 1898, elles peuvent obtenir des subventions pour cause de repeuplement. En 1902, une loi permet de déroger en leur faveur au principe de l'adjudication pour certains lots. Dans cette dérogation on comprend, en 1923, les enclos; en 1925, les réservoirs d'alimentation. Enfin, le projet de réforme du décret de 1897 est dû principalement à l'initiative des sociétés et intéresse spécialement la pêche à la ligne. Il en est de même du projet qui apporte des restrictions et des précisions à la définition de la ligne flottante (n° 317); en effet, les restrictions dont il s'agit ne concernent que le pêcheur banal, que les sociétés n'aiment pas trop, car il profite gratuitement de leurs services. En conséquence, dans bien des cas, ce dernier deviendra membre de la société, dont il se désintéressait jusqu'alors,

afin de profiter des droits désormais très supérieurs du sociétaire.

Ainsi ce décret sur la ligne flottante fera augmenter nettement le nombre des membres des sociétés et par conséquent la richesse et l'influence de celles-ci.

Dès à présent, les sociétés comptent 600.000 adhérents. Elles sont locataires de 30 p. 100 des lots sur le domaine des Eaux et Forêts, de 40 p. 100 sur celui des Travaux Publics. Leur influence se fait surtout sentir par l'intermédiaire de grandes sociétés installées à Paris : Fishing-Club de France et surtout Syndicat Central et Fédéral des Pêcheurs à la ligne et Riverains de France, qui groupe 1.360 sociétés et fédérations. Les représentants de ces syndicats créent l'opinion par leurs périodiques, leurs articles, des Congrès. Ils agissent auprès des administrations intéressées, des ministres et des parlementaires.

382. — Les sociétés de pêcheurs à la ligne, leur syndicat central, sont forts et leurs forces iront croissant. Quels pronostics peut-on en tirer pour l'avenir?

Dans les eaux navigables, les sociétés, peu à peu, supplanteront complètement les autres adjudicataires, soit en obtenant de nouvelles cessions amiables de lots, soit pour les autres lots en participant victorieusement aux adjudications.

Dans les eaux non navigables, à l'imitation et à l'instigation des sociétés exerçant leurs droits sur les rivières navigables, se formeront d'autres sociétés qui loueront amialement leur droit de pêche aux riverains, soit isolés, soit groupés en associations syndicales prévues par une loi du 31 mars 1931.

On peut même supposer qu'à défaut d'entente amiable, le législateur qui, en tous pays, se croit de moins en moins obligé à respecter les droits privés lorsqu'ils se trouvent en opposition avec l'intérêt collectif, interviendra pour forcer les riverains à céder leurs droits aux sociétés.

Ayant ainsi supprimé en fait, sinon en droit, la pêche aux

engins sauf sans doute pour les espèces migratrices, les sociétés se retourneront contre leur allié de la veille, le pêcheur banal, qu'elles ne voudront plus voir profiter gratuitement de leurs services. Il est vraisemblable que cet adversaire, dans son isolement, ne pourra résister bien longtemps. Chaque individu conservera bien son droit de pêche à la ligne flottante... mais il ne pourra l'exercer qu'à condition de faire partie d'une Société; il n'aura d'ailleurs pas à le regretter.

Entre temps, en effet, d'autres modifications au régime juridique seront demandées et obtenues : résurrection du principe de l'uniformité (n° 251) quant aux époques de fermeture : droit de pêcher le dimanche à ces époques; suppression des dimensions minima pour certaines espèces (n° 326) suppression du droit de pêche en terrain inondé (n° 370). La conservation du poisson sera assurée par des mesures contre le braconnage, la pollution des eaux et surtout par l'aménagement du réempoissonnement que permettra la pisciculture pratiquée scientifiquement dans les enclos créés sur chaque cours d'eau.

Ainsi, dans une civilisation de plus en plus vouée à la rapidité et à l'automatisme des machines, tout citoyen pourra utiliser ses nombreux loisirs à retrouver, en face d'un gibier de pêche toujours abondant, la patience et l'initiative de ses ancêtres pêcheurs.

VU :

Le Président de thèse,
A. MESTRE.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris.
L. CHARLETY.

Annexe.

Projet de révision du décret de 1897.

Après l'achèvement de notre étude, la Commission de Révision du Décret de 1897 a publié (Bulletin Officiel du Syndicat central et fédéral des pêcheurs à la ligne et riverains de France, juin 1934, n° 6) le texte du projet de révision qui lui avait été soumis par les Eaux et Forêts.

Il est vraisemblable d'ailleurs que ce texte devra subir encore certaines nouvelles corrections.

Ne pouvant ignorer ce projet, nous n'avons pu cependant en faire état de façon complète; nous avons cherché néanmoins à nous en inspirer quant aux dispositions déjà connues, au fur et à mesure de la poursuite de notre propre travail.

En publiant le texte dudit projet, nous nous excusons des divergences qui auraient pu subsister entre certaines de nos propositions et les articles correspondants dont la teneur n'était pas prévue.

ARTICLE PREMIER. — Les Préfets fixeront comme il suit par des arrêtés rendus après l'avis des Conseils généraux, les époques pendant lesquelles la pêche est interdite en vue de protéger la reproduction des poissons et écrevisses :

1° Pour le saumon, du 1^{er} octobre au 10 janvier inclusivement;

2° Pour la truite et l'omble chevalier, pendant une période de 100 jours consécutifs comprise entre le 1^{er} octobre et le 15 mars inclusivement;

3° Pour les corégones (féra, lavaret, etc...), pendant une période de 45 jours consécutifs comprise entre le 15 novembre et le 28 février inclusivement;

4° Pour tous les autres poissons pendant une période de 60 jours consécutifs comprise entre le 1^{er} février et le 4 juillet inclusivement;

5° Pour l'esturgeon, du 1^{er} juin au 31 juillet inclusivement ;

6° Pour les écrevisses, pendant une période de 240 jours, comprise entre le 1^{er} octobre et le 13 juillet.

Les interdictions prononcées ci dessus s'appliquent à tous les procédés de pêche, même à la ligne flottante, tenue à la main.

On doit entendre par ligne flottante, au sens où il en est fait mention à l'article 5, paragraphe 3. de la loi du 15 avril 1829, c'est à-dire pour les cours d'eau où le droit de pêche est exercé au profit de l'État. toute ligne qui, quels que soient son poids et la matière dont elle est faite, ainsi que les flotteurs ou lesteurs dont elle est garnie, suit le courant ou demeure en suspension dans l'eau, quand on l'abandonne à elle même. Elle comportera deux hameçons simples au maximum et sera dépourvue de tout appareil de dérive, de tout appât artificiel métallique ou non, de tout poisson vivant ou mort.

Sont considérés comme accessoires de la ligne flottante et comme tels peuvent être utilisés, le moulinet, la gaffe et l'épuisette.

ART. 2. — Les Préfets peuvent, par des arrêtés rendus après l'avis des Conseils généraux, soit pour tout le département, soit pour certaines parties du département, soit pour certains cours d'eau déterminés :

1° Interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons et des écrevisses pendant l'une quelconque des périodes portées à l'article premier ou même pendant toutes les périodes, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger les espèces prédominantes ;

2° Augmenter pour toutes les espèces de poissons et les écrevisses ou pour certaines seulement, la durée des dites périodes entre les dates-limites des époques indiquées à l'article premier ;

3° Interdire exceptionnellement en dehors de ces dates-limites ou même pendant l'année la pêche d'une espèce à propager d'une façon particulière ;

4° Excepter de la quatrième période, la pêche de l'alose, de l'anguille et de la lamproie ainsi que celle des autres poissons vivant alternativement dans les eaux douces et les eaux salées. Toutefois, pour l'alose et l'esturgeon, des périodes d'interdiction continues ou non s'étendant sur 30 jours au moins, pourront être maintenues dans les parties de cours d'eau où cette espèce remonte :

5° Fixer une période d'interdiction pour la pêche de la grenouille.

ART. 3. — Des publications seront faites dans les communes 10 jours au moins avant le début de chaque période d'interdiction de la pêche pour rappeler les dates du commencement et de la fin de ces périodes.

ART. 4. — En vue de faciliter la propagation des espèces utiles et la protection des alevins, les Préfets pourront, sur proposition des Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou des Officiers des Eaux et Forêts, interdire annuellement, sur des cours d'eau ou des portions de cours d'eau, la pêche, même à la ligne flottante, de toutes les espèces ou de certaines espèces seulement.

L'interdiction ne dépassera pas une durée de 150 jours, comprise ou non dans les périodes fixées à l'article premier.

Quiconque, pendant la période d'interdiction, *met en vente, vend, achète, transporte, colporte ou exporte des poissons* dont la pêche est prohibée, mais qui proviennent des *étangs, réservoirs ou enclos*, est tenu de justifier l'origine de ces poissons dans les conditions prévues par le décret du 5 juin 1926 et l'arrêté ministériel du 10 août 1926.

ART. 5. — Les poissons et écrevisses saisis et vendus aux enchères en exécution des prescriptions de l'article 42 de la loi du 15 avril 1829, ne peuvent être mis en vente de nouveau.

ART. 6. — La pêche n'est permise que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. *Toutefois une tolérance de 30 minutes est accordée avant le lever et après le coucher du soleil.*

La pêche de l'anguille et de la lamproie peut être autorisée, en dehors des limites qui précèdent dans les cours d'eau désignés et aux heures fixées par des arrêtés préfectoraux rendus après avis des Conseils généraux. Ces arrêtés déterminent la nature et les dimensions des engins dont l'emploi est autorisé à cet effet.

La pêche du saumon et de l'aloise peut être autorisée par des arrêtés préfectoraux, rendus après avis des Conseils généraux, pendant 2 heures au plus après le coucher du soleil et 2 heures au plus avant son lever dans certains emplacements des fleuves et rivières navigables spécialement désignés.

ART. 7. — Le séjour dans l'eau des filets et engins ayant les dimensions réglementaires est permis à toute heure; mais ils ne peuvent être placés, manœuvrés ou relevés que pendant les

heures où la pêche est permises aux termes des prescriptions de l'article 6.

ART. 8. — Les longueurs au-dessous desquelles les poissons et écrevisses ne peuvent être pêchés, même à la ligne flottante, et doivent être rejetés à l'eau, sont fixées comme suit pour les diverses espèces :

1° 1^m,50 pour l'esturgeon ;

2° 0^m,40 pour le saumon et la truite de mer.

Cette prescription s'applique indistinctement à tous les sujets de l'espèce saumon n'ayant pas la dimension ci-dessus fixée, quels que soient d'ailleurs les différents noms dont on les désigne suivant les localités, tacons, tocons, glozys, guimoisons, cadets, orguels, castillons, roneys, etc...

3° 0^m,25 pour l'anguille ;

4° 0^m,20 pour les truites, les ombles chevaliers, l'ombre commun, les corégones, le brochet, la carpe, les aloses, les lamproies, la lotte, le mulot ou mugo ;

5° 0^m,16 pour le barbeau commun, la brème, le chevesne, les perches commune et noire, le sandre, la tanche, le flet, le loup (ou bar) ;

6° 0^m,14 pour le gardon et le rotengle ;

7° 0^m,10 pour les écrevisses.

La longueur des poissons ci-dessus mentionnés est mesurée de l'extrémité du museau au milieu de l'échancrure de la nageoire caudale (extrémité du rayon médian) ; celle des écrevisses, de la pointe du museau (extrémité du rayon médian), pinces et antennes non comprises, à l'extrémité de la queue déployée. (Au lieu qu'auparavant les mesures étaient prises de l'œil à la naissance de la queue.)

Les espèces non dénommées peuvent être capturées quelles que soient leurs dimensions.

D'autre part, la pêche de la montée d'anguilles (alevins d'anguilles ayant environ 7 centimètres de longueur), peut être autorisée par des arrêtés préfectoraux annuels pris après avis des Conseils généraux. Ces arrêtés détermineront les procédés de pêche, la nature et la dimension des engins qui pourront être employés, les saisons et heures, ainsi que les parties des fleuves, rivières et canaux où cette pêche sera autorisée et toutes autres mesures jugées nécessaires pour empêcher le dépeuplement des cours d'eau.

ART. 9. — Sont seuls autorisés les filets, nasses, bires et autres engins employés à la pêche des poissons et des écrevisses, dont les mailles ou espacements de verges sont carrés, rectangulaires ou hexagonaux.

La dimension des mailles et l'espacement des verges sont fixés ainsi qu'il suit :

	MAILLES OU ESPACEMENTS	
	carrés	hexagonaux.
Pour le saumon, la truite de mer et l'esturgeon .	40 mm. au moins.	32 mm. au moins.
Pour les grandes espèces autres que les précédentes	27 mm. —	22 mm. —
Pour les petites espèces telles que goujons, loches, vérons, alettes et autres	entre 10 et 12 mm.	entre 8 et 10 mm.

Dans le cas des mailles ou espacements rectangulaires, la dimension en sera déterminée d'après le petit côté du rectangle.

La mesure des mailles et l'espacement des verges sont pris avec une tolérance d'un dixième, mais à la condition que la réduction n'affecte que quelques mailles ou intervalles entre les verges. Toutefois, les dimensions des mailles des filets coniques pour la capture des anguilles et l'espacement des verges des nasses en osier pourront être réduits vers l'extrémité au-dessous des dimensions réglementaires sans que cette tolérance puisse s'étendre à une longueur supérieure au dixième de celle de l'engin.

ART. 10. — Si les mailles des filets ou nasses sont carrées, la vérification de leurs dimensions s'effectuera en mesurant à un demi-centimètre près sur plusieurs endroits pris au hasard une longueur de 10 mailles et en divisant cette longueur par 10.

Si les mailles des filets ou nasses sont hexagonales, il sera procédé de même sur 10 mailles consécutives dont on prendra alternativement un côté et une grande diagonale et en divisant par 15 la longueur obtenue.

L'espacement des verges en osier sera mesuré directement suivant une perpendiculaire à celles-ci.

Les filets seront mesurés, à mailles ouvertes, sur l'étendage immédiatement après une immersion suffisante dans l'eau pour qu'ils soient imprégnés.

ART. 11. — Les Préfets peuvent, sur l'avis des Conseils généraux, prendre des arrêtés pour réduire les dimensions des mailles des filets et nasses et l'espacement des verges des engins employés uniquement à la pêche de l'anguille et de la lamproie. Les filets et engins, à mailles ainsi réduites, ne peuvent être employés que dans les emplacements fixés par ces arrêtés et sous les conditions prescrites par eux.

Les Préfets peuvent aussi, sur l'avis des Conseils généraux, interdire entièrement l'emploi des filets à mailles de 10 à 12 millimètres ou le limiter à certains emplacements qu'ils désigneront.

ART. 12. — Les filets et engins fixes ne peuvent excéder en longueur les deux tiers de la largeur mouillée des cours d'eau dans les emplacements où on les emploie.

Sont réputés fixes, les filets ou engins qui sont tenus immobiles par des piquets enfoncés dans le sol, ou par d'autres modes de fixation aboutissant au même résultat.

Rentrent dans la catégorie des filets et engins fixes les nasses et verveux munis d'ailes.

Les filets mobiles et engins de toute nature ne peuvent occuper plus des $\frac{2}{3}$ de la largeur mouillée des cours d'eau ; leur longueur mesurée à terre, les filets étant développés en ligne droite, ne peut dépasser les $\frac{4}{5}$ de la largeur mouillée des cours d'eau, dans les emplacements où on les emploie.

En outre, il est interdit de tendre des filets fixes sans que la partie supérieure soit apparente au-dessus de l'eau sur toute la longueur tendue, à moins que ce ne soit sur des emplacements jalonnés à jalons apparents.

La largeur mouillée est mesurée à la surface de l'eau perpendiculairement à la direction générale du cours d'eau.

Plusieurs filets ou engins, qu'ils soient fixes ou mobiles, ne peuvent être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées, même par des pêcheurs différents, qu'à une distance au moins triple du développement du plus long d'entre eux.

ART. 13. — Les filets ou engins fixes employés à la pêche doivent être retirés de l'eau et déposés à terre pendant 36 heures chaque semaine, du samedi 18 heures au lundi 6 heures.

Il en est de même des araignées, tramails, nasses et verveux sans ailes s'ils barrent plus du $\frac{1}{3}$ de la largeur mouillée de la rivière.

ART. 14. — Sont prohibés tous les filets traînants à l'exception du petit épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme.

Sont réputés traînants, tous les filets coulés à fond, par pression ou au moyen de poids ou tenus en suspension dans l'eau et entraînés sous l'action d'une force quelconque, indépendante du courant.

Est pareillement prohibé l'emploi des lacets ou collets.

Toutefois, des arrêtés préfectoraux, rendus après avis des Conseils généraux, peuvent autoriser l'emploi, à titre exceptionnel, de filets traînants, de types déterminés, à maille de 36 millimètres au moins dans certaines parties des lacs, réservoirs de canaux, fleuves et rivières ; ces arrêtés fixeront les périodes et conditions d'emploi et les emplacements de ces filets.

Les filets traînants du type de la senne auront au plus une longueur égale à la largeur de la rivière augmentée d'un tiers.

ART. 15. — Il est interdit dans les cours d'eau ou leurs dérivations naturelles ou artificielles, d'établir des appareils ou d'effectuer des manœuvres ayant pour objet de rassembler le poisson dans des emplacements dont il ne pourrait plus sortir ou de le contraindre à passer par une issue garnie de pièges.

ART. 16. — Il est également interdit :

1° D'accoler aux écluses, barrages, chutes naturelles, pertuis, vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, des nasses, paniers et filets à demeure. Toutefois pour la pêche de l'anguille d'avalaison, les Préfets pourront autoriser après avoir pris l'avis des Conseils généraux et sur la proposition des services compétents, des dérogations à ces prescriptions. Dans ce cas, ils auront à fixer la nature des engins autorisés ainsi que les emplacements, les époques et les heures où ils pourront être utilisés ;

2° De pêcher avec tout autre engin que la ligne flottante tenue à la main, dans l'intérieur des écluses, barrages, pertuis, vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, ainsi que sur une distance de 50 mètres en amont et en aval de ces ouvrages ;

3° De pêcher à la main, à l'épuisette, de pêcher sous la glace, de troubler l'eau et de fouiller au moyen de perches ou de tout autre procédé sous les racines ou autres retraites fréquentées par le poisson ; toutefois, pour la pêche du goujon, est toléré le pilonnage par le pêcheur à la ligne opérant lui-même ;

4° De faire usage de foënes, harpons, dards, fourches, tirettes et tous autres engins propres à blesser le poisson ;

5° De se servir d'armes à feu, de lumières ou feux et d'engins électriques.

ART. 17. — Les Préfets peuvent, après avoir pris l'avis des Conseils généraux, déclarer prohibés, par des arrêtés spéciaux, soit dans toute l'étendue du département, soit sur certains cours d'eau ou sections de cours d'eau, tous filets, engins, procédés ou modes de pêche de nature à nuire au repeuplement des cours d'eau.

Ils déterminent, en outre, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 26 de la loi du 15 avril 1829, les espèces de poissons avec lesquelles il est interdit d'appâter les hameçons, nasses, filets ou autres engins.

Les Préfets peuvent autoriser l'usage du baril, de la bouteille ou carafe en verre d'une contenance de deux litres au plus pour la capture des ablettes, vérons, goujons et autres poissons servant d'amorces, dans les endroits où cet engin sera reconnu non dommageable ; ils peuvent de même autoriser l'emploi des fagots ou fascines et du bourgnon, genre spécial de bosselle, pour la capture de l'anguille.

ART. 18. — Il est interdit de pêcher dans les parties des rivières, canaux ou cours d'eau dont le niveau serait accidentellement abaissé, soit pour y opérer des curages ou travaux quelconques, soit par suite du chômage des usines ou de la navigation.

ART. 19. — Sur la demande des adjudicataires de la pêche pour les cours d'eau navigables et flottables, les rivières canalisées et les canaux, et sur la demande des propriétaires de la pêche pour les autres cours d'eau, les Préfets peuvent exceptionnellement, après avis des Conseils généraux et sur propositions faites par les Ingénieurs en Chefs des Ponts et Chaussées ou les Conservateurs des Eaux et Forêts, autoriser en tout temps dans des emplacements déterminés, dans le but de détruire certaines espèces, afin d'en propager d'autres plus précieuses, des manœuvres d'eau et des pêches extraordinaires qui seront exécutées sous la surveillance du service compétent. Mais, dans ce cas, le poisson ainsi capturé deviendra la propriété de l'État.

ART. 20. — Les Préfets peuvent également, sur la proposition

des Services des Ponts et Chaussées ou des Eaux et Forêts autoriser, après approbation ministérielle et sous réserve du droit des tiers, des pêches de poissons destinés à la propagation de l'espèce ou à des études scientifiques, même en temps prohibé et avec des filets ou engins non réglementaires, et sur des emplacements où la pêche est interdite. Les pêches de propagation seront effectuées sous la direction et le contrôle des services compétents.

Ils peuvent enfin, en cas de vidange de biefs ou d'abaissement naturel du niveau dans les cours d'eau et dans les mêmes conditions que celles portées au paragraphe précédent, autoriser les fermiers ou les propriétaires du droit de pêche, à recueillir le poisson menacé de périr, mais à charge par eux d'assurer le transport dans le bief le plus voisin non asséché de tout le poisson capturé n'ayant pas les dimensions réglementaires, ainsi que de tous les alevins qu'ils pourront recueillir.

Les Préfets pourront, sous réserve de l'adoption des moyens de contrôle suffisant, autoriser la vente des poissons capturés dans les cas spéciaux envisagés ci-dessus.

ART. 21. — Des arrêtés préfectoraux, rendus sur avis des Conseils d'Hygiène départementaux et des Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou des Officiers des Eaux et Forêts, déterminent :

1° La durée du rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau et les emplacements où cette opération peut être pratiquée avec le moins d'inconvénient pour le poisson ;

2° Les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des matières susceptibles de nuire directement ou indirectement au poisson.

ART. 22. — Il est institué au Ministère de l'Agriculture une « Commission de la Pêche Fluviale » composée de 9 membres, savoir : un Conseiller d'État en service ordinaire, Président ; 4 représentants du Ministère de l'Agriculture et 4 représentants du Ministère des Travaux publics.

La Commission pourra s'adjoindre à titre consultatif le titulaire de la chaire d'Ichthyologie générale et appliquée au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris ou son délégué.

Le Président, en cas de partage, a voix prépondérante.

Les membres de cette Commission sont nommés par décret et pour une période de trois années.

ART. 23. — Les arrêtés pris par les Préfets en vertu des

articles 1, 2, 6, 8, 10, 11, 14, 16, 17, 19 du présent décret ne sont exécutoires qu'après approbation donnée par les Ministres de l'Agriculture et des Travaux publics, chacun en ce qui le concerne, la Commission de la Pêche Fluviale entendue.

La Commission de la Pêche Fluviale est notamment chargée de veiller à ce que la réglementation de la pêche ait un caractère régional et permanent dans le cadre des dispositions du présent décret.

ART. 24. — Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1935. Les dispositions ne sont pas applicables aux lacs Léman, du Bourget et d'Annecy, ni à la Bidassoa, ni aux rivières et canaux des départements recouverts, lesquels sont soumis aux lois et règlements qui les régissent spécialement.

ART. 25. — Sont abrogés les décrets des 26 août 1865, 5 septembre 1897, 1^{er} septembre 1904, 21 mars 1913 et toutes autres dispositions contraires au présent décret.

Bibliographie.

- DALLOZ. — Jurisprudence générale. *Pêche fluviale* (J. G.)
d° — *Code forestier et code de la pêche fluviale annotés* (Dz)
Encyclopédie Larousse. — *La pêche moderne*.
DEL PÉRÉ de CARDAILLAC DE SAINT PAUL. — *Pêche fluviale*. Toulouse 1904.
FABREGUETTES. — *Traité des eaux*.
JOURNÉ. — *La pêche fluviale*, 1922.
KARR (Alphonse). — *La pêche en eau douce et en eau salée*.
MARTIN. — *Code nouveau de la pêche fluviale*.
MATOUT. — *Pêches au coup* (1932).
MITOU (B). — *Régime de la pêche* (Thèse 1917).
MERSEY et TI-SERANT. — *Régime de la pêche fluviale*.
RAUX (M). — *Le régime administratif et juridique de la pêche fluviale*.
RIVIÈRE. — *Pandectes françaises*.
ROULE (Dr Louis). — *Les poissons et le monde vivant des Eaux*.
La pêche moderne, Revue du Fishing Club de France (articles de M^e de Brun).
La pêche indépendante.
Bulletins du Syndicat Central des Sociétés de Pêche.
Cahier des Charges. — (Adjudication du Droit de pêche) 1924.
Cahier des Charges des Eaux et Forêts; des Ponts et Chaussées.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	I
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET PRÉLIMINAIRES.	1
Définition du droit de pêche.	1
Questions que pose l'étude de ce droit.	1
Caractère particulier de la législation concernant le droit de pêche.	1

TITRE PREMIER

DE L'ATTRIBUTION DU DROIT DE PÊCHE EN EAU DOUCE

Considérations préliminaires. — De l'influence du milieu sur l'attri- bution du droit de pêche	3
Distinction des différentes eaux	4

PREMIERE PARTIE

Du droit de pêche dans les eaux closes et de son attribution.

I. Détermination des eaux closes :	
A. Amas d'eaux qui ne sont pas dépendances d'un cours d'eau.	6
B. Amas d'eaux traversés par un cours d'eau ou qui en consti- tuent des dépendances	8
a) Régime juridique antérieur à la loi du 18 juin 1923.	9
b) Régime juridique institué par la loi du 18 juin 1923	10
II. Caractères du poisson dans les eaux closes ou réputées telles.	15
III. Caractères du droit de pêche dans les eaux closes ou réputées telles.	19
IV. De la disposition du droit de pêche dans les eaux closes par ses différents titulaires	20
A. Énumération des différents titulaires.	20
B. Actes de disposition du droit de pêche	21
a) Location.	21
b) Aliénation	22
c) Servitude	23

DEUXIÈME PARTIE

Du droit de pêche dans les eaux courantes
et de son attribution.

CHAPITRE PREMIER. — Des eaux courantes et généralement non susceptibles d'être appropriées	27
I. <i>Caractéristiques générales et préliminaires</i>	27
II. <i>Circulation en bateau</i>	28
III. <i>Caractère du poisson dans les eaux courantes</i>	31
IV. <i>Conséquences résultant du caractère juridique du poisson dans les eaux courantes</i>	34
V. <i>Classement des différentes eaux courantes</i>	42
CHAPITRE II. — Des eaux courantes non navigables ni flottables.	44
I. <i>Définition générale</i>	44
II. <i>Cas particuliers</i>	45
III. <i>Attribution du droit de pêche dans les rivières non navigables, ni flottables</i>	47
A. <i>Historique de la question. Délimitation du droit entre riverains opposés</i>	47
B. <i>Délimitation du droit de pêche entre riverains contigus</i>	50
C. <i>Cas particuliers</i>	50
a) <i>Stagnation</i>	50
b) <i>Canaux et fossés</i>	51
IV. <i>Titulaires du droit de pêche</i>	52
V. <i>Transfert du droit de pêche à un tiers</i>	53
A. <i>Transfert accessoire à celui de la rive</i>	53
B. <i>Transfert indépendant de celui de la rive</i>	54
C. <i>Permission</i>	60
D. <i>Pêche sans autorisation</i>	60
CHAPITRE III. — Des eaux courantes navigables ou flottables	63
I. <i>Délimitation des eaux navigables ou flottables</i>	63
II. <i>Historique de l'attribution du droit de pêche</i>	65
III. <i>Droit de pêche de l'Etat</i>	66
A. <i>Corrélation entre le droit de pêche de l'Etat et la domanialité publique</i>	66
B. <i>Conditions d'attribution du droit de pêche à l'Etat.</i>	66
1° <i>Navigabilité ou flottabilité</i>	68
2° <i>Possibilité de pénétrer en bateau de pêcheur.</i>	69
3° <i>Entretien à la charge de l'Etat.</i>	70
4° <i>Décrets fixant les parties des eaux dans lesquelles le droit sera exercé par l'Etat.</i>	71
5° <i>Règlement de l'indemnité due au riverain</i>	73
C. <i>Caractéristiques du droit de pêche de l'Etat. Imprescriptibilité et inaliénabilité (déclassement)</i>	75
D. <i>Disposition du droit de pêche par l'Etat détenteur</i>	76

IV. Titulaires du droit de pêche autres que l'Etat.	79
A. Droit de pêche de la commune	79
B. Droit de pêche de certains particuliers	79
1° Cours d'eau rendus navigables par un particulier.	80
2° Canaux créés et entretenus par un particulier.	80
3° Canaux navigables concédés à un particulier.	80
4° Particuliers possédant des titres antérieurs à 1829.	81
5° Inscrits maritimes	82
C. Droit de tout individu de pêcher à la ligne flottante dans les eaux du domaine public.	82
a) Historique	82
b) Des caractères du droit de pêche à la ligne.	83
1° Gratuité	83
2° Universalité	83
3° Imprescriptibilité	84
c) Des sociétés de pêcheurs à la ligne.	84
1° Origine	85
2° Affermage de lots de pêche de l'Etat par ces sociétés.	86
d) Distinction des eaux du domaine public au regard du droit de pêche à la ligne flottante	87
1° Eaux dans lesquelles le droit de pêcher à la ligne flottante existe.	87
2° Eaux dans lesquelles le droit de pêcher à la ligne flottante n'existe pas	88
e) Des droits du pêcheur à la ligne en matière de circulation	89
1° Pêche en bateau.	90
2° Pêche du bord.	98
f) Responsabilité des tiers en cas de troubles apportés dans la jouissance de la pêche à la ligne	92
1° Dommage	93
2° Faute	94

TROISIÈME PARTIE

Attribution du droit de pêche en terrains inondés.

I. Inondation provenant de rivières navigables.	97
II. Inondation provenant de rivières non navigables.	98
III. Inondation provenant d'étangs	102

TITRE II

DE LA RÉGLEMENTATION DE L'EXERCICE
DU DROIT DE PÊCHE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	111
QUESTION PRÉLIMINAIRE	114
Que doit-on entendre par poisson ?	114

PREMIÈRE PARTIE

Réglementation dans les eaux privées et closes.	117
---	-----

DEUXIÈME PARTIE

Réglementation dans les eaux courantes.

CHAPITRE I. — Caractères de la réglementation actuelle.	121
Généralité.	121
Uniformité	122
Dualité.	124
CHAPITRE II. — Des mesures négatives ou de prohibition.	125
Observations générales	125
I. Mesures relatives à la protection de la reproduction	126
a) Taille des poissons pêchés	126
b) Epoque de pêche	129
c) Lieu de pêche. Réserves	133
d) Engins de pêche	136
II. Mesures prises pour assurer l'indépendance naturelle du poisson.	138
a) Conditions des eaux	138
b) Lieu de pêche : Ecluses et barrages.	140
c) Modes de pêche interdits.	140
d) Engins de pêche interdits.	142
Appendice. Engins autorisés et pouvoirs des préfets.	149
III. Mesures prévues pour assurer une équitable répartition des captures	150
A. Eaux où le droit de pêche appartient aux riverains	150
B. Eaux où le droit de pêche appartient à l'Etat	151
C. Réglementation du droit de pêche banal.	152
1° Définition de la ligne flottante. Recherche des caractéristiques que doit comporter une définition complète de la ligne, engin de pêche	153
Que doit-on entendre par ligne flottante tenue à la main	155
a) Intentions probables du législateur.	155
b) Interprétations données par la jurisprudence et commentaires.	157
c) Projet de réforme de la définition de la ligne flottante	163
2° Actes accessoires de la pêche à la ligne.	168
3° Caractères particuliers de la pêche à la ligne au regard de la réglementation de la pêche fluviale.	169
IV. Mesures accessoires aux prohibitions	173
A. De la pêche de nuit	173
B. Transport et vente (engins et poissons)	178
C. Droit de visite	182
APPENDICE. — De l'Etat et de l'acte de pêche.	188
I. Etat de pêche	189
II. Acte de pêche	192
CHAPITRE III. — Mesures positives de conservation.	196
Observations générales	196
A. Mesures positives	196
B. Mesures positives et négatives.	198

TROISIÈME PARTIE

Réglementation en terrains inondés.

I. <i>Inondations de rivières navigables</i>	202
II. <i>Inondation de rivières non navigables</i>	203
III. <i>Inondation communiquant avec un étang ou en provenant</i> . . .	204
CONCLUSION	206
ANNEXE. — Projet de réforme du décret de 1897 présenté par la Commission de Révision	215
BIBLIOGRAPHIE	225

